

Services	TELEPHONE
12	12
13	13
14	14
15	15
16	16
17	17
18	18
19	19
20	20
21	21
22	22
23	23
24	24
25	25
26	26
27	27
28	28
29	29
30	30
31	31
32	32
33	33
34	34
35	35
36	36
37	37
38	38
39	39
40	40
41	41
42	42
43	43
44	44
45	45
46	46
47	47
48	48
49	49
50	50
51	51
52	52
53	53
54	54
55	55
56	56
57	57
58	58
59	59
60	60
61	61
62	62
63	63
64	64
65	65
66	66
67	67
68	68
69	69
70	70
71	71
72	72
73	73
74	74
75	75
76	76
77	77
78	78
79	79
80	80
81	81
82	82
83	83
84	84
85	85
86	86
87	87
88	88
89	89
90	90
91	91
92	92
93	93
94	94
95	95
96	96
97	97
98	98
99	99
100	100

de l'affaire Sargis

sans avoir parlé...

Un coup de froid s'est abattu sur les relations entre les deux Etats allemands. A l'origine de la discorde : l'affaire, ces dernières semaines, de centaines de réfugiés est-allemands dans les ambassades et missions diplomatiques de la RFA à Prague, à Varsovie, à Budapest et à Berlin-Est. Ces hommes et ces femmes, jeunes pour la plupart, ne rêvent que d'une chose : obtenir un passeport et s'installer rapidement en République fédérale. Pour s'enfuir, beaucoup ont choisi cet été la « filière hongroise ». Ils partent en vacances à Budapest, y séjournent quelques jours avant de prendre le chemin de l'Autriche voisine et de Vienne.

Les autorités hongroises ayant décidé au mois de mai de démanteler progressivement le fameux « rideau de fer » le long de cette frontière de 280 kilomètres, le passage est désormais plus facile, et il semble bien que le contrôle des visas à la douane ne soit pas particulièrement pointilleux en ce moment.

La RDA n'a pas encore réagi à ces vacances d'un genre particulier, et se contente de répéter que ses relations avec Budapest sont « bonnes et étroites ». Mais il y a fort à parier que bientôt les Allemands de l'Est ne pourront plus se rendre aussi librement en Hongrie.

C'est toutefois le cas de la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est, qui est en train de détériorer sérieusement les relations inter-allemandes. Mardi, le République fédérale a décidé de fermer son « ambassade », où se trouvent cent trente réfugiés est-allemands candidats au départ. Les locaux ne permettant pas d'en héberger davantage. Le même jour, le chargé d'affaires de la RDA à Bonn a été convoqué au ministère des affaires étrangères, où il s'est vu remettre une protestation officielle. Le gouvernement n'avait pas du tout apprécié la déclaration faite la veille par la RDA, qui estimait qu'en accueillant « illégalement » ses ressortissants dans plusieurs capitales d'Europe la RFA portait « gravement atteinte à la souveraineté de la RDA ».

Dans cette affaire, Bonn semble tenir un langage résolument politique. « C'est en RDA, et uniquement en RDA, qu'il faut chercher les causes de la situation actuelle. C'est à son gouvernement de créer les conditions propres à empêcher les gens de vouloir émigrer et à rester au pays », déclarait mardi un haut responsable du ministère des affaires étrangères. Et d'ajouter : « La RDA serait bien avisée de mettre enfin en pratique les engagements qu'elle a pris en signant les accords d'Helsinki. Elle doit cesser de se couper du monde et s'engager dans la voie des réformes. »

Alors que l'URSS, la Hongrie et la Pologne bougent, beaucoup d'Allemands de l'Est ont, non sans raison, le sentiment que leur pays reste figé, et craignent même un retour de bâton en cas d'échec de la perestroïka et de la glasnost chez leurs voisins. Pendant le seul mois de juin, douze mille cinq cents d'entre eux sont venus s'installer en République fédérale. Légèrement ou illégalement.

les Trédors

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

le théâtre

GUIDE ARTS ET SPECTACLES

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13851 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaine

DERNIÈRE ÉDITION BOURSE

JEUDI 10 AOUT 1989

Tension entre Bonn et la RDA

Les réfugiés est-allemands affluent en RFA

La filière hongroise

Un coup de froid s'est abattu sur les relations entre les deux Etats allemands. A l'origine de la discorde : l'affaire, ces dernières semaines, de centaines de réfugiés est-allemands dans les ambassades et missions diplomatiques de la RFA à Prague, à Varsovie, à Budapest et à Berlin-Est. Ces hommes et ces femmes, jeunes pour la plupart, ne rêvent que d'une chose : obtenir un passeport et s'installer rapidement en République fédérale. Pour s'enfuir, beaucoup ont choisi cet été la « filière hongroise ». Ils partent en vacances à Budapest, y séjournent quelques jours avant de prendre le chemin de l'Autriche voisine et de Vienne.

Le regroupement dans les assurances

Suez tente une OPA sur le groupe Victoire

La Compagnie financière de Suez a annoncé, mardi 8 août, qu'elle s'appropriait à lancer une offre publique d'achat visant à prendre le contrôle du groupe Victoire, cinquième assureur français. Cette OPA donnera vraisemblablement lieu à une bataille boursière à rebondissement, le président de Victoire, M. Jean-Marc Vernes, semblant décidé à défendre l'indépendance de son groupe.

Après avoir dépensé quelque 13 milliards de francs pour la prise de contrôle de la Société générale de Belgique, le groupe Suez se lance dans une bataille encore plus lourde, à l'issue tout aussi incertaine, pour mettre fin à une bonne fois pour toutes à près de dix ans de relations délicates avec le groupe privé d'assurances Victoire.

Sur le papier, il est prévu que l'opération se fasse en deux temps : Suez offre 13 000 F par action pour le capital de la Compagnie industrielle, holding

Hausses de salaires en Pologne

Un accord entre le pouvoir et l'opposition PAGE 5

Fièvre estivale en Algérie

Pénuries et frustrations PAGE 4

La justice outre-mer

II. - Tahiti, loin, si loin de la sérénité PAGE 6

La politique contractuelle

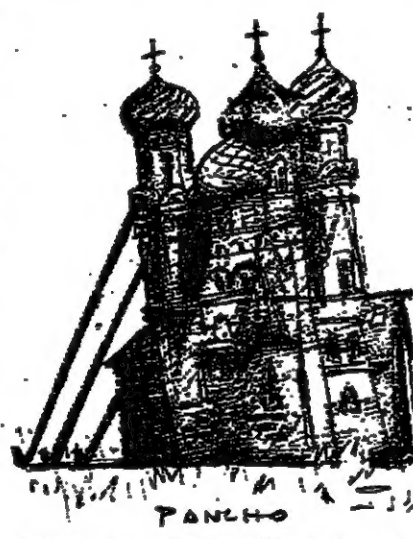
Incertitudes pour la rentrée PAGE 14

Le sommaire complet se trouve page 18

Renouveau de la foi et réouverture des églises

En URSS, la lente remontée des catacombes

Le réveil de la vie religieuse est l'une des conséquences du nouveau cours politique instauré au Kremlin par M. Mikhaïl Gorbatchev. La très officielle Eglise orthodoxe russe en est la première bénéficiaire, mais elle est contestée dans des milieux chrétiens dissidents, qui lui reprochent son conservatisme.



VOUS AVEZ GARDÉ LE MODE D'EMPLOI, J'ESPÈRE ?

MOSCOU de notre envoyé spécial

S'il y a encore une Eglise des catacombes en Union soviétique, c'est ici qu'elle se trouve, au bout de dizaines de kilomètres de macadam et de nids de poule, dans une banlieue plutôt sordide de Moscou, appelée Bibirevo. Les tours d'immeubles s'empilent entre des terrains vagues. Des nuées d'enfants s'engouffrent dans des cages d'escalier sombres malgré les vitres brisées.

Au rez-de-chaussée, dans un minuscule appartement, un groupe d'hommes et de femmes

entame une nouvelle grève de la faim pour protester contre le blocage à la douane d'un matériel de reproduction et de cinquante mille feuilles de papier venus de Finlande. Ils tiennent le temps en rédigeant des adresses à la main pour l'expédition de leur Bulletin

des communautés chrétiennes indépendantes, tiré à un millier d'exemplaires toutes les six semaines.

Libéré en février 1987 après huit années de camp de travail, Igor Ogorodnikov, petites lunettes cerclées et queue de cheval, reste, parmi les croyants, la

bête noire du régime. Il l'est aussi de l'Eglise russe. « Il reste deux sociétés fermées aujourd'hui en Union soviétique, le KGB et l'Eglise orthodoxe, dit Ogorodnikov. L'épiscopat de ce pays reproduit exactement, dans son comportement et son administration, le modèle de la Nomenklatura. »

Il serre dans sa main une icône de la Vierge, ramené de détention. Elle a été peinte par un Anglais converti à l'orthodoxie qui, en plein cœur de Londres, s'était enfermé dans une cage en bois et avait observé pendant quarante jours une grève de la faim pour la libération du dissident russe. Le sort d'Ogorodnikov avait ému en Occident des organisations de défense des droits de l'homme. A l'ambassade de France, il a rencontré MM. Mitterrand et Chirac. M. Giscard d'Estaing est souscripteur de son association. Mais ces cautions n'empêchent pas les vexations.

HENRI TINCO. (Lire la suite page 5.)

L'avenir d'Antenne 2 et de FR 3

Cinq noms pour une présidence commune

Hervé Bourges, Christian Bourgeois, Michel Caste, Philippe Guillemaud et Georges Kiejman : ils sont cinq à postuler à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3, et à être auditionnés mercredi 9 et jeudi 10 août par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui rendra sa décision jeudi soir ou vendredi matin. Les neuf « sages » trouveront-ils un consensus sur l'un de ces cinq noms ou chercheront-ils un compromis sur un candidat de dernière minute ?

Embarrassé par une réforme qu'il n'a pas voulu, gêné par le parrainage que semble accorder le pouvoir à certains candidats, handicapé par la défection de quelques grands noms de l'audiovisuel, le CSA tente d'échapper au piège politique et de sauver son image d'indépendance et sa crédibilité.

(Lire page 6 l'article d'ANNE COJEAN et JEAN-FRANÇOIS LACAN.)

Le réaménagement de la plage de Pampelonne

Saint-Tropez menacée par les promoteurs

Brigitte Bardot menace de quitter Saint-Tropez, devant « la marée noire de la saleté humaine » : le maire de Ramatuelle veut faire régner « la loi et l'ordre » sur la plage de Pampelonne, et les écologistes dénoncent une nouvelle offensive des promoteurs sur le littoral varois. De lourdes menaces pèsent sur la célèbre presqu'île...

SAINT-TROPEZ de notre envoyé spécial

Le petit monde des inconditionnels de la presqu'île de Saint-Tropez est en ébullition. Sur la place des Lices, où les vedettes du show-biz font leur pétanque médiatique, dans les villas des milliardaires où l'on se rend visite en hélicoptère, et même sur les monstrueux hors-bord qui pourfendent les embarcations du populaire, on ne parle que de cela : la célèbre plage de Pampelonne va changer de look. Autrement dit, en langage technocratique, elle doit subir un réaménagement complet.

On comprend l'émotion qui saisit ses habitants. Ces 4 kilomètres de sable blond s'étalent entre le vert des pins et la Grande Bleue sont une des dernières fenêtres exotiques de la Côte d'Azur. Ce n'est pas par hasard si les plages ont baptisé leurs enclaves la Cabane bambou, Lagon bleu ou Tahiti. Les plus belles chutes de roin du littoral s'y produisent avec une décontraction que l'on ne rencontre nulle part ailleurs. Pampelonne mêle subtilement deux mythes : celui des Champs-Élysées et celui des mers du Sud. Les congés payés et les nababs y rôissent sous un même soleil, mais chaque tribu a son territoire.

Aux seconds, trente-trois plages, dont certains sont là depuis des décennies, offrent des paradis et des restaurants ombragés par des canisses. A eux tous, ils occupent environ un tiers de l'espace. Leurs entreprises sont prospères. Chiffre d'affaires avoué : 80 millions de francs par an, sur lesquels ils payent environ

3 % de redevance pour utilisation du domaine public. Chacun a son style, mais toujours bon enfant. Restaurants, bars, cabines et boutiques s'étalent dans une aimable anarchie. Quelques-uns ont même empiété sans vergogne sur la plage publique. Bien entendu, il n'y a pas le moindre tout-à-l'égout. On murmure que dans certains secteurs les petits revendeurs de drogue et les prostituées n'y sont que fort mollement pourchassés. Toutes les extravagances semblent permises, y compris celles de ce riche étranger qui, l'an dernier, fit construire un mini-château de Versailles en carton-pâte pour régaler ses amis au cours d'une bruyante fête nocturne.

MARC-AMBRIOISE RENDU. (Lire la suite page 7.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 11 et 12

cet été, Sagan

Un conte de fées diabolique
BERNARD FRANK "PARIS-MATCH"

La laisse
Julliard

M 0147 - 0810 D - 4,50 F

3790147004500 08100

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 180 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 4.400 L. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

سكنا من ليد

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

A Rethondes, en forêt de Compiègne, dans le wagon même où Foch en 1918 avait dicté ses conditions au grand état-major allemand, les plénipotentiaires français signent l'armistice. « Les conditions auxquelles nous avons dû souscrire sont sévères... Du moins l'honneur est sauve », dit Pétain. « La France livrée, la France pillée, la France asservie », répond De Gaulle.

« Vous devinez où je suis. Dans le wagon ! », s'exclama au téléphone le chef de la délégation française chargée de signer l'armistice, le général Huntziger, dès qu'il eut en ligne le général Weygand, nouveau ministre de la défense nationale, qui, de Bordeaux, compatissait : « Mon pauvre ami ! » Il était 20 h 30, le 21 juin.

Dans la nuit du 16 au 17, on le sait, le nouveau gouvernement avait demandé à Madrid d'intervenir le plus rapidement possible auprès du gouvernement allemand afin de demander la fin des combats, et [de] s'informer sur les conditions de la paix. La réponse allemande était attendue avec anxiété, car on voulait mettre un terme à la débâcle, couper court, également, aux projets, agités ici et là, d'une continuation de la guerre dans l'Empire, pour stabiliser un gouvernement encore vulnérable, malgré la popularité de Philippe Pétain. « Il se créait, écrit François Charles-Roux, secrétaire général du Quai d'Orsay, une psychose d'armistice. » Encore fallait-il que l'adversaire n'imposât aucune clause déshonorante.

HITLER, lui, voulait d'abord prendre des gages territoriaux, et avait donné l'ordre de « poursuivre l'ennemi avec le maximum de mordants ». Mais il comprit qu'en traînant trop il faisait le jeu des adversaires de l'armistice et déstabilisait le gouvernement de Bordeaux. Or il désirait vivement « obtenir, au cours des négociations, qu'un gouvernement français continue à fonctionner en territoire français. Cela serait beaucoup préférable à la situation créée par un refus du gouvernement français d'accepter les propositions allemandes et sa fuite à l'étranger, à Londres, d'où il continuerait la guerre ». C'est ce qu'il avait déclaré à Mussolini, le 18 juin, au Führerhaus de Munich. Il amenda donc les plans de l'état-major pour rendre l'armistice acceptable : il se garda d'annoncer une quelconque annexion territoriale, n'exigea aucun territoire colonial et réclama seulement un désarmement de la flotte de guerre, car, disait-il, il fallait « avant tout empêcher la flotte française d'atteindre l'Angleterre » ; il préférait la voir neutralisée dans des ports espagnols, mais « ce serait aussi une bonne solution si la flotte française se sabordait ».

Restait une tierce puissance, l'Italie, qui entendait bien ne pas jouer les seconds rôles. L'Italie, avait écrit Mussolini dans une note confidentielle du 31 mars 1940, ne pouvait « demeurer neutre toute la guerre, sans démissionner de son rôle, sans se disqualifier et se réduire au niveau d'une Suisse multipliée par dix ». Elle avait fini par entrer en guerre, le 10 juin, mais sans gloire. Lors de l'entrevue de Munich, le Duce s'était pourtant montré fort gourmand, réclamant notamment une zone d'occupation italienne entre Alpes et Rhône (comme ce sera le cas en novembre 1942), plus trois têtes de pont (Lyon, Valence, Avignon), plus la Corse, la Tunisie et quelques bases stratégiques en Algérie. Hitler demeura intraitable : les Italiens ne pourraient occuper que les territoires qu'ils auraient conquis. Dans les Alpes, 450 000 hommes, opposés à 185 000 Français, passèrent donc à l'offensive. Mais en vain : ils grignotèrent quelques kilomètres de montagne, et la moitié de Menton.

Les plénipotentiaires français (Weygand, tout comme Chautemps, avait été exempté de la corvée) n'avaient qu'une vue bien imparfaite de ces enjeux ; en quittant Bordeaux le 20 juin à 14 h 30, ils ne savaient même pas où ils devaient exactement se rendre. Après avoir traversé les lignes allemandes près de Tours, et passé la nuit à Paris, la délégation, réduite par les Allemands à quatre membres (Huntziger, qui la présida ; Léon Noël, ancien ambassadeur de France à Varsovie ; le général d'aviation Bergeret et le vice-amiral Le Luc), se retrouvait, le lendemain, en forêt de

Compiègne, à Rethondes. Il y avait là le wagon 2419D de la Compagnie internationale des wagons-lits, transformé jadis par Foch en wagon-bureau, qui avait été remis à la place exacte qu'il occupait le 8 novembre 1918, lorsque Weygand, alors chef d'état-major de Foch, avait dicté ses conditions au grand état-major allemand. On avait, évidemment, recouvert d'un grand drapeau à croix gammée le monument portant l'aigle allemand brisé et l'inscription bien connue : « Ici succomba le criminel orgueil de l'Empire allemand vaincu par les peuples libres qu'il voulait asservir. »

A 15 h 30, les quatre Français passèrent devant les hommes en noir de la garde du Führer, et montèrent dans le wagon ; les Allemands avaient déjà pris place dans ce qu'on dénommait pompeusement la « salle de conférence » ; même si le nombre des Français avait été réduit, on était un peu à l'étroit, car personne ne voulait manquer l'instant : il y avait, outre Hitler, Goering et Hess, Ribbentrop, le colonel-général Keitel et l'amiral Raeder ; le ministre-plénipotentiaire Paul Schmidt devait servir d'interprète. Hitler, d'un geste, invita les Français à s'asseoir, en face, à des places marquées par un petit carton timbré de l'aigle du Reich. La cérémonie d'expiation pouvait commencer. Keitel, sur un ton rogue, après un coup de chapeau à la « résistance héroïque » d'un « adversaire aussi brave », récapitula vingt ans de rancunes accumulées : il accusa les Français de « violations de la parole donnée », de « parjures » et, bien entendu, d'avoir déclaré la guerre « sans raison ». A la fin du sermon, Hitler tendit à la délégation française un exemplaire de la convention d'armistice, se leva sans mot dire et quitta le wagon, suivi des autres dignitaires allemands, à l'exception de Keitel.

Les plénipotentiaires français protestèrent alors contre ce qu'ils considéraient, à tous égards, comme un diktat ; ils s'efforcèrent d'obtenir des précisions, notamment sur les conditions de la paix à venir ; et ils déclarèrent fermement que, si les Italiens ajoutaient encore des obligations exorbitantes, les soldats français se battraient jusqu'au dernier.



Keitel, sur un ton cassant, et Jodl, son chef d'état-major, de façon plus courtoise, répondirent que ce n'était pas le lieu de parler conditions de paix et qu'ils n'étaient là que pour apporter des « éclaircissements », puisque les « principes de l'accord seraient maintenus ne varier ». Ils finirent par admettre que Huntziger en réfère à Bordeaux. Le contact téléphonique avait été établi à 21 h 30, et les militaires allemands se retirèrent — par discrétion, dirent-ils ; mais Schmidt interceptait la conversation grâce aux tables d'écoute branchées sur le téléphone installé dans la cuisine du wagon, qui décidément servait à tout.

Tandis que les plénipotentiaires regagnaient Paris, les ministres français se réunirent par trois fois pour se faire une opinion sur la convention d'armistice qui venait de leur être dictée. Fuit d'entre eux, semble-t-il, éurent de sérieuses réserves. Mais Pétain et Weygand, qui avaient pris la négociation en main, firent admettre que les « conditions étaient dures, mais pas déshonorantes ». Ils chargèrent Huntziger d'obtenir qua-

tre modifications : la flotte serait désarmée dans les bases d'Afrique du Nord (et non dans ses ports d'attache) ; les avions seraient seulement désarmés ; les ressortissants allemands réfugiés en France ne seraient pas livrés ; le tracé de la ligne de démarcation serait modifié, notamment pour intégrer Paris en zone non occupée. Quand la négociation reprit le lendemain, 22 juin, à Rethondes, Keitel admit que les avions pourraient ne pas être livrés ; il accepta que le Reich se contentât de réclamer parmi les réfugiés politiques les seuls « incitateurs à la guerre » (ce qui, à vrai dire, revenait à jouer sur les mots) ; pour les modalités de désarmement de la flotte, et sur la possibilité que le gouvernement français s'installe à Paris, il laissa entrevoir quelque espoir ; et il promit que le Reich tiendrait compte du « sort des populations » et se montrerait compréhensif quand il fixerait le chiffre des forces du « maintien de l'ordre ».

C'était plutôt mince, et Keitel lança un ultimatum expirant à 18 h 30 : un ultime conseil des ministres, réuni à la hâte, sans qu'on pût toucher le président de la République, donna « ordre » à la délégation française de signer. Après la signature, Huntziger et Keitel échangèrent les paroles dont les militaires raffolent dans ces circonstances : le général français déclarait : « Vous êtes un soldat, et vous savez quelle dure épreuve est pour un soldat ce que je viens de faire. Il faut que dans l'avenir nous puissions, nous, militaires français, n'avoir pas à nous repentir du geste que je viens de faire » et le colonel-général allemand, plus sobre : « Il est honorable, pour un vainqueur, d'honorer son vaincu. » Et on se leva pour saluer la mémoire des morts.

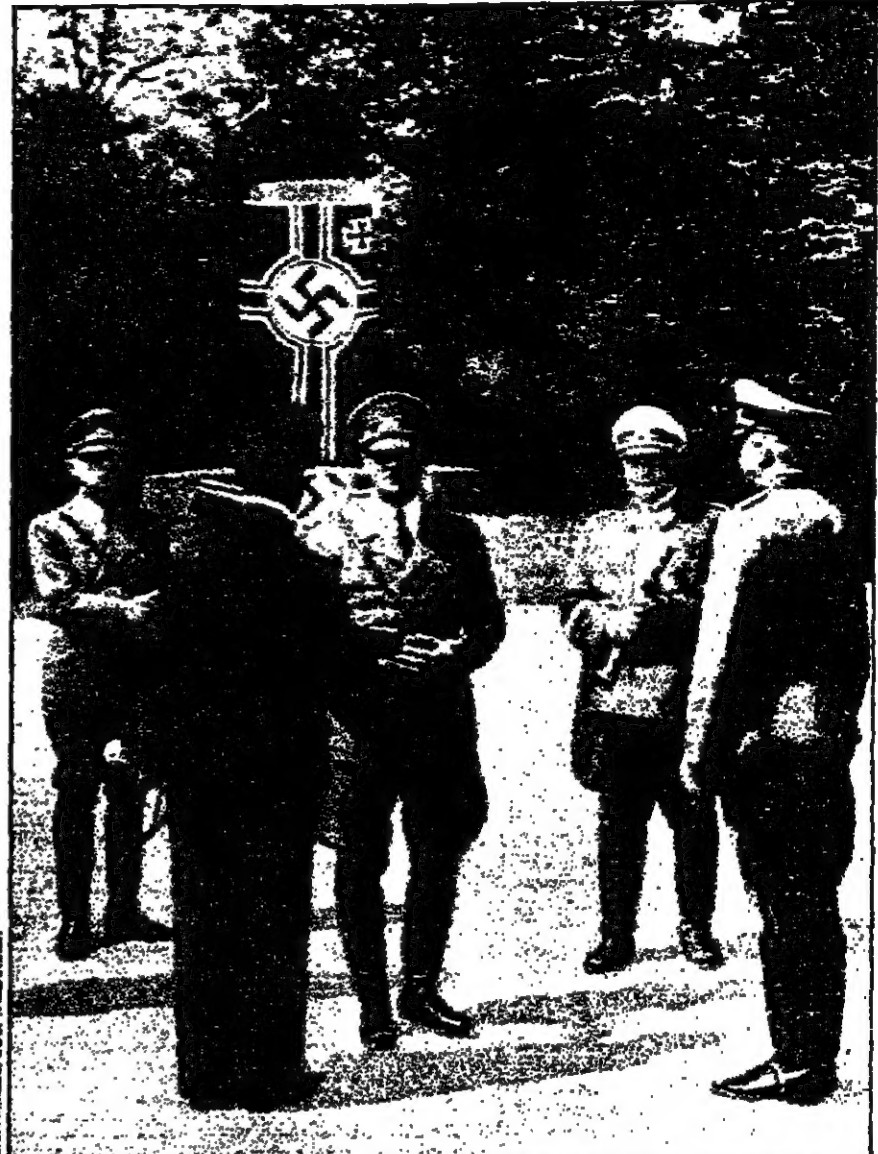
22 juin 1940

XVIII - Rethondes : le wagon, l'armistice

LES plénipotentiaires français devaient encore négocier avec les Italiens. Les chasseurs de la Luftwaffe les escortèrent du Bourget à Rome. Ils furent bien reçus, et les pourparlers qui se tinrent villa Incisa, via Cassia, se déroulèrent de façon relativement amicale, en l'absence, il est vrai, du Duce, humilié de constater que ses troupes étaient incapables d'élargir militairement le périmètre de leur zone d'occupation. Le 24 juin, à 19 h 35, l'armistice franco-italien était signé. Le 25, à 0 h 35, il devenait effectif sur tous les fronts français.

La convention d'armistice comportait en premier lieu des clauses militaires auxquelles les Français pouvaient s'attendre : cessation immédiate des hostilités ; toutes les forces armées françaises seront « désarmées » et « démobilisées » (à l'exception des forces nécessaires au maintien de l'ordre) ; le Reich pourrait exiger de lui que soient livrés les chars, les pièces d'artillerie, les engins antichars, les armes individuelles (mais il pourrait renoncer à la livraison des avions de combat) ; en zone non occupée, des missions de contrôle veilleraient à la réalité du désarmement. Un soin tout particulier avait été apporté à la rédaction de l'article 8, qui concernait la flotte de guerre : elle serait désarmée (en principe dans les ports d'attache du temps de paix), et le Reich déclarait « solennellement » qu'il ne l'utiliserait pas pendant la guerre et qu'il ne formulerait aucune revendication à son égard, lors de la conclusion de la paix. D'autres clauses étaient beaucoup plus préoccupantes. L'article 2 transformait les trois cinquièmes de l'Hexagone, où étaient concentrées la quasi-totalité des sources d'énergie et des régions industrielles, en une zone occupée par la Wehrmacht (voir la carte de la ligne de démarcation).

Le gage territorial était démesuré. Et la coupure n'était pas simplement militaire, elle était également économique (l'occupant contrôlant les transferts de marchandises ou de valeurs) et tout autant politique : dans la zone occupée, le Reich allait exercer « tous les droits de la puissance occupante ». Précisons encore qu'aux termes de l'article 20 les prisonniers de guerre le resteront « jusqu'à conclusion de la paix ».



Hitler quitte Compiègne. On a pris soin de dissimuler sous un drapeau nazi le monument portant la célèbre inscription : « Ici succomba le criminel orgueil de l'Empire allemand vaincu par les peuples libres qu'il voulait asservir. »

C'était transformer un million et demi de captifs en véritables otages politiques.

Le 25 juin, Philippe Pétain se livrait, auprès des Français, à un exercice de rhétorique serré : « Les conditions auxquelles nous avons dû souscrire sont sévères [...]. Du moins l'honneur est-il sauve [...]. » Le lendemain, Charles de Gaulle dénonçait « la France livrée, la France pillée, la France asservie... ».

Le débat devait se prolonger tout au long de l'Occupation, et bien au-delà. Armistice de moindre mal, voire de salut, diront les uns ; armistice de trahison, rétroqueront les autres. Et ce sera l'une des charges retenues contre le chef de l'Etat français à l'ouverture de son procès, en 1945. Bon nombre de ces analyses ont été élaborées à la lumière de ce qui est advenu par la suite : c'est, pour les historiens, un mode de raisonnement spéculatif. Il faut s'en tenir à juin 40. Aux yeux de Hitler, l'armistice était une étape transitoire qui permettait à la Wehrmacht de préparer en toute quiétude l'invasion de la Grande-Bretagne : c'est pourquoi il désirait qu'un gouvernement légal demeure en France et puisse honorer sa signature ; ce qui impliquait, on le sait, de ménager relativement — et temporairement — le vaincu.

Quant aux stratèges du gouvernement français, ils ont été guidés à la fois par une obsession, par une certitude et par une conviction. Ils étaient obsédés par l'idée qu'ils se faisaient de l'honneur, confondant celui de l'armée et celui de la nation. Ils étaient certains que le Reich avait gagné la partie et qu'après la défaite inéluctable de la Grande-Bretagne (« Avant trois semaines, affirmait Weygand, très sûr de lui, l'Angleterre aura le cou tordu comme un poulet. ») la paix serait allemande. Il est donc impossible, comme certains l'ont prétendu, que l'armistice ait été une pause machiavélique pour piéger Hitler. Enfin, ils étaient convaincus que le salut viendrait non de canons extérieurs, au demeurant fantasmagiques, mais d'un redressement intérieur, d'une révolution culturelle, dont l'armistice était le pré-lude nécessaire. Ajoutons que, contrairement aux affirmations de certains thuriféraires de Vichy, l'armistice facilitait les desseins de Hitler contre une Grande-Bretagne tragiquement seule.

par
Jean-Pierre Azéma

Lorsque le secrétaire général du Quai d'Orsay déclara, le 21 au soir, que les conditions imposées par le Reich contraignaient au départ pour l'Afrique, Philippe Pétain le coupa sèchement d'un « Encore ! » sans réplique. A ses yeux, la page était tournée. Et elle l'était, sans conteste. Car l'armistice est bien la coupure politique décisive qui engage les Français des deux zones, pour les quatre années à venir : dès que la Wehrmacht aura perdu la bataille d'Angleterre, les vingt-quatre articles seront le cadre juridique de toute l'Occupation. Et, comme leur carcan se révélera très rigide, il faudra à nouveau négocier : la poignée de main de Montoire est fille de Rethondes. C'est une coupure aussi pour tous ceux qui, à Londres comme en France, tiendront l'armistice, dès le premier jour, pour nul et non avenu, et seront de ce fait des résistants en puissance. Enfin, l'armistice ancre définitivement le nouveau régime ; la démission de Paul Reynaud est son acte de naissance ; Rethondes, son acte de baptême.

SELON toute vraisemblance, la grande majorité des Français et des Français ont ressenti du soulagement, beaucoup de soulagement, à cette signature. Ils l'acceptaient d'autant plus aisément que Pétain la couvrait de son autorité. Le général Huntziger, avant de prendre congé de Weygand sur téléphone, tint à lui faire part de son trouble : « Mon général... oui... enfin... Vous me comprenez, vous. » Il lui fut répondu : « Oui, je vous comprends. »

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES
► Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe de Hitler*, Paris, Fayard, 1988, 653 p.
Michel Lounay, *L'Armistice de 1940*, PUF, 1972, 95 p.

Demain :
Mers-el-Kébir :
un drame passionnel

La crise des otages

Israël considère la Croix-Rouge — et non l'ONU — comme la meilleure filière pour négocier

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Réflexe de prudence ou précaution tactique : à ce stade de l'affaire des otages, les Israéliens expliquent avec insistance qu'il n'y a pas encore de négociation à proprement parler avec le Hezbollah ou tout autre paramilitaire libanais. Il s'agit plutôt d'une phase de « contact » à plusieurs niveaux, non de pourparlers directs ou indirects, avec ceux qui déclinent une quinzaine d'otages occidentaux et trois soldats israéliens au Liban et seraient susceptibles de les échanger contre le cheikh Obeid, le responsable du Hezbollah enlevé le 25 juillet dernier par un commando de l'Etat hébreu.

L'heure est encore à la recherche d'un ou de plusieurs médiateurs acceptables pour tous, et au « positionnement » des parties directrices intéressées avant que s'ébauche un éventuel marchandage. Après avoir reçu M. Marshall Goulding, envoyé spécial de l'ONU, le ministre israélien de la défense,

M. Itzhak Rabin, a ainsi souligné, mardi 8 août, qu'« Israël considère la Croix-Rouge — et non l'ONU — comme la meilleure filière pour négocier ». Le ministre a aussi répondu au Hezbollah, qui affirme ne pas vouloir négocier avant la libération du cheikh Obeid, en précisant qu'Israël, pour sa part, n'entretrait dans aucune négociation avant d'avoir été informé sur la situation de ses trois soldats disparus au sud du Liban depuis plusieurs années. « Tant que nous ne saurons pas qui est vivant et qui ne l'est pas, nous n'entrons dans aucune discussion détaillée », a dit M. Rabin.

Le spécialiste des affaires diplomatiques-militaires du respecté quotidien Haaretz, M. Ze'ev Schiff, écrit mardi qu'on se trouve toujours dans la « phase préliminaire » d'un processus pouvant mener à une négociation. « Les négociations pour l'échange des prisonniers n'ont pas encore commencé et, jusqu'à présent, Israël n'a pas reçu une seule demande formelle — directe ou indirecte — concernant le « prix » que le Hezbollah réclamerait pour la libération de tous les otages, y compris les Israéliens », poursuit Haaretz. Le quotidien ajoute : « Il n'y a pas encore de boîte aux lettres ouverte pour la transmission des messages. (...) Toutes les informations récentes sur les conditions posées par le Hezbollah ou les divers groupes de ravisseurs doivent être considérées comme des ballons d'essai et ne sont pas prises au sérieux par Israël ».

C'est une opinion que l'on peut entendre dans les milieux officiels israéliens. Le gouvernement n'a pas encore annoncé que le cheikh Obeid, et de nombreux autres, sont parvenus à libérer, sur l'affaire des otages, pour être mis en processus en cours et qu'il

fallait dorénavant s'en tenir au silence. En principe, les seuls commentaires autorisés seront ceux des trois principaux ministres concernés et qui gèrent directement le dossier : le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, et son collègue des affaires étrangères, M. Moshe Arens.

L'incursion d'un soldat jordanien

Venant de Beyrouth, où il a rencontré des chefs de Hezbollah puis de Damas, M. Goulding, secrétaire général adjoint de l'ONU, était d'ailleurs arrivé à Jérusalem en reprochant publiquement et sévèrement aux dirigeants israéliens d'être beaucoup trop bavards sur l'affaire des otages. Tout en assurant qu'il n'exercerait aucune mission de médiation, il a rendu compte à M. Rabin, au vice-ministre des affaires étrangères Netanyah et à l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, M. William Brown, des entretiens qu'il avait eus au Liban et en Syrie. Puis, s'adressant à la presse, M. Goulding a tenu des propos qui n'ont pas dû susciter l'enthousiasme de ses hôtes. Certes, « il y a maintenant des possibilités accrues pour un échange des otages », a dit M. Goulding. Mais il a aussi ajouté que « cela était principalement dû aux circonstances internationales » et que « l'enlèvement du cheikh Obeid n'avait certainement pas aidé ».

Les dirigeants israéliens avancent une opinion évidemment contraire et qui est devenue la « ligne » officielle de l'Etat hébreu dans cette affaire : c'est bel et bien l'enlèvement du cheikh Obeid, dit M. Rabin, qui a « réveillé le monde » et fourni l'occasion d'une possibilité de règlement de la crise des otages — même si l'environnement international

était favorable, avec, notamment, l'arrivée au pouvoir en Iran du « pragmatique » Hachémi Rafsandjani.

Cependant, les autorités ont démenté certaines informations laissant entendre que l'infiltration, suivie d'une brève prise d'otage, qui a eu lieu mardi à la frontière israélo-jordanienne avait un lien quelconque avec l'enlèvement du cheikh Obeid. L'opération a apparemment été le fait d'un déserteur de l'armée jordanienne qui a franchi la frontière à la mi-journée, en uniforme et avec son arme, dans la région désolée de la Arava. Il s'est retrouvé dans une palmeraie du kibboutz Lotan, à une cinquantaine de kilomètres au nord de la ville d'Eilat sur la mer Rouge.

Selon le récit des porte-parole militaires et de plusieurs témoins, l'homme a ouvert le feu sur trois jeunes femmes du kibboutz qui se trouvaient là. L'une d'entre elles a pris la fuite, une autre — une volontaire américaine — a été légèrement blessée au cou et la troisième — une militante israélienne — a été prise en otage et conduite dans un hangar voisin.

Après quelques heures de négociation pour amener l'homme à se rendre, une unité spéciale de l'armée est intervenue : le soldat jordanien a été tué par un tireur d'élite et la jeune femme libérée. Le général Matan Vilnai, commandant en chef du secteur sud, présent sur les lieux, a déclaré que « l'homme n'avait formulé aucune revendication particulière, semblait un peu dérangé et ne pas avoir d'objectif précis ». Il a demandé un Coran et huré en anglais qu'il entendait « wenger son frère ». Certaines rumeurs avaient d'abord suggéré que le déserteur avait voulu monter une opération pour obtenir la libération du cheikh Obeid.

ALAIN FRACHON.

Le cinquième congrès du Fath donne carte blanche à M. Arafat pour poursuivre ses initiatives de paix

TUNIS
de notre correspondant

Au terme de six jours de débats quelquefois houleux, le cinquième congrès du Fath a approuvé, à une très large majorité, l'action politique et diplomatique menée par M. Yasser Arafat depuis la réunion, en novembre dernier, à Alger, du Conseil national palestinien. Même s'il s'est entendu reprocher d'« avoir trop donné trop vite », M. Arafat a tout lieu d'être satisfait de ces assises. Ses amis du Fath lui laissent carte blanche pour poursuivre ses initiatives de paix. Encore faudrait-il qu'elles aboutissent sans trop tarder à quelques progrès, lui ont-ils fait comprendre.

Toutefois, aucune impatience ni aucune réticence ne s'exprime dans la résolution politique finale rendue publique mardi 8 août. Mais celle-ci évite de se référer à plusieurs des prises de position les plus hardies du président du Fath, telle, par exemple, la renonciation au terrorisme (à Genève, en décembre), ou à la caducité de la charte de l'OLP (en mai, à Paris). En revanche, le texte insiste sur la nécessité de « poursuivre intensivement l'action militaire et toutes les formes de lutte pour mettre fin à l'occupation israélienne du territoire palestinien et assurer le droit du peuple palestinien à la liberté et à l'indépendance ». C'est là sans doute une satisfaction donnée aux plus radicaux des congressistes, qui ont beaucoup insisté durant les travaux sur cet aspect, en recommandant de poursuivre les attaques contre Israël à partir du Liban sud. M. Arafat ne rejette certes pas l'option militaire, mais, en l'état actuel, il paraît souhaiter qu'elle ne prenne pas le pas sur sa démarche politique ni ne l'entrave.

Dans leur dialogue avec l'OLP, les Américains ont toujours dit l'importance qu'ils attachaient à la cessation des attaques contre Israël, et, à l'évidence, ils n'apprécieront pas la prise de position du Fath, même si elle n'est pas exempte de quelques ambiguïtés. Mais ils

auront aussi noté l'approbation implicite de la poursuite de ce dialogue engagé depuis le 16 décembre. Dans sa résolution, le Fath s'adresse en effet à Washington en lui demandant, « pour que le dialogue aboutisse à des résultats positifs », de reconnaître aux Palestiniens le droit à l'autodétermination et à un Etat indépendant, d'abandonner sa « politique d'alignement » sur Israël et son « soutien illimité » à l'Etat hébreu, de se prononcer en faveur d'une conférence internationale de paix et d'annuler les lois et réglementations américaines « hostiles à l'OLP ». Autant de revendications qui ont déjà été formulées et dont le rappel signifie pour le moins que le dialogue n'est pas rompu.

Les positions clés de l'OLP exprimées durant ces derniers mois sont reprises dans le texte publié par le Fath. Elles vont de la proclamation du droit à un Etat indépendant avec Jérusalem pour capitale et à celui du « droit au retour », au rejet du plan Shamir et à la dénonciation de la répression dans les territoires occupés, en passant par l'engagement à respecter les résolutions de la charte et les principes des Nations unies. L'accent est mis aussi sur l'« intensification de l'intifada, qui a pour but de mettre fin à l'occupation israélienne ».

Le Fath a, en outre, décidé de créer un comité spécial au sein de son conseil révolutionnaire afin de « faire face à l'immigration sioniste en Palestine ». Ce comité aura pour mission d'« agir sur les plans culturel, médiatique et politique afin d'empêcher l'arrivée des immigrants juifs en Palestine ».

Autre preuve de confiance donnée à Arafat : le congrès l'a élu mardi président du comité central du Fath. Depuis qu'il a fondé le mouvement en 1965, M. Arafat siègeait au sein de cet exécutif au même titre que les autres membres. Désormais, il aura la charge de présider les réunions et de superviser les activités du comité central, qui a été élargi de quinze à vingt et un membres.

MICHEL DEURÉ.

Washington refuse de lier la question des avoirs iraniens à celle des otages

Le gouvernement américain a refusé, mardi 8 août, de lier la question des avoirs iraniens bloqués aux Etats-Unis et celle de la libération des otages américains détenus au Liban. « Nous ne sommes pas désireux de lier la question des avoirs iraniens à celle des otages », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Martin Fitzwater. Un tel marchandage reviendrait à « payer une rançon » pour les otages, solution que les Etats-Unis ont toujours rejetée, a-t-il souligné.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a pour sa part indiqué que la question des avoirs iraniens se trouvait devant le tribunal d'arbitrage Etats-Unis-Iran établi lors de la libération des otages de l'ambassade américaine à Téhéran en 1981, en vertu de l'accord d'Alger qui avait mis fin à la crise. Siégeant à La Haye, il est chargé de débrouiller l'écheveau compliqué des plaintes mutuelles pour gel d'avoirs, non-livraison de marchandises payées ou non-paiement de livraisons effectuées. Depuis sa formation, le tribunal, composé de neuf juges internationaux, a déjà permis de résoudre des litiges entre les deux pays portant sur plusieurs millions de dollars depuis la rupture de leurs relations diplomatiques en 1979.

Cette année-là, les Etats-Unis avaient décidé de bloquer les avoirs iraniens, dont plusieurs milliards de dollars pour le matériel militaire commandé et payé — mais non livré — par le chah d'Iran avant qu'il ne soit renversé. A cette somme, il faudrait ajouter le contentieux qui a suivi l'affaire de l'ambassade des Etats-Unis, et on estime généralement que, à la suite des règlements partiels intervenus depuis, le montant des avoirs iraniens bloqués avoisine les 3 ou 4 milliards de dollars. Les Iraniens, pour leur part, évaluent ce chiffre à 11 milliards de dollars.

Mardi, avant la mise au point de Washington sur cette affaire, le président iranien élu, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, avait fait savoir qu'il accepterait une proposition américaine d'aider à la libération des otages si les Etats-Unis débloquent les avoirs iraniens. Selon le *Tehran Times*, proche du ministère iranien des affaires étrangères, une source proche de M. Rafsandjani avait fait état de cette proposition en commentant une information, publiée dimanche par le *Sunday Express*, et selon laquelle le président George Bush aurait offert à l'Iran de débloquent ses avoirs si Téhéran aidait à la libération des otages du Liban.

Cette source confirmait la véracité de cette information et affirmait que M. Rafsandjani avait accepté cette offre « sous conditions », soulignant les « doutes du peuple iranien envers l'administration américaine ». « Washington devrait annoncer officiellement de telles propositions », a-t-il souhaité, relevant que l'Iran joue un rôle pour l'élargissement des otages, ajoutant le *Tehran Times*. Chant des hauts responsables anonymes de la Maison Blanche, le *Sunday Express* avait indiqué que l'offre de M. Bush avait été transmise par des canaux diplomatiques à M. Rafsandjani. — (AFP, Reuters, AP.)

Amériques

ÉTATS-UNIS : il y a quinze ans

Les derniers jours de Richard Nixon à la Maison Blanche

WASHINGTON
de notre correspondant

Le 9 août 1974, Alexander Haig, alors secrétaire général de la Maison Blanche, tendit au président Nixon une feuille de papier sur laquelle il avait écrit : « Il y a quelque chose que vous devez faire et, mon avis, tout de suite... ». Par la présente la démission de nos fonctions de président des Etats-Unis. A Nixon signa sans hésiter ce document iconique, destiné au secrétaire d'Etat.

La veille, le trente-septième président des Etats-Unis avait prononcé son trente-septième et ultime discours à la nation pour l'informer de sa décision. Ainsi, quelque deux ans après l'effraction des bureaux du Parti démocrate, le scandale du Watergate arrivait à son dénouement dramatique. Pour la première fois, un président américain, menacé d'être condamné par le Sénat et d'être poursuivi en justice, était obligé de démissionner.

A dire vrai, dès le 23 juillet, Nixon se savait perdu. Les démocrates conservateurs du Sud et même ses amis républicains de la commission judiciaire de la Chambre le fuyaient. « En bien ! Il n'est pas fin de la présidence », téléphona-t-il à Haig. Tout espoir d'échapper à l'impasse, c'est-à-dire la procédure menant à sa comparution devant le Sénat pour y être jugé, avait disparu.

Mais le coup de grâce fut donné par la Cour suprême, statuant à l'unanimité que les enregistrements de la Maison Blanche devaient être communiqués au procureur spécial Jaworski. « Le privilège de l'exécutif ne saurait prévaloir sur les exigences fondamentales de l'application des lois dans l'exercice équitable de la justice », signifièrent les juges. En d'autres termes, aucun Américain, pas même le président, n'est au-dessus des lois.

« Un cancheur »

En fait, la décision de la Cour sonnait le glas de la présidence dite « impériale ». Nixon, en effet, avait invoqué le privilège de l'exécutif pour refuser de donner ses bandes enregistrements au procureur. On peut le comprendre. L'enregistrement du 23 juin 1972 était dévastateur. La conversation menée en termes vulgaires entre le chef de l'exécutif et ses adjoints établissait clairement que le président avait été, dès le début, au courant de l'effraction du Watergate et qu'il avait ensuite recommandé des mesures propres à étouffer l'affaire et à dissimuler la vérité.

Le 30 juillet, la commission de la Chambre approuvait la procédure d'impêchement. De son propre aveu, Nixon passa une mauvaise nuit, indécis sur ce qu'il devait faire. Démissionner

immédiatement c'était créer un précédent grave pour la présidence et abandonner ses amis. Mais accepter l'épreuve d'un procès de six mois au Sénat, c'était imposer au pays une présidence paralysée, compromettre les chances électorales de son parti. « Fin sa carrière en combattant », telle fut sa conclusion. De fait, il s'accrocha plus tard à l'espoir que le public et le Congrès ne réagiraient pas trop négativement à la publication de l'enregistrement du 23 juin 1972.

Mais, d'après ses Mémoires, il avait, dès le 1^{er} août, essayé de démissionner. Il faisait d'abord en informer la famille. Sa fille, Tricia, qui avait pris l'avion de New-York sous les huées d'un groupe d'adversaires, ne comprenait pas que « Daddy » songe à démissionner. « Ce n'est pas possible... C'est un cancheur ».

Il y a et patibulaire

Le 5 août, Nixon emmena toute sa famille sur le yacht présidentiel, le *Sequoia*, pour une promenade sur le Potomac, s'offrant ainsi quelques heures de détente pendant lesquelles tout le monde parla de tout et de rien, assés de l'essentiel.

De même, à la réunion du cabinet, Nixon parla surtout des problèmes de l'agriculture, de l'inflation, du budget, mais aborda tout de même le sujet qui préoccupait tous ses collaborateurs. Une fois de plus il affirma craindre que sa démission ne crée un précédent qui « entrainerait l'Amérique vers une forme parlementaire de gouvernement... ». Mais à Kissinger il confirma son intention de s'en aller. Le secrétaire d'Etat l'approuva, en soulignant que la politique étrangère américaine souffrirait d'un long procès. Le 7 août, les poings serrés, affirmant qu'au Sénat le président était très loin de pouvoir obtenir le tiers des voix, ce qui aurait bloqué une condamnation.

Le mercredi 8 août, Nixon prépare son discours d'adieu à la nation. Puis c'est le dernier repas de famille à la Maison Blanche. La photographie officielle est convoquée pour une dernière photo de groupe familiale. « Adieu, sœurs », dit-il en pleurs. Julie éclate en sanglots.

Plus tard, dans la soirée, il convoque Kissinger. Les deux hommes boivent un verre de cognac, puis Nixon invite son secrétaire d'Etat à l'accompagner dans la Lincoln Room. Il invite alors Kissinger à prior silencieusement, et les deux hommes s'agenouillent... Dans ses Mémoires, Kissinger semble n'avoir gardé qu'un vague souvenir de cette scène ahurissante.

Le récit que donnent les journalistes Woodward et Bernstein dans leur livre *Fatal Day* est encore plus saisissant. D'après eux, le président

en larmes frappe le tapis de son poing en criant : « Qu'est-ce que j'ai fait... Qu'est-ce que j'ai fait... ». Kissinger le relève, essaie de réconforter l'homme racroqué sur le tapis comme un enfant. L'homme se relève ensuite et boit une nouvelle rasade. Plus tard, disent-ils, il appela Kissinger au téléphone ; il est ivre, incohérent, pathétique... « Henry, ne dites jamais à personne que j'ai pleuré ».

Dans ses Mémoires, Nixon reconnaît avoir pleuré, mais seulement au moment où il faisait ses adieux aux membres de son cabinet le 8 août au matin. Mais le soir où en font les journalistes correspond bien aux impressions pessimistes d'Alexander Haig et de M. Cox, gendres de Nixon, craignant tous deux un suicide, s'inquiétant de son état de santé mental. « Le président parle aux portraits des anciens présidents accrochés aux murs », aurait déclaré M. Cox.

Nixon devait vivre un grand moment d'émotion le matin du 9 août quand il s'adressa au personnel de la Maison Blanche. Les larmes coulaient le long des visages quand il évoqua le mémoire de son père, un homme pauvre, et surtout de sa mère, une sainte. Il se surpris dans un discours courtois où il cita Theodore Roosevelt, qui, parlant de la mort de sa femme, avait écrit : « La lumière a disparu à jamais de ma vie... » et il faut avoir subi des échecs, des déceptions et éprouvé de la tristesse, ajouta-t-il, pour arriver à une certaine grandeur. C'est seulement quand on a été dans la plus profonde vallée qu'on peut savoir combien il est magnifique d'être sur la plus haute montagne.

« Bonne chance », déclara-t-il à Gerald Ford, son successeur, avant de se diriger vers l'hélicoptère avec sa famille. Pat, sa femme, ne prononça pas un mot. Elle ferma les yeux, s'accrochant à des mains amies. Dernier à s'embarquer, Richard Nixon se retourna, retrouvant son sourire et sa superbe, et fit son grand geste traditionnel : les deux bras bien levés, les doigts des deux mains formant le signe V de la victoire.

Dans son journal, Tricia Nixon se déclarait contre la démission qui, à son avis, ne devait rien résoudre. « Daddy continuera d'être harassé par des litiges, des procès... », Nixon lui-même, évoquant la possibilité d'être emprisonné, commentait : « Les meilleurs écrits de l'histoire ont été faits en prison. Songez à Lénine et à Gandhi ».

En fait, il bénéficia du pardon de son successeur. Aujourd'hui, quinze ans après sa disgrâce, Nixon envisage un nouveau voyage en Chine, un nouveau livre. Il a toutes ses entrées à la Maison Blanche, il est consulté, il joue le rôle de l'homme d'Etat sage et âgé, donnant des avis et des conseils appréciés.

HENRI PIERRE.

PÉROU

L'armée a lancé une vaste offensive contre le principal bastion du Sentier lumineux

LIMA
de notre correspondant

L'armée a lancé une vaste offensive pour reprendre le contrôle de la vallée andine tropicale du Haut-Huallaga, capitale de la coca et du trafic de cocaïne, dans laquelle le Sentier lumineux (PCP-SL) a installé son principal bastion. En quatre mois — c'est-à-dire depuis que cette région est formellement passée sous contrôle militaire — les communiqués officiels annoncent l'élimination de près de cinq cents « délinquants subversifs », selon la terminologie classique. Cent dix d'entre eux ont été abattus en quarante-huit heures seulement durant les célébrations pour le fête de l'Indépendance, le 28 juillet. Cette efficacité renouvelée des forces armées débouchant sur une telle bécotement a été rendue possible par la mise en service d'hélicoptères soviétiques Mi-25 équipés de mitrailleuses et de lance-roquettes.

Le Sentier a dénoncé, à plusieurs reprises, un « génocide » contre la population civile du Haut-Huallaga, « bombardée » sans discrimination par ces « tanks aériens ». Cette version n'a pas pu être totalement vérifiée sur le terrain, à ce jour, par des observateurs indépendants. Cependant, lundi 7 août, deux envoyés spéciaux de l'hebdomadaire *Si* ont confirmé un bombardement au lieu-dit « la Morada », survenu le 6 juillet : l'armée a lancé des bombes incendiant les maisons de ce hameau. Le général Arceaga, responsable de la « zone d'état d'urgence », a expliqué que cette mesure a été prise parce que les habitants avaient prévenu une colonne du Sentier de la présence d'une patrouille militaire dans les environs. Ce serait donc pour « punir cette collaboration » et « servir d'exemple » que des représailles ont été entreprises. Mais si les « colons » habitant la Morada n'avaient pas averti le Sentier, ils auraient alors été victimes des guérilleros. Comme en toute situation de cette nature, la population civile, prise entre deux feux, paie le plus lourd tribut à la guerre.

N. B.

Le wagon, l'armistice

Jean-Pierre

Le wagon, l'armistice. C'est le titre d'un livre de Jean-Pierre Laroche, paru chez Grasset. L'auteur y raconte son expérience de journaliste pendant la guerre d'Algérie. Il évoque les moments de tension, les rencontres, les décisions. C'est un témoignage précieux sur cette période de l'histoire de France.

Le wagon, l'armistice. C'est le titre d'un livre de Jean-Pierre Laroche, paru chez Grasset. L'auteur y raconte son expérience de journaliste pendant la guerre d'Algérie. Il évoque les moments de tension, les rencontres, les décisions. C'est un témoignage précieux sur cette période de l'histoire de France.

هنا في الوطن

Asie

JAPON

M. Toshiki Kaifu a été élu premier ministre par la Diète

TOKYO
de notre correspondant

M. Toshiki Kaifu a été élu, mercredi 9 août, par la Diète au poste de premier ministre. La procédure de désignation par les parlementaires des deux Chambres, qui dans le passé a toujours tenu de la simple formalité, étant donnée la majorité dont disposaient les libéraux-démocrates, a pris cette fois un caractère un peu plus complexe.

Le Sénat et la Chambre basse, qui votent séparément, ont, en effet, désigné une personne différente pour assumer les fonctions de chef du gouvernement. L'opposition, qui détient désormais la majorité au Sénat, a élu M. Doi, président du Parti socialiste, tandis que les libéraux-démocrates, largement majoritaires à la Chambre basse (295 sièges sur 512), ont désigné M. Kaifu. Pour la première fois depuis quarante et un ans, il a fallu recourir à la procédure d'arbitrage par une commission conjointe formée de parlementaires des deux assemblées et à une disposition de la Constitution qui prévoit qu'en cas de désaccord entre les Chambres sur le choix du premier ministre, c'est en définitive celui des députés qui doit l'emporter.

Cette « fronde » de l'opposition, qui a conduit à une quasi-première du point de vue constitutionnel (en 1948, les Chambres s'étaient déjà divisées, mais sur deux candidats conservateurs, MM. Asahida et

Yoshida), n'a guère de portée politique, sinon pour rappeler que celle-ci pèse désormais d'un poids plus grand et qu'elle est en mesure de gêner, sinon encore d'infléchir, la détermination de la politique.

Des risques de division

M. Kaifu devait annoncer la composition de son cabinet dans la soirée. Ce sera le premier test à la fois de sa volonté de renouvellement et de la marge de manœuvre que lui laissent les « barons » du parti conservateur. Les nominations attendues aux postes de direction du PLD reflètent en tout cas, comme d'habitude, les rapports de force entre les clans : c'est par exemple à M. Ichiro Ozawa, un homme du clan le plus important, celui de M. Takeshita, et également un parent de l'ex-premier ministre, que revient le poste-clé de secrétaire général du parti.

La répartition des fonctions dans l'appareil du PLD comme celle des portefeuilles ministériels est traditionnellement l'occasion d'atténuer l'amertume des perdants dans la lutte pour le pouvoir et de minimiser ainsi les risques de division interne en leur donnant des satisfactions par une rotation des postes. Le fait que, lors de l'élection du président du PLD, un nombre plus important que prévu de parlementaires (168) aient voté contre M. Kaifu est un facteur qui pèsera dans le choix du nou-

veau premier ministre : le clan de M. Miyazawa étant clairement passé à une opposition ouverte au courant dominant formé par les clans Takeshita, Abe, Nakasone et vice-versa, le camp conservateur semble avoir eu pour conséquence d'accroître les divisions latentes plus que de resserrer l'unité du PDL.

Dans le gouvernement, M. Tokuo Yamashita (du clan Komoto) semble assuré du poste de chef du cabinet du premier ministre, tandis que M. Hashimoto, le secrétaire général sortant, devrait prendre celui de ministre des finances. Le portefeuille des affaires étrangères posant quelque problème, on n'exclut pas la possibilité du maintien dans ses fonctions de M. Mitsuoka. L'une des innovations dans la composition du cabinet Kaifu devrait être l'entrée de femmes au gouvernement. Afin de donner l'impression d'un rajeunissement du camp conservateur, il est en outre probable que le cabinet comprendra plus de jeunes politiciens que par le passé.

L'élection de M. Kaifu et les manœuvres en vue de la composition de son gouvernement suscitent des commentaires réservés, sinon critiques, de la presse. Les commentateurs politiques estiment que, malgré le sentiment de crise qui prévaut chez les libéraux-démocrates, ceux-ci sont encore réticents à accepter des changements substantiels.

PHILIPPE PONS.

BIRMANIE

Protestation des Douze contre les entraves aux libertés

Le calme a régné à Rangoun, mardi 8 août, lors du premier anniversaire du massacre par l'armée de manifestants en faveur de la démocratie (le 9 août). Selon des sources diplomatiques, vingt mille membres des forces de l'ordre ont quadrillé la capitale. De petits groupes de jeunes criant des slogans hostiles à la junte militaire se sont enfuis dès l'arrivée de la police. Quelques arrestations auraient cependant eu lieu.

Entre-temps, selon le Foreign Office, l'ambassadeur de France à Rangoun, agissant au nom des Douze, a été chargé d'exprimer aux autorités birmanes la préoccupation de la CEE face aux « graves entraves à l'exercice des libertés fondamentales en Birmanie ». Les Douze ont réclamé également que le consulat britannique puisse entrer en contact avec M. Michael Ais, époux britannique du leader de l'opposition, M. Aung San Suu Kyi. M. Ais est arrivé à Rangoun le 22 juillet, surlendemain de la mise en résidence surveillée de M. Suu Kyi, et le consulat britannique n'a pas pu le contacter depuis.

Selon des diplomates, des centaines, voire des milliers d'arrestations ont eu lieu depuis cette date. Soixante-douze étudiants membres de la Ligue nationale pour la démocratie, principal mouvement d'opposition dirigé par M. Suu Kyi, n'en ont pas moins entrepris une grève de la faim en signe de cette formation. M. Suu Kyi continuerait, elle-même, de poursuivre depuis près de trois semaines une grève de la faim. — (AFP, UPL.)

EN BREF

● IRLANDE DU NORD : un jeune catholique tué dans des affrontements avec la police. — Un adolescent de quinze ans a été tué, dans la nuit du mardi 7 août, à la suite de heurts sporadiques entre jeunes manifestants républicains et forces de l'ordre dans les quartiers catholiques de Belfast, a annoncé le Royal Ulster Constabulary, la police locale.

Ces incidents, au cours desquels une vingtaine de personnes ont été arrêtées, ont marqué le dix-huitième anniversaire de la loi sur l'internement sans jugement, abolie en 1975.

● PANAMA : saluée du Conseil de sécurité de l'ONU. — Le Panama a officiellement demandé, mardi 8 août, une réunion urgente du Conseil de sécurité de l'ONU, arguant du fait que « les troupes américaines ont intensifié dangereusement leurs actes d'intimidation, de provocation et d'agression » contre le pays. Washington a multiplié depuis dix-huit mois ses pressions pour obtenir le départ du général Noriega, homme fort du Panama. De nombreux incidents ont eu pour point de départ les activités des troupes américaines stationnées dans l'ancienne « zone du canal ». Un nou-

Afrique

ALGÉRIE

Fièvre estivale

Le mois d'août est toujours difficile en Algérie, en raison des « ruptures de stocks » d'une économie de pénurie pour la ménagère, d'un manque d'eau chronique aggravé par la chaleur et d'un sentiment de frustration chez une partie de la bourgeoisie urbaine qui, faute d'allocation de devises, a l'impression d'être tenue à l'écart des grandes migrations internationales de l'été.

La différence avec les années précédentes est que — les Algériens l'ont assez dit après les émeutes d'octobre 1988 — « plus rien ne sera comme avant ». A trois mois d'un congrès extraordinaire du FLN contraint de s'adapter à la situation nouvelle, alors que le pays s'engage dans un multipartisme lent mais affectif, avec l'espoir d'une plus grande liberté d'expression, les autorités sont confrontées à une situation encore plus délicate que naguère.

L'intendance n'a pas suivi après les grandes manœuvres politiques du printemps. Le correspondant de l'AFP à Alger fait état, comme les années précédentes, de la flambée des prix sur le marché des fruits et légumes et des pénuries de produits de base : lait, pâtes, savon, etc. La situation n'est pas plus brillante en matière de prestations de services. En l'absence, pour le moment, d'une véritable industrie touristique, comme au Maroc et en Tunisie, l'Algérie s'est longtemps accommodée du délabrement de ses hôtels et restaurants.

A la suite d'initiatives privées, quelques réalisations sont à saluer, mais la clientèle supporte de plus en plus mal la passivité de l'administration devant les abus de la majorité des détenteurs de rentes de situation. Comme il s'en est fait une spécialité, l'hebdomadaire *Algérie Actualité* du 3 août publie une enquête au vif sur « l'univers peu réjouissant de l'émigration et de la dégradation ».

Aux mouvements d'humeur des citoyens bénéficiant d'un certain niveau de vie s'ajoutent les révoltes sporadiques des plus démunis, notamment parmi les mal-logés. Les brigades anti-

émeutes sont intervenues ces jours derniers pour disperser des rassemblements de plusieurs milliers de personnes dans des localités du littoral — notamment à Ain-Benian.

Les manifestants protestent contre l'arbitraire de l'attribution des logements sociaux par les mairies. A défaut de s'en prendre directement au pouvoir central, les mécontents contestent de plus en plus souvent la gestion des autorités locales. Malgré les économies rendues nécessaires par la recherche d'un moindre déficit budgétaire, le gouvernement consacre encore de grosses sommes à l'habitat. Le premier ministre fait état de l'achèvement de 45 000 logements, soit, déjà, la moitié des 90 000 prévus pour cette année. Mais, avec l'explosion démographique, c'est le tonneau des Danaïdes.

Le rite

maghrébin

Insensible aux belles statistiques administratives, la population voit surtout les somptueuses villas construites avec une ostentation croissante par les nouveaux riches du régime. A la différence de ce qui se passe à y a quelques années, l'argent n'heute plus à se montrer malgré l'alerte d'octobre 1988, peut-être parce que, depuis l'ouverture sur le Maroc et l'Algérie, la classe aisée n'accepte plus son apparence de parent pauvre de la bourgeoisie maghrébine.

L'agitation ne se limite pas au littoral, aux « stations balnéaires » en proie à la fièvre estivale. L'AFP signale une extension des troubles dans les villages kabyles où l'eau et l'électricité promises tardent à arriver.

Les maux traditionnels du socialisme algérien sont cependant aggravés par le nouveau vent de liberté. Ainsi, à Annaba, une grève dure des ouvriers des centaines de milliers de consommateurs. L'équilibre n'a pas encore été trouvé entre

les aberrations de l'ancienne politique socialiste de produits subventionnés et les abus de l'économie de marché, à l'ordre du jour.

En recevant, fin juillet, M. Barber Conable, président de la Banque mondiale, le président Chadli a de nouveau insisté sur les réformes économiques en cours — vérité des prix et autonomie des entreprises publiques — de nature à créer des « rapports de partenariat » entre son pays et une institution naguère considérée comme l'agent du capitalisme international.

A l'occasion de ce voyage, le directeur du département Maghreb à la Banque mondiale a évoqué la « stratégie complémentaire » des projets économiques des pays de la région réunis au sein de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Il a notamment évoqué des possibilités de financement international pour des projets agro-industriels sous la tutelle de banques algériennes et marocaines.

Alors que la Tunisie paraît un peu en retrait, Alger et Rabat multiplient les accords de coopération au nom de l'unité maghrébine. Même si les perspectives ne sont pas aussi grandioses que le dit le discours officiel, des possibilités réelles de coopération économique s'ouvrent pour une Algérie dotée de ressources énergétiques et d'une industrie lourde et un Maroc développé sur le plan agricole et agro-industriel.

Entre le roi Hassan II et le président Chadli, les relations personnelles semblent bonnes alors même que le problème du Sahara occidental demeure pendante. Fils cadet du souverain, le prince Moulay Rachid a fait récemment un séjour en Algérie comme invité personnel du chef de l'Etat. Pour leur part, bien des Algériens auraient aimé passer des vacances au Maroc, de nouveau accessible par tous moyens de transport depuis la normalisation. Mais ils ont dû y renoncer faute de devises. Le Maghreb restera un rêve aussi longtemps que les monnaies nationales ne seront pas convertibles.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

ANGOLA : les négociations avec l'UNITA

M. Savimbi critique le comportement de M. Mobutu

Alors que, selon une source officielle de Kinshasa, les pourparlers de paix entre le gouvernement de Luanda et l'UNITA se poursuivent au Zaïre, M. Jonas Savimbi vient de faire des déclarations qui réduisent considérablement la portée de sa rencontre avec le chef de l'Etat angolais, M. Dos Santos, à l'initiative du président Mobutu, le 22 juin à Gbadolite (Zaïre).

L'UNITA n'a jamais approuvé le plan de paix de Gbadolite, contrairement à ce qu'affirme les autorités de Luanda, a déclaré, ce week-end à Jamba (sud-est de l'Angola), le chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola, au journal portugais *A Capital*.

Selon l'envoyé spécial du journal anglo-saxon de cinquante-cinq ans, le journaliste de M. Jonas Savimbi, celui-ci s'en est pris « en des termes très durs » à l'action du président zaïrois, lors de la conférence de Gbadolite, en présence de dix-huit chefs d'Etat africains.

« Le programme du MPLA en cinq points pour la paix n'a jamais été discuté par l'UNITA. D'ailleurs, si le président Mobutu avait décidé de soumettre à mon approbation ces cinq points, je ne serais pas allé à Gbadolite. Personne, ni Américain, ni Sud-Africain, ni Mobutu ne pourrait obliger à discuter de ce plan », a déclaré M. Savimbi.

Le plan de paix, avait notamment affirmé Luanda, prévoyait l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu le 24 juin, l'arrêt des ingérences extérieures, la mise en application du processus de réconciliation à travers la réintégration des éléments de l'UNITA dans la société angolaise, et l'acceptation par les deux parties de ne pas révéler à la presse la décision prise à Gbadolite sur le sort du chef de l'UNITA.

Selon *A Capital*, M. Jonas Savimbi a fait dans son discours, prononcé dans son quartier général devant plus de cent mille personnes, des allusions à « l'opportunisme politique » du président Mobutu. Il a déclaré, selon le journal, que le président zaïrois « avait précipité les événements pour imposer un capital politique qu'il lui fallait pour sa visite aux Etats-Unis ».

M. Savimbi a également affirmé qu'il rejetait le rôle de « négociateur » du président Mobutu. Tout en insistant sur la nécessité de négociations directes entre les deux parties angolaises, M. Savimbi a ajouté que le processus de paix en Angola avait besoin d'un médiateur et non d'un « négociateur ».

Il a d'autre part réaffirmé que ses appuis internationaux demeurent inchangés, soit de la part des Etats-Unis, soit de la part de Pretoria. Il a dit avoir reçu une invitation du président Georges Bush pour se rendre aux Etats-Unis fin septembre. Il a également affirmé qu'il se rendrait en octobre dans quatre pays de la CEE qui, selon lui, l'ont invité officiellement. — (AFP.)

MOZAMBIQUE

Premiers pourparlers de paix à Nairobi

NAIROBI
de notre correspondante

C'est dans la discrétion la plus totale que sont ouverts, mardi 8 août, dans la capitale du Kenya, les premiers pourparlers de paix sur le Mozambique, réunissant une délégation d'ecclésiastiques catholiques et anglicans venue de Maputo et des représentants du mouvement rebelle RENAMO (Résistance nationale du Mozambique). Rien n'a filtré de ces discussions dont le lieu est gardé secret et dont la durée n'a pas été indiquée. Depuis lundi, la presse kenyenne n'en fait pas moins ses gros titres sur l'ouverture de ces pourparlers, qualifiés de « cruciaux », et sur le rôle de médiateur, évidemment majeur, joué par le président kenyan Daniel Arap Moi.

Malgré le flot et le mutisme qui entourent ces négociations, on croit savoir que la délégation chrétienne n'est pas arrivée les mains vides : elle aurait été chargée, dit-on, de soumettre aux représentants de la RENAMO un programme « en douze points » élaboré par le gouvernement du président Joachim Chissano. Un seul de ces douze points est connu, qui exige l'« arrêt du banditisme et du terrorisme » et désigne ainsi implicitement les atrocités commises régulièrement depuis près de quatorze ans par les maquisards de la RENAMO — longtemps soutenue par l'Afrique du Sud — à l'encontre de civils mozambicains. Ce programme, toutefois, ne ferait pas mention de la nécessité d'un cessez-le-feu en bonne et due forme.

Il semble très improbable que ces pourparlers puissent se conclure par un accord de paix. Dans la déclaration commune que le président Arap Moi et son homologue zimbabwéen, M. Robert Mugabe, ont publiée à l'issue de leurs entretiens de lundi, les deux chefs d'Etat médiateurs officiellement requis par Maputo ont espéré que cette première étape « déboucherait sur un contact direct entre le gouvernement mozambicain et la RENAMO ». Si « cruciale » soit-elle, l'escalade de Nairobi ne constitue, à l'évidence, qu'un simple préliminaire aux véritables négociations, à venir.

CATHERINE SIMON.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Explosion d'un dépôt de munitions à Kaboul

Une roquette tirée par les moudjahidins s'est abattue, mardi 8 août, sur le plus grand dépôt de munitions de la capitale, située à environ 1 kilomètre de l'aéroport, provoquant des explosions en chaîne pendant plusieurs heures et faisant au moins cinq blessés graves. Selon Radio-Kaboul, au moins cinquante-quatre personnes ont été tuées et soixante-dix blessées en quatre jours par des tirs de roquettes dans la capitale afghane.

D'autre part, M. Edouard Chevvardaz, ministre soviétique des affaires étrangères, a de nouveau mis en garde Washington contre le risque d'ingérence dans les affaires afghanes. « Au train où vont les choses, les Etats-Unis peuvent sortir du cadre des accords de Genève, dont ils sont garants, et devenir une partie du conflit », a déclaré le chef de la diplomatie soviétique dans une interview publiée mardi par l'agence officielle afghane Bakhtar. Les résultats des récents combats prouvent l'impossibilité d'une solution militaire », et c'est pourquoi l'URSS « continue à œuvrer en faveur d'un règlement politique du problème afghan », a ajouté le ministre. — (AFP, Reuters, UPL.)

Italie

Les amis du psychanalyste Armando Verdiglione réclament sa libération

Le célèbre psychanalyste italien, Armando Verdiglione, condamné à quatre ans et deux mois de prison ferme pour le délit de « circonvention d'incapables », après avoir été placé en détention provisoire en 1988, est de nouveau en prison depuis le 5 juillet : sa demande de peine de substitution a en effet été rejetée par la Cour de cassation (le Monde du 13 juillet).

La Comité international qui s'était constitué pour le soutenir a organisé, mardi 8 août, une conférence de presse à Rome. Aux côtés de la présidente du Comité, l'écrivain Cristina Fura de Angeli, avaient tenu à être présents certains de ses membres, comme les écrivains Fernando Arrabal, Bernard Henri-Lévy et Marek Halter, ou des hommes politiques italiens comme Marco Panella, chef du Parti radical, ou le député Filippo Fiandrotti, représentant le Parti socialiste italien. Leur objectif était de proclamer leur solidarité avec le psychanalyste qu'ils jugent victime d'une machination. Ils réclament sa libération et la suppression de la disposition pénale d'origine mafieuse sur la base de laquelle Verdiglione a été condamné. Marco

Panella a déclaré que, à ses yeux, ce cas était un exemple de « l'indignité de la justice italienne », et qu'il rappelait l'inquisition. — (Interim.)

Ethiopie

Disparition d'un avion transportant des Américains

L'Ethiopie a déclaré, mardi 8 août, des recherches pour retrouver un avion disparu la veille avec ses quatorze passagers, dont un membre de la Chambre américaine des représentants, M. Mickey Leland. L'appareil avait décollé d'Addis-Abeba en direction de la frontière soudanienne. Il a essuyé sans succès dans la matinée d'atterrir à Dembidolo, dans une région montagneuse, à cause du mauvais temps. A son bord se trouvaient également, outre le pilote et le copilote éthiopiens, trois responsables éthiopiens et huit autres ressortissants américains, dont M. Leland, représentant démocrate du Texas, présidente la commission spéciale de la Chambre sur la faim et devait visiter avec quatre de ses adjoints le camp de réfugiés soudanais de Fuedo, géré par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. — (AFP.)

Portugal

Entrée en vigueur de la nouvelle Constitution

La nouvelle version — expurgée de ses références idéologiques au socialisme — de la Constitution portugaise adoptée au lendemain de la « révolution aux œillets » est entrée en vigueur mardi 8 août, marquant un tournant dans l'ère post-salazarienne.

Cheval de bataille du premier ministre social-démocrate Anibal Cavaco Silva, lors de la campagne électorale de juillet 1987, la révision de la Constitution, adoptée le 1^{er} juin dernier par le Parlement et promulguée le 7 juillet par le président Soares, marque la fin de la période agitée qu'avait connue le Portugal après le chute de la dictature salazariste, en 1974.

La nouvelle texte, qui apporte deux cent deux modifications à la Constitution, ne fait plus état de la « transition vers le socialisme et l'appropriation collective des moyens de production ».

Supprimant le « caractère irrévocable des nationalisations » entreprises depuis 1974, le nouveau texte permettra au gouvernement de M. Cavaco Silva d'écarter sa campagne de privatisations et de préparer le pays à faire face aux défis européens du grand marché unique de 1993. — (AFP.)

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Le festival de la culture de la région de la Gironde, qui se déroule du 10 au 12 août, est organisé par le Centre culturel de la région de la Gironde.

Europe

• Le Monde • Jeudi 10 août 1989 • 5

L'afflux des réfugiés en RFA

La tension monte entre les deux Etats allemands

BONN
de notre correspondant

L'occupation de la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est par cent trente Allemands de l'Est a provoqué un regain de tension entre les deux Allemagnes.

Le chef des questions intra-allemandes à la chancellerie, M. Claus Duisberg, a convoqué mardi 8 août le chargé d'affaires de la représentation permanente de la RDA à Bonn pour lui faire part des protestations officielles de la RFA contre la manière dont la RDA a présenté l'affaire.

Le ministre est-allemand des affaires étrangères avait accusé la RFA, la veille dans un communiqué, d'« occuper » illégalement « dans sa représentation permanente de la RFA à Bonn pour lui faire part des protestations officielles de la RFA contre la manière dont la RDA a présenté l'affaire ».

Selon le haut responsable, « il faut chercher en RDA, et en particulier en RDA, les causes de la situation actuelle ». Mardi, la représentation ouest-allemande à Berlin-Est est restée fermée, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché de nouveaux candidats à l'exil en RFA de s'approcher des grilles.

C'est la seconde fois depuis que les deux Allemagnes ont normalisé leurs relations en 1972 que la RFA ferme ce qui lui tient lieu d'ambassade à Berlin-Est. En 1984, une cinquantaine d'Allemands de l'Est l'avaient déjà occupée. La RDA leur avait promis l'impunité. Ils étaient restés chez eux et avaient été autorisés peu après à s'établir en RFA, en toute légalité cette fois. La RFA avait participé au règlement de cette question « humanitaire » en versant des fonds à Berlin-Est.

A ce problème de Berlin-Est s'ajoute celui des Allemands de l'Est bloqués dans les ambassades de RFA à Budapest et à Varsovie, qui obère lui aussi les relations intra-allemandes. Politiquement, la RFA n'a pas intérêt à ce que ces relations se détériorent davantage, et le porte-parole adjoint du gouvernement, M. Herbert Schmeling, l'a signalé en déclarant que Bonn « voulait, indépendamment de la situation actuelle, toujours continuer sa politique traditionnelle de coopération



(Frankfurter Allgemeine du 9 août.)

constructive et concrète avec la RDA.

« La politique du gouvernement ouest-allemand vise à ce que les Allemands de l'Est restent chez eux mais vivent dans un Etat qui accorde à ses citoyens davantage de liberté d'opinion, de liberté de mouvement et qu'il ne soit plus aussi imperméable aux notions de glasnost et de perestroïka », dit-on au ministère des affaires intra-allemandes.

Pour régler le problème de Berlin-Est, M. Walter Priesnitz, secrétaire d'Etat à ce ministère, s'est rendu dimanche à Berlin-Est, où il a eu des discussions avec l'avocat est-allemand, M. Wolfgang Vogel, spécialiste dans le règlement des questions humanitaires entre les deux Etats allemands.

L'avocat, contrôleur de transmission avec les plus hautes autorités de la RDA, a promis comme en 1984 l'impunité aux 130 réfugiés au cas où ils se décideraient à quitter les locaux. En revanche, M. Vogel n'a pas dit si les autorités de RDA accepteraient en échange d'un gros paquet de deutschemarks que ces réfugiés quittent bientôt la RDA pour aller s'établir en RFA.

Pour M. Priesnitz, l'afflux de réfugiés s'explique par « une situa-

tion psychologique tout à fait nouvelle en RDA qui pousse les gens à la résignation et au désespoir. Les gens se rendent compte que la RDA n'est plus en plus sur le plan international et au sein du bloc soviétique ».

Selon des sources bien informées, plus de 55 000 Allemands de l'Est ont été autorisés depuis le début de l'année à venir s'établir en RFA, contre tout juste 40 000 pour toute l'année dernière. L'accueil de ces réfugiés pose évidemment des problèmes de logement aux autorités locales, mais leur afflux contribue à combler le déficit créé par la baisse constante de la natalité sur le marché du travail. De plus, les anciens Allemands de l'Est sont réputés dans leur majorité pour « bien voter. Forts de leur expérience dans le « premier Etat allemand des ouvriers et des paysans », ils analysent avec scepticisme le programme de gouvernement du Parti social-démocrate et avec une franche hostilité celui des Verts écolo-pacifistes.

Dès que les Allemands de l'Est arrivent en RFA, par quelque filière que ce soit, ils sont dirigés vers le centre d'accueil de Giessen, où ils reçoivent des papiers d'identité et subissent un interrogatoire des services secrets destiné à repérer les éventuels espions. (Interim.)

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Après deux jours de négociations, un accord national a été signé mardi 8 août par le gouvernement, Solidarité et les syndicats communistes sur une hausse substantielle des salaires dans le secteur des transports inter-urbains. Selon l'un des négociateurs de l'opposition, cet accord représente une augmentation de l'ordre de 75 000 zlotys à compter du 1^{er} août, y compris l'indexation prévue pour compenser l'inflation. Des accords similaires avaient été signés dans la nuit de lundi à mardi dans les chemins de fer et les postes et télécommunications, où des grèves sporadiques avaient également eu lieu à la fin de la semaine dernière. Le salaire de base en Pologne était estimé, ces derniers mois, aux alentours de 100 000 zlotys.

La suppression progressive des subventions aux producteurs, puis la libération des prix agro-alimentaires le 1^{er} août devaient être, selon les accords de la table ronde, compensés par une indexation représentant en moyenne 80 % de la hausse de l'indice des prix. Mais le choc suscité par ces mesures a provoqué dans tout le pays une formidable pression pour des augmentations supplémentaires du salaire de base. La situation n'est d'ailleurs pas sans péril pour une économie qui fonctionne avec un taux d'inflation officiel de 97 % sur les six premiers mois de l'année, mais plus probablement aux alentours de 150 %.

Le comité national de Solidarité s'est réuni mardi, à Gdansk, autour de M. Lech Walesa, pour faire le point des questions économiques et politiques d'actualité. Il a repoussé une proposition de grève générale d'une heure, pour vendredi prochain, un débrayage qui devait marquer la solidarité de l'opposition avec les préoccupations manifestées, ces derniers temps, par la population. Une semaine après l'entrée en vigueur de la libération des prix agricoles, la valise des étiquettes, qui a entraîné des hausses atteignant 200 % pour certains produits comme la viande, se passe d'une manière totalement anarchique, sans parvenir à remplir pour autant les étagères des magasins. Une grande confusion règne, aussi bien chez les agriculteurs que chez les distributeurs. « C'est le désordre dans tout le pays », écrit, mardi, *Gazeta*, le quotidien de Solidarité, en relevant des situations très différentes selon les

POLOGNE

Le pouvoir et l'opposition ont conclu un accord sur de fortes hausses de salaires

régions, et même d'un quartier à l'autre de Varsovie. Le filet de porc valait, lundi, 9 000 zlotys, et 3 500 à Opole en Silésie. Il y a eu des hausses vertigineuses, mais aussi quelques baisses, comme sur le saucisson, à Poznan.

Les groupes parlementaires des différents partis, qui doivent débattre la semaine prochaine du budget, se sont réunis mercredi matin au siège du Parlement à Varsovie, alors que le nouveau premier ministre nommé, le général Kiszczak, poursuit ses consultations pour la formation du gouvernement. La proposition de M. Lech Walesa de constituer une coalition entre Solida-

rité, le Parti paysan et le Parti démocrate, sans les communistes, a suscité des réactions diverses à Varsovie. Sans la rejeter totalement, le Parti démocrate a souligné qu'elle arrivait un peu tard. Quant au Parti paysan, il semble divisé sur la conduite à tenir. L'un de ses principaux dirigeants, M. Kozakiewicz, président du Parlement, estimait, lundi, qu'il n'y avait pas une majorité de députés de son parti pour une telle solution maintenant. Le bureau politique du PC a pour sa part, dans un communiqué, accusé Lech Walesa de vouloir ouvrir une crise gouvernementale.

HENRI DEBRESSON.

ROUMANIE

L'expert de l'ONU Dimitru Mazilu « otage » dans son propre pays

GENÈVE
de notre correspondante

Dans une lettre manuscrite de quatorze pages adressée au président de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, M. Dimitru Mazilu, l'expert roumain des droits de l'homme, disparu depuis plus d'un an, demande que soit pris en compte l'appel de M. Michel Rocard invitant les Nations unies à aider le peuple roumain dans son malheur.

M. Mazilu écrit notamment : « Nous ne pouvons pas rester silencieux lorsque d'incroyables violations des droits de l'homme se produisent à deux heures de vol de Paris (...), au moment où l'on célèbre le bicentenaire de la Révolution française ». Se déclarant « otage » dans son propre pays, il énumère en détail les persécutions dont il est victime : confiscation de son passeport, interdiction de toute correspondance avec la sous-commission des droits de l'homme, ligne téléphonique coupée, filature par plus de trente policiers de son épouse et de son fils et, pour couronner le tout, présence continue d'un policier devant sa porte.

Ces mesures sont dues, selon lui, au seul fait qu'il est « déterminé à dire la vérité sur la situation actuelle des droits de l'homme et de

la jeunesse ». M. Mazilu, en sa qualité d'expert de la sous-commission, avait été chargé de rédiger un rapport sur les droits de l'homme et de la jeunesse qu'il aurait dû présenter à la session de l'été 1988 à Genève, où il n'a pu se rendre. Il rend responsable de la situation dont il est victime le ministre roumain des affaires intérieures, M. Tudor Postolnicu, et son équipe.

ISABELLE VICHNIAC.

Deux Hongrois de Transylvanie battus à mort. — Deux Roumains de souche hongroise ont été battus à mort il y a deux mois par des miliciens, apprenait-on, mardi 7 août, auprès de la Ligue de défense des droits de l'homme en Roumanie à Paris. Janos Tamas, un ouvrier de quarante-deux ans, du village de Sindromeni dans le district de Harghita, avait apporté de la viande pour un repas de communion. Le 23 mai, quatre miliciens sont venus l'arrêter pour savoir où il avait acheté la nourriture et l'ont battu à mort. Le 12 juin, c'est un chauffeur de camion, Imrei Tamas, trente-huit ans, qui a été appréhendé et battu à mort pour avoir commandé une bière en langue hongroise, dans le village de Miercurea-Ciuc, près de Cluj. — (AFP).

URSS : renouveau de la foi et réouverture des églises

La lente remontée des catacombes

(Suite de la première page.)

A la suite d'une conférence prononcée à Vilnius (Lituanie) sur Soljénitsyne, une opération de commando a mis à sac son matériel informatique.

La perestroïka est-elle, comme le prétend Igor Ogorodnikov, une illusion pour les croyants ? La hiérarchie orthodoxe conteste violemment cette version des choses. Elle mesure les avantages et les inconvénients de la nouvelle situation. Depuis les célébrations du Millénaire du christianisme, en 1988, les réouvertures de lieux de culte se sont accélérées. Elle ne peut plus faire face aux frais de restauration. Elle est contrainte de faire payer les livres religieux qui lui sont gratuitement envoyés d'Occident.

Des prêtres formés par correspondance

L'an dernier, neuf cents églises ont été rendues au culte. Le rythme est passé à 460 pour les trois premiers mois seulement de 1989. Dans une ville comme Leningrad (3,5 millions d'habitants), sur une vingtaine d'églises, la moitié ont été restituées au métropolite orthodoxe et les échafaudages témoignent des travaux de rénovation. Plus symbolique encore, le Musée de l'athéisme, installé à Notre-Dame-de-Kazan, a été fermé !

Les réouvertures de paroisses se font aussi à une belle cadence. Près de 7 000 aujourd'hui ont une existence officielle, mais on est loin du compte : il y a trente ans, l'Union soviétique comptait 20 000 paroisses chrétiennes, et la Russie 50 000 en... 1913 ! Pourtant le nombre des prêtres devient insuffisant. On accélère donc leurs études et les ordinations, à charge pour les nouveaux desservants de poursuivre leur formation par correspon-

dance... Aux trois séminaires historiques de Zagorsk (près de Moscou), de Leningrad et d'Odessa, viendront s'en ajouter d'autres, notamment à Jirovitsy (dans la région de Minsk, en Biélorussie) et en Sibérie. Mais l'Eglise est face au même casse-tête : ce ne sont plus les autorisations qui manquent pour former les prêtres, mais les locaux disponibles !

L'armature spirituelle du christianisme russe repose surtout sur ses monastères. A la fin de l'époque krouchtchévienne, il en restait dix-sept. Les réouvertures ont commencé timidement sous Brejnev, mais les plus célèbres (le Danilov à Moscou ou la Lauro de Kiev) n'ont retrouvé leurs moines que l'année du Millénaire. La Russie compte aujourd'hui une trentaine de monastères à égalité masculins et féminins.

Mais plus que le spectaculaire décente des relations officielles entre l'Eglise russe et l'Etat — qui devrait aboutir à une législation plus libérale, — le regain d'intérêt pour la religion est un phénomène perceptible dans les divers coins de la société soviétique. Les peurs se dissipent et les langues se délient. Les babouchkas ne sont plus seules dans les églises, à l'heure des offices. Les parents qui veulent faire baptiser leur enfant ne sont plus tenus de se soumettre à des contrôles d'identité. L'éducation religieuse n'est plus clandestine. Les prêtres se disent débordés de travail et retrouvent un certain prestige social.

Des médecins, des ingénieurs croyants ne craignent plus de dire qu'ils fréquentent une église, alors qu'hier ils subissaient les railleries de leur entourage, voire des canons d'ordre professionnel. Un étudiant de Leningrad affirme que régulièrement son université envoyait des « espions » la nuit de Pâques

dans les centres de culte orthodoxe de la ville pour y repérer les pratiquants. Le réveil de la foi et de la pratique n'est guère plus mis en doute en Union soviétique, sauf par ceux qui estiment que l'une et l'autre n'ont jamais cessé d'exister, mais qu'elles étaient cachées et brimées.

La propagande athée elle-même est en recul. « Avant, on ne voyait jamais le globe (1) d'un prêtre à la télévision », dit un fidèle orthodoxe. Depuis les festivités du Millénaire, les retransmissions de cérémonies religieuses, les interviews ou reportages sur la vie de l'Eglise russe ne sont plus rares. Dans les médias ou les conversations, le martyrologe des époques staliniennes et krouchtchévienne — églises rasées, iconostases brûlées, prêtres et moines emprisonnés ou déportés — n'est plus un sujet tabou.

Dialogue religieux au lycée

Des prêtres font leur entrée dans des écoles, comme le Père Alexandre Men, proche des milieux dissidents, qui donne des cours de religion dans sa paroisse de la banlieue de Moscou. « Gorbachev pourrait être mon paroissien », plaisante de son côté le Père Artemis, qui dessert la paroisse de la cathédrale de la Résurrection près de la rue Gorki à Moscou. Il vient d'être invité par un proviseur de lycée pour un dialogue avec des jeunes.

« Que je puisse entrer dans un lycée est un événement révolutionnaire », commente le jeune prêtre orthodoxe. Dans la grande salle de cinéma de l'établissement, le Père Artemis, diplômé de littérature russe, a traité de la recherche spirituelle dans l'œuvre de Tolstoï, mais très vite il a été débordé par une rafale de questions sur le mariage, la

vie de famille, la foi ou l'Eglise : « Mon père, êtes-vous marié ? Est-il vrai que l'âme existe ? Si oui, où est-elle ? La foi, est-ce de l'autosuggestion ou une manifestation de Dieu ? » Autant de témoignages de curiosité et de dérisions mêlées.

Citoyens comme les autres

La présence de cinq évêques et prêtres orthodoxes parmi les élus du Congrès des députés du peuple a retenti comme une grosse surprise dans les rangs des croyants. Ceux-ci admettent volontiers qu'ils sont aujourd'hui des citoyens comme les autres, alors qu'autrefois ils se disaient étrangers dans leur propre pays. « Pendant soixante-dix ans, la religion était la pire des maux », explique le Père Vasily Stroganov, proche du métropolite Pitirim au département des relations extérieures du patriarcat de Moscou. L'Eglise commence à sortir de ses murs. Elle a des possibilités toutes nouvelles d'intervention.

« Saurons-nous les saisir ? demande le Père Stroganov. Il n'y a pas d'alternative, mais il est vrai que nous manquons encore de recul par rapport à tout ce qui s'est passé ici depuis près d'un siècle. »

En effet, si le sentiment domine que les autorités font preuve à l'égard des croyants d'une bienveillance insoupçonnée, il y a, de ces décennies d'athéisme combattif et de sécularisation forcée ne vont pas s'effacer comme par enchantement. L'étendue des responsabilités nouvelles relevant des Eglises paraît écrasante.

Elles n'ont plus d'écoles, d'hôpitaux, d'orphelinats pour exercer leurs traditionnelles fonctions d'éducation et d'assistance. Elles manquent de locaux pour la formation de leurs prêtres ou la catéchèse des enfants.

Il n'y a pas d'autre presse religieuse que clandestine ou officielle (*le Courrier ecclésiastique*, *le Journal du patriarcat*). Dans l'Eglise catholique, qui retrouve une certaine puissance en Lituanie et en Lettonie, des mouvements de laïcs naissent, mais, comme ailleurs, l'encadrement de la jeunesse reste monopolisé par les organisations de pionniers ou les komsozols.

Scepticisme

Le principal fossé restant à combler est celui qui sépare la simple curiosité religieuse d'une foi instruite et éclairée. Si la liberté de pratique n'est plus guère contestée, la très grande ignorance des textes et des principes fondamentaux de la vie chrétienne est le handicap le plus vivement ressenti chez les croyants d'Union soviétique. Malgré l'aide des Eglises d'Occident, les fidèles manquent de bibles, de catéchismes, de missels, de manuels de prières, de vies de saints, etc. « De 15 à 30 roubles pour un Nouveau Testament, c'est cher pour une babouchka ou un jeune étudiant », dit un prêtre de Leningrad pour qui « la non-croyance en Union soviétique est le fruit de notre ignorance ». Beaucoup de jeunes disent qu'ils voudraient bien croire en Dieu, mais qu'ils ne connaissent rien...

Ajouté aux incertitudes politiques, le scepticisme domine chez les croyants dissidents ou adversaires de l'Eglise russe, accusée de compromissions avec le pouvoir. Sans tenir le discours radical d'un Ogorodnikov, ils sont loin de brosser un tableau idyllique de la situation religieuse du pays. La revue *Vybor* (« le Choix ») réunit, ce soir-là, ses collaborateurs et sympathisants, dans une petite salle de danse, au pied d'un immeuble de la rue Dimitri-Ulianov à Moscou. Il y a là Viktor Aksoutchits, directeur

de la revue, le philosophe Vladimir Zieninski, Pierre Startchik, revendeur d'un asile psychiatrique, Alexis Zalesky, qui a fondé une association pour aider les chrétiens de la campagne à faire valoir leurs droits pour la réouverture de leurs églises, Andreï Bessmertnyi, carrure d'athlète, longs cheveux dans le cou, qui passe tous ses dimanches à faire le catéchisme aux enfants !

C'est lui qui se lève le premier : « Gorbachev a promis de réparer les injustices commises contre l'Eglise. Or que pouvons-nous faire d'autre aujourd'hui que de restaurer des chapelles ? Nous rendre des églises, ce n'est pas un cadeau. Elles avaient été arrachées de force à des prêtres fusillés pour leur fidélité ! » Ils protestent contre le « mensonge officiel », contre les atteintes continues aux libertés de réunion et d'éducation religieuses, contre la « sclérose » de leur Eglise orthodoxe inadaptée aux circonstances historiques que vit le pays. « Il y a des millions d'orthodoxes en Biélorussie, en Ukraine, en Sibérie. Parce qu'ils n'appartiennent pas à la nation russe, ils n'ont aucun accès à la littérature religieuse », dit un autre de ces dissidents.

Plus ou moins unis hier face à la répression et à la propagande athée, les chrétiens d'Union soviétique ne cachent plus aujourd'hui un désarroi lié à une situation complètement inédite. Les divisions se multiplient entre les évêques et les prêtres, entre le clergé et les intellectuels laïcs. « Nous vivons votre Réforme du seizième siècle, dit Andreï Bessmertnyi, mais saurons-nous faire l'économie d'un schisme ? »

HENRI TINCO.

(1) Le globe est la marque caractéristique des ecclésiastiques orthodoxes.

سنة ١٤١٠ هـ

Politique

La justice outre-mer

II. - Tahiti, loin, si loin de la sérénité

Mise en cause en Nouvelle-Calédonie, la justice d'outre-mer semble se reconstruire son image (le Monde du 9 août). A Tahiti, cette même justice est placée au banc des accusés : les autorités du territoire vilipendées, les magistrats accusés de « forfaiture » et les accusés de « forfaiture ». Les magistrats, eux, se retranchent derrière le droit, parfois maladroitement. Cette situation explosive inquiète la chancellerie.

PAPEETE
de notre envoyée spéciale

On les croirait pourtant si proches. Juste une petite rue bordée d'arbres les sépare : à gauche, le siège du gouvernement du territoire ; à droite, le palais de justice et le tout nouveau tribunal administratif. Ils ont les mêmes hautes façades sereines et blanches, les mêmes belles voitures garées dans les cours. Mais si les bâtiments se font face, les hommes se tournent le dos. Et le cœur de Papeete est au bord de l'infarctus. Il explose de haines, s'embrase de règlements de comptes et souffre de rumeurs. La rive droite, vue du siège du gouvernement, est incompréhensible, indigne, immature, corrompue. La rive gauche, vue du palais de justice, est à peu près pareille. Et le tout, vu du milieu, ne fait pas un très joli tableau.

A gauche, l'organisation est parfaite. On vous livre, pour information, un épais dossier intitulé « La justice en Polynésie », prêt à la consommation, soigneusement classé et étiqueté et visiblement destiné à une assez large diffusion. Pour le lecteur pressé - ministre des DOM-TOM, garde des sceaux, ou délégation de députés en mission en Polynésie - on a même pris soin de souligner certains passages. On peut ainsi aller directement aux chapitres essentiels. Ils s'intitulent « excès de pouvoir, immixtion des juges dans le domaine de l'exécutif », « consignations abusives ordonnées par le tribunal », « autres jugements curieux ou abusifs du tribunal », « écoutes téléphoniques ». On y trouve relataes et commentées plusieurs décisions récentes rendues par les juges judiciaires ou administratifs, et bien sûr, contestées par le gouvernement.

Ce dossier, fort bien fait, est l'œuvre de celui qu'à Papeete on présente comme le « Paganini de la photocopieuse », M. Henri-Eudes.

● L'archevêque de Papeete s'oppose à l'ouverture d'un casino. — Mgr Michel Coppenrath, archevêque de Papeete, a réaffirmé dimanche 6 août dans un message lu pendant les offices religieux son opposition à toute implantation de casino en Polynésie française. « Dans beaucoup de pays, les gouvernements ont dû récemment fermer les casinos qui servaient au blanchiment de l'argent, car c'était l'argent corrompu et corrompait qui passait dans ces maisons », a notamment déclaré M. Coppenrath. Invitant les Polynésiens à s'interroger sur la société qu'ils souhaitent, l'archevêque de Papeete a souligné : « Il y a des mesures qui sont sans retour pour l'avenir de nos îles ».

● La culture canaque et le FLNKS. — Dans un entretien accordé au quotidien la Croix du mercredi 9 août, M. Rock Wamytan, président du forum FLNKS au congrès du territoire en Nouvelle-Calédonie, se félicite de la mise en place, depuis le 28 juillet dernier, de l'Agence de développement de la culture canaque. Il affirme que, pour les indépendantistes, « la culture est le socle du développement de la revendication politique ».

● Notre politique n'est pas de créer un melting-pot, observe M. Wamytan. Cela arrivera peut-être avec le temps. Pour l'échéance de l'indépendance en 1998, notre politique, c'est d'affirmer notre identité culturelle, et ensuite de la promouvoir. L'Agence de développement de la culture canaque, dont la création avait été prévue par la loi révisée de novembre 1988, reprend les principes de l'office culturel scientifique et technique mélanésien institué en 1982. Elle devrait notamment permettre l'apprentissage par les enfants des langues vernaculaires mélanésiennes (on en compte actuellement vingt-sept). « Nous souhaitons que l'enfant puisse bien apprendre sa langue avant de passer à la langue française », déclare M. Wamytan, qui ajoute : « Ce n'est pas parce qu'on affirme sa culture que le corollaire, c'est la négation des autres ».

Renaud de la Faverie, actuel directeur de cabinet du président du gouvernement du territoire, M. Alexandre Léontieff, après avoir été successivement celui de son ennemi juré, M. Gaston Flosse, proche du RPR, de 1984 à 1985, puis chargé de mission auprès de M. Jean Juvenit, proche du Parti socialiste, de 1985 à 1986, et enfin collaborateur de M. Emile Verdandou, député non inscrit qui soutient actuellement la majorité. Ancien magistrat, il fut président du tribunal de première instance de Papeete et démissionnaire de la magistrature le 24 septembre 1984. Sa réintégration, qu'il a demandée à plusieurs reprises, lui a toujours été refusée et il semble avoir fait de la guerre ouverte contre les juges sa raison de vivre personnelle.

« Gouvernement des juges »

Nul n'est finalement besoin de recourir à ce dossier « prédictif » pour s'informer. Car, à Papeete, on règle ses comptes par presse interposée. Dans le quotidien local les Nouvelles de Tahiti, en date du 28 mars, M. Alexandre Léontieff s'indigne de « la tendance de plus en plus marquée des juges à outrepasser leurs pouvoirs » et annonce qu'il est prêt à engager une action en forfaiture contre certains magistrats. « Il est, en effet, hors de question pour la majorité actuelle », écrit M. Léontieff, « de brader l'autonomie interne en laissant s'installer en Polynésie française un quelconque « gouvernement des juges ».

Le lendemain, le même quotidien se fait l'écho d'un communiqué des magistrats, signé du délégué de

l'Union syndicale des magistrats, M. Jean-Baptiste Talerio, dénonçant « les mises en cause déplacées dont [les magistrats] sont l'objet de la part de l'exécutif local », « le discrédit systématique porté sur l'institution judiciaire de la part des représentants de l'exécutif », et « l'atteinte intolérable à l'indépendance de la justice et au principe de séparation des pouvoirs ». « Accuser les juges du seul fait qu'ils ne vous aient pas donné raison, d'abus de pouvoir, d'arbitraire et de forfaiture, poursuit le communiqué, c'est vouloir une magistrature aux ordres sans se rendre compte qu'on se rapproche ainsi d'un système totalitaire ».

Car, à droite de la rue, si l'on n'a pas de dossiers, on a en revanche une Constitution, un recueil des lois, un code de procédure pénale, un code civil et un traité de droit administratif qui sont autant d'inébranlables lignes Maginot. « Les textes sont là, ils s'appliquent, c'est tout. Si le gouvernement prend des décisions illégales, ce sont les textes qui les condamnent, pas tel ou tel juge », réplique-t-on à l'envi. Tout juste concède-t-on que parfois les motivations des décisions ont été « maladroites » et ont pu laisser croire, ici et là, à des interprétations politiques du droit.

Au-delà des passions, si tant est qu'à Papeete cet au-delà existe - et des égarements des uns, des maladroitures ou de la mauvaise foi des autres, on est surtout frappé de l'immense malentendu qui semble régner entre les hommes politiques et les juges. « On a donné l'autonomie interne à ce territoire sans lui donner de cadre », observe M. François Roux, l'un des avocats des milieux indépendantistes à Tahiti.

« Faites-nous des textes clairs, ne laissez pas de vides, d'interprétations possibles », lançait, de son côté, le bâtonnier du barreau de Tahiti, M. Giau, à l'adresse des parlementaires de la commission des lois (1), qui effectuaient en juillet une mission en Polynésie.

« Mise à plat »

Certains magistrats font eux aussi part de leur désarroi face à ce statut autonome du territoire mis en place par la loi du 6 septembre 1984. Entre les lois dites de souveraineté, qui s'appliquent automatiquement aux territoires d'outre-mer, celles qui, relevant de la compétence de l'Etat, doivent toutefois comporter un article précisant leur applicabilité ou non dans les TOM, et celles enfin qui relèvent de la compétence des institutions territoriales, les juges ont souvent bien du mal à s'y retrouver. Et ils auraient besoin d'une véritable « mise à plat » du droit en vigueur dans les TOM.

A la chancellerie, on se dit aujourd'hui très conscient de ces difficultés et de l'isolement de ces juges, contraints de travailler souvent « sans filet ». Une mission d'inspection des services judiciaires a séjourné en Polynésie en juillet et son rapport est actuellement en cours de rédaction. Plusieurs projets sont à l'étude, et notamment la création auprès du garde des sceaux, d'une « cellule de l'outre-mer », à laquelle serait associé le ministère de tutelle des DOM-TOM. Cette cellule serait l'interlocuteur privilégié des magistrats pour tout ce qui concerne le droit applicable dans les territoires.

« On n'a pas tenu compte de toutes les conséquences du statut d'autonomie du territoire », reconnaît-on aujourd'hui à la Chancellerie. Le territoire, c'est presque un Etat, avec un président du gouvernement, des ministres, une assemblée, qui ont des pouvoirs propres. Peut-on raisonner de la même façon, sur le plan juridique, quand on s'adresse à une institution politique ? Peut-on, comme ce fut le cas à Tahiti, évoquer des « voies de fait » à propos de décisions gouvernementales aussi facilement que s'il s'agissait de mesures purement administratives ? En métropole, c'est le Conseil constitutionnel qui veille à la régularité du fonctionnement des pouvoirs publics, et non les magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire.

Une image catastrophique

Nombreux sont les observateurs qui lancent un cri d'alarme sur la situation à Papeete. « Les Polynésiens s'adressent de plus en plus souvent à la justice », constate M. Giau. Et, dans leur esprit, c'est elle qui aujourd'hui représente l'Etat français. Or son image est catastrophique. Ils ont le sentiment qu'on leur envoie des magistrats de seconde zone. Les volontaires sont certes rares pour la Polynésie et sur les vingt-cinq magistrats du tribunal de première instance de Tahiti, les deux cinquièmes ne sont pas issus de l'Ecole nationale de la magistrature. La plupart ont effectué sinon la totalité, du moins l'essentiel de leur carrière outre-mer. Les conditions de vie, notamment de salaires (indemnités, primes d'éloignement) sont

souvent la première de leurs motivations. Cela aussi fait partie des difficultés que la chancellerie devra résoudre. Car l'image de la justice tient beaucoup à celle des hommes qui la font. Dans l'entourage du garde des sceaux, on est très attentif à ce qui se passe actuellement en Nouvelle-Calédonie, où le changement de grade du tribunal - par la création d'une chambre supplémentaire - a permis de changer les chefs de cour.

« Il y a urgence ! », s'écrie, M. Roux. Pour l'avocat des indépendantistes, la situation pourrait bien devenir explosive sur le territoire. Les émeutes d'octobre 1987, qui avaient jeté dans la rue des gens n'ayant plus rien à perdre, en sont un signe. L'insolente opulence des uns, la misère des autres, et les accusations de corruption, souvent fondées, qui nourrissent la rumeur de la vie quotidienne à Tahiti ne peuvent certes pas faire longtemps bon ménage. En métropole, on a tendance à appeler cela le « péché de jeunesse » du territoire. Mais il faut parfois se méfier des sorties d'adolescence.

PASCAL ROBERT-DIARD
avec MICHEL YIENG-KOW
à Papeete.
FIN

(1) Cette mission de la commission des lois, qui a effectué du 15 au 29 juillet un séjour en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie, était composée de M. Michel Sapin (PS, Haute-Seine), président de la commission des lois, et de MM. François Colcombet (PS, Allier), Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne), Gilbert Millet (PC, Gard), Pierre Pasquini (RPR, Haute-Corse) et Georges Durand (UDF, Drôme).

Communication

Cinq candidats pour la présidence commune d'A 2 et de FR 3

Une épreuve périlleuse pour le CSA

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a rendu public, mardi 8 août, une liste de cinq candidats à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3 qu'il auditionnera en séance plénière avant de faire connaître son choix, sans doute jeudi soir. Il s'agit de MM. Hervé Bourges, Christian Bourgeois, Michel Caste, Philippe Guilhaume et Georges Kiejman. Une épreuve périlleuse pour le Conseil, qui craint le piège politique.

C'est par un vote à bulletin secret que les neuf « sages » devront se prononcer. Si, au terme de deux tours de scrutin, aucun des candidats n'a atteint la majorité, les deux personnalités ayant obtenu le plus de voix devront se soumettre à un troisième scrutin décisif. Le règlement intérieur du CSA, paru au

Journal officiel du 8 août, est formel : c'est ainsi que devra être désigné le président commun d'Antenne 2 et de FR 3.

Cette procédure précise et relativement contraignante contraste avec le flou qui a entouré jusqu'à présent la compétition : pas d'appel officiel aux candidatures, pas de définition du profil recherché, pas de dates limitées d'inscription. Tout se passait comme si le CSA voulait se garder une grande marge de manœuvre dans une affaire qui, « cadeau empoisonné » de l'avis des « sages » eux-mêmes, prenait de plus en plus l'allure d'un vrai piège politique.

Dès le départ le CSA a émis les plus officielles réserves sur le projet du gouvernement. Il aurait préféré, à tout le moins, qu'une véritable réforme du service public précède la désignation d'un président unique pour Antenne 2 et FR 3. L'instance de régulation vit mal l'incohérence de la loi et ce curieux partage

des rôles qui fait peser sur ses épaules la charge de désigner un homme dont les missions et responsabilités sont uniquement définies par le gouvernement.

« Quelle hypocrisie, soupire un des « sages ». Si le gouvernement veut piloter lui-même sa réforme de l'audiovisuel public, qu'il aille jusqu'au bout et désigne ce fameux président. Un constat déabusé qui aurait même poussé certains à se laver les mains de cette nomination périlleuse et à enterrer sans plus de discussions le choix de l'Elysée. Mais cette provocation pourrait avoir des conséquences désastreuses. Le CSA le sait bien : cette décision sera un test, et il jette la aux yeux de l'opinion et de la classe politique, son image, sa crédibilité et son avenir.

Mais le CSA n'est pas le seul à se défier du piège. Nombre de professionnels, de Michèle Cotta à Jean Drucker ou Jean-Noël Jeanneney, ou de grand commis de l'Etat

comme Jean-Michel Bloch-Lainé, séduits un instant par les attraits de la charge, ont renoncé à se lancer dans la compétition malgré les sollicitations des « sages ». Restaient donc en lice une douzaine de personnalités qui s'étaient manifestées auprès du président Jacques Bontet. Parmi elles, les « ténors » présentés comme les favoris du pouvoir - l'avocat Georges Kiejman et Hervé Bourges, l'ancien président de TF 1 - et des « seconds rôles » au profil varié, du politologue Roland Cayrol à l'ancien président de l'INA Jacques Fomont, en passant par le président de CBS-France, Henri de Bodinat.

Petit coup de théâtre

Coïncé entre les candidatures « politiques » et les propositions de « seconds couteaux », selon l'expression d'un de ses membres, le CSA a tenté ces derniers jours de faire revenir sur leurs décisions quelques professionnels plus médiatiques. En vain. Prolonger plus longtemps le mystère autour des postulants alimentait les plus folles rumeurs et accréditait le soupçon de manipulations politiques. Et c'est au terme d'une longue discussion et d'un vote à bulletin secret que cinq noms ont

finalément été retenus et rendus publics dans la soirée de mardi. Un petit coup de théâtre, puisque le CSA affirmait jusque-là ne pas vouloir publier la liste des candidats « afin de ne pas les mettre dans l'embarras ».

La compétition se resserre donc autour de Georges Kiejman et d'Hervé Bourges, auxquels se joignent l'éditeur Christian Bourgeois, deux personnalités proches de la gauche, Michel Caste, ancien président du Loto et de la Sofrad, et Philippe Guilhaume, PDG de la Société française de production, un profil plus cohabitationniste. Les cinq personnalités devaient être entendues mercredi et jeudi, rue Jacob ; elles devaient exposer leurs projets et évoquer les noms des deux directeurs généraux dont elles souhaitent s'entourer. Est-ce à dire que le jeu est désormais fermé ? Difficile de prévoir la tonalité que prendront les discussions entre les membres du CSA, proches du pouvoir et ceux désignés par le président du Sénat, M. Jacques Bontet, qui a joué un rôle prépondérant depuis le début de cette affaire, aura sans doute le souci d'éviter une cassure au sein de la jeune institution. Et pour trouver un consensus, on ne peut exclure qu'il se tourne vers un « outsider ».

ANNICK COJEAN
et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le bilan de TF1, A2 et FR3

Après la 5 et M6 (le Monde du 27 mai), le CSA a dressé le bilan annuel de TF1, A2 et FR3. Respect des quotas de diffusion, engagements de production et dérapages publicitaires sont passés au crible.

● TF1 : des retards de production à rattraper. — La Une s'est montrée « fidèle à sa vocation de grande chaîne généraliste », observe le CSA en notant que la chaîne s'est aussi « pleinement acquittée de ses engagements dans le domaine du cinéma » (diffusion et coproduction). Le conseil n'en relève pas moins de sérieux manquements : le non-respect des quotas de diffusion d'œuvres françaises et européennes (respectivement 43,3 % et 43,9 % contre 50 % et 50 % requis) ; la non-conformité de sa politique de parainage aux règles en vigueur ; l'absence de respect des engagements en matière de production, particulièrement pour les films d'animation et les émissions scénarisées pour la jeunesse.

Le CSA n'évoque cependant aucune sanction éventuelle à l'encontre de TF1 (1). La chaîne de M. Bouygues s'étant engagée, précise-t-il, à compenser ces manquements d'ici au 31 décembre

1990 ». TF1 annonce en effet la passation de 50 millions de francs supplémentaires de commandes d'œuvres d'expression originale française (dont 16,5 millions pour les dessins animés), la production de 68 heures supplémentaires d'émissions scénarisées pour la jeunesse, et « un respect intégral de ses obligations à l'égard de la SFP ».

● Antenne 2 : des moyens financiers insuffisants. — Le CSA estime qu'A2 a, « dans l'ensemble », respecté les obligations inscrites dans son cahier des charges, en particulier en matière de production où il note un « sensible » accroissement des commandes pour la fiction et le documentaire. Le CSA émet cependant deux critiques déjà soulignées en son temps par la CNCL : d'une part, le trop faible pourcentage d'œuvres d'animation et de fiction françaises dans le cadre des programmes destinés à la jeunesse ; d'autre part, l'extension excessive de la pratique du parainage et sa similitude, avec la publicité. Des faiblesses imputables, estime le CSA, à des moyens financiers insuffisants pour permettre à Antenne 2 de tenir la place qui est la sienne dans le système audiovisuel français.

● FR3 : Manque de cohérence de la programmation. — FR3 a, selon le CSA, « répondu de manière satisfaisante aux obligations de son cahier des charges », notamment, note-t-il, par sa politique de programmation de documentaires, ses efforts en faveur du spectacle vivant et ses investissements dans la production de dessins animés (30 millions de francs, soit cinq fois plus que son obligation annuelle). Le Conseil émet néanmoins quelques griefs : la participation insuffisante d'œuvres françaises pour la jeunesse, la programmation avant 22 h 30 de dix-huit films interdits aux mineurs ; plusieurs infractions aux règles du parainage ; le manque de « cohérence » de la programmation. Le CSA souligne en conclusion « la qualité de la production régionale de FR3, même s'il est permis de penser que les possibilités de la chaîne en ce domaine sont encore insuffisamment et inégalement mises en valeur selon les régions ».

(1) Rappelons que TF1 fait déjà l'objet d'une condamnation sous astreinte du Conseil d'Etat à respecter en 1989 ses obligations en matière de commandes d'émissions scénarisées.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

SABINE PROKHORIS LA CUISINE DE LA SORCIERE

En romanant « sorcière » la métapsychologie, c'est l'entre-mêlement de l'enfer dont Freud fait surgir la figure, celle par qui va le pacte de vie/de mort, entre Faust et Méphisto. A quel pacte se voue Freud, « explorateur des enfers psychiques » ? Ou conduit-il ceux qui s'aventurent à le suivre ?

Aubier

ENVIRONNEMENT

D'après une étude révélée par les écologistes

L'installation d'un entrepôt de déchets nucléaires serait catastrophique pour l'économie de l'Aisne

Dans le développement du programme nucléaire français, une nouvelle difficulté vient de surgir. Les écologistes de l'Aisne ont rendu publiques, mercredi 9 août, des études restées jusqu'ici confidentielles. Elles montrent que le projet de stockage souterrain de déchets nucléaires dans le département...

Pour les dirigeants de l'ANDRA, il s'agit, sinon de se débarrasser, tout au moins de mettre en lieu sûr les résidus de combustibles usagés après leur traitement par l'usine de la Hague. Ces déchets, absolument inutilisables, sont très radioactifs, donc dangereux. En outre, ils ont une durée de vie redoutablement longue : quelques centaines d'années pour la plupart, plusieurs centaines de milliers d'années pour certains, comme le neptunium. La solution : les vitrifier, les confiner dans des emballages superétanches, puis les enfouir dans des couches géologiques profondes, épaisses et n'ayant pas bougé depuis des millions d'années.

Les géologues ont détecté dans l'Aisne quatre sites répondant à ces critères : un gisement de sel dans l'Aisne, des schistes en Meuse-et-Meuse, une couche de grès en Vendée et d'épaisses nappes d'argile dans l'Aisne. C'est entre ces quatre emplacements que, après forage exploratoire et installation d'un laboratoire souterrain d'expérimentation, sera choisi, vers 1995, l'entrepôt définitif.

On y fera alors descendre chaque année 4 000 à 5 000 tonnes de déchets amenés par chemin de fer. Cela, pendant une cinquantaine d'années. Puis, au terme de la période de Pandore, contenant 250 000 tonnes de déchets radioactifs, on espère que rien ni personne ne viendra jamais l'ouvrir. Pour faire accepter une telle « décharge », qu'on paie au monde n'a encore expérimenté, l'ANDRA offre aux communes qui l'hébergeront dans leur sous-sol un dédommagement forfaitaire de 70 millions de francs, plus cinq millions de francs par an en titre de la taxe professionnelle. Quelques entreprises locales participeraient aux travaux de forage (investissement : 5 milliards de francs) et quelques dizaines d'emplois permanents seraient disponibles.

Des repoussoirs touristiques. Aucun site local n'envisage de gauchisme de cœur de participer ainsi à l'achèvement de la filière nucléaire, même s'il en accepte le principe. M. Paul Girod, sénateur UDF de l'Aisne, président du conseil général et président de l'Union des maires de son département, est dans ce cas. « Je souhaite de tout mon cœur, dit-il, que ma région ne soit pas retenue comme centre de stockage, mais je me dois d'envisager sérieusement l'hypothèse contraire. » C'est pour quel motif un tel refus ? C'est parce que l'Aisne, une trentaine de kilomètres de l'entrepôt de déchets, est une région touristique. L'objectif : mesurer l'impact psychologique et économique qu'aurait l'installation de la décharge souterraine dans son département.

Les étudiants ont interrogé un peu partout en France un échantillon de sept cents consommateurs, en Europe, une centaine de professionnels du tourisme, et dans l'Aisne, une trentaine de patrons d'entreprises. Les résultats de leurs investigations sont décevants. Si d'une manière générale le nucléaire a mauvaise presse, ces déchets sont encore plus mal vus. Ainsi, dans l'hypothèse où la poubelle nucléaire radioactive serait enfouie dans le sous-sol de l'Aisne, les trois quarts des personnes interrogées estiment que la nature en pâtirait, que les produits agro-alimentaires locaux deviendraient suspects et qu'eux-mêmes ne les

achèteraient plus. Les deux tiers des sondés ne s'installeraient pas dans le secteur comme agriculteurs, n'y établirait pas leur demeure et encore moins leur résidence secondaire. Motif : plus de 80 % des interviewés pensent que les risques nucléaires ne sont pas vraiment maîtrisés. Les tour-opérateurs et les agents de voyage ne sont pas moins formels. Pour eux, les centrales nucléaires et les déchets radioactifs - comme les usines chimiques - sont des repoussoirs touristiques. Pas question d'y amener leurs clients. Les trois quarts d'entre eux ne sont même pas intéressés par une visite éventuelle de ces installations exceptionnelles. Bref, ils ne croient pas à un quelconque tourisme nucléaire.

Enfin, pour les industriels locaux, le centre de stockage représente non une chance, mais un handicap supplémentaire. Son installation dissuaderait d'autres entreprises de venir dans le département. On craint une baisse des ventes de produits destinés à l'alimentation humaine et animale. Certains patrons envisagent même de démissionner.

Une indemnisation sept fois supérieure. Les étudiants de l'Ecole de commerce ont essayé de traduire tout cela en chiffres. Selon leurs calculs, le tourisme local y perdrait 23 millions de francs par an. Les agriculteurs et les industriels, entre 200 millions et 500 millions par an. Conclusion : le risque économique d'une « poubelle nucléaire » n'a pas été vraiment pris en compte par l'ANDRA. S'il était finalement choisi, le département serait fondé à réclamer une indemnisation sept fois supérieure à celle qui lui est proposée.

Ces révélations ne sont pas du goût de M. Girod, qui les trouve à tout le moins prématurées. « A la veille d'une négociation difficile avec l'ANDRA, dit-il, on abat toutes ses cartes à mon insu. C'est indélicat et stupide. » A la vérité, M. Girod, qui est candidat au renouvellement de son mandat sénatorial en septembre prochain, redoute que ses électeurs ne lui reprochent d'avoir accepté trop facilement l'hypothèse du centre de stockage. Sur les autres sites prospectés par l'ANDRA, la fibre va inévitablement monter, notamment à Neuvy-Bouin, dans les Deux-Sèvres, où une véritable guérilla vendéenne est engagée depuis deux ans avec rassemblements de masse, défilés d'élus et actions de commandos. C'est au point que les prospecteurs de l'ANDRA y sont pratiquement interdits de séjour.

Au siège de l'Agence, à Paris, on affiche la sérénité. « Le calcul des indemnités ne dépend pas de nous, dit-on, mais de notre comité de gestion, qui réunit les fonctionnaires de l'industrie et les producteurs de déchets radioactifs comme EDF, la COGEMA et la CEA. C'est eux qui décideront d'une revalorisation éventuelle. » Cette affaire montre en tout cas que la facture réelle de la filière nucléaire n'a pas été sérieusement calculée. Sur ce point, l'atome civil a mangé son pain blanc. Il lui faut à présent internaliser les coûts externes, comme on dit en langage savant. Autrement dit, comme tout produit industriel, le kilowatt nucléaire devra intégrer dans son prix les coûts directs et indirects de l'élimination de ses redoutables résidus.

M. A.-R.

ESPACE

Columbia et Ariane ont décollé sans encombre

La fusée européenne Ariane et la navette américaine Columbia ont toutes deux décollé sans encombre à moins de onze heures d'intervalle, mardi 8 août. Columbia est partie la première, à 12 h 37 GMT (14 h 37 heure française), du pas de tir de Cap Canaveral, pour une mission militaire secrète. Les cinq membres de l'équipage de la plus vieille des trois navettes actuellement en service devaient, selon les spécialistes américains, placer sur orbite un satellite-captif doté de caméras ultrasensibles. Le début du vol, qui durera plusieurs jours, se déroulera comme prévu, ont annoncé les responsables. Mais la NASA, qui ne rompra le silence qu'en cas d'incident, a refusé d'en dire plus, allant même jusqu'à ne pas révéler le nom des astronautes aux journalistes présents au lancement (parmi lesquels un journaliste soviétique en stage dans une chaîne de télévision d'Atlanta).

Ariane, dont c'était le trentième vol, s'est élancée du centre spatial guyanais de Kourou à 23 h 26 GMT (0 h 26 heure française mercredi), après avoir causé quelques frayeurs aux techniciens et aux officiels présents, parmi lesquels M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et Klaus Hannel, ministre allemand des PTT : sept secondes avant l'heure H, prévus à 22 h 47 GMT, le compte à rebours a été interrompu automatiquement, l'ordinateur qui contrôle toutes les opérations durant les six dernières minutes avant la mise à feu s'est aperçu que l'une des tuyères des quatre moteurs du premier étage n'était pas correctement en place. Mais les techniciens ont pu remédier à cet incident, et la fusée a décollé six minutes avant la fin de la « fenêtre » de tir. Elle a parfaitement réussi la mise sur orbite de ses deux passagers (le Monde du 9 août) : le satellite de télécommunications allemand TVSAT-2 et le satellite européen d'astronomie Hipparcos.

MÉDECINE

Hosties à haut risque

C'est une pauvre banale communication, consacrée aux risques médicaux de la communion religieuse, que publie, sous la signature de six médecins britanniques, la New England Journal of Medicine, dans son dernier numéro daté du 3 août. Les auteurs font état d'une série de mesures, effectuées à la demande des autorités catholiques britanniques, sur la composition d'une série de quatorze lots d'hosties utilisées tant par les catholiques que par les anglicans. Ils mettent ainsi en évidence des concentrations élevées (de 2 à 5 milligrammes) en glaucine, une substance présente dans le gluten et connue pour déclencher des symptômes pathologiques sur les personnes souffrant de maladies coeliakiques (1). Ces concentrations sont nettement moins importantes (de 0,28 à 0,66 milligrammes) dans les hosties dites « gluten-free » mais peuvent aller jusqu'à 12 milligrammes pour les grandes hosties utilisées par le prêtre devant l'autel.

« Une personne qui reçoit la communion quotidiennement peut ainsi consommer 36 milligrammes de glaucine par semaine et un prêtre consommer jusqu'à 150 milligrammes de cette substance, dont 40 milligrammes le dimanche », précisent les auteurs. Selon eux, « de telles doses sont suffisantes pour entraîner des symptômes voire pour provoquer l'apparition de lésions de la muqueuse digestive chez les personnes à risque pour une maladie coeliakique ». De récents travaux épidémiologiques montrent d'ailleurs que l'intensité de la maladie coeliakique est proportionnelle à la quantité de gluten ingérée.

SPORTS

RUGBY

SOS-Racisme demande des sanctions contre les joueurs français qui accepteraient de se rendre en Afrique du Sud

L'Association SOS-Racisme a demandé, dans un communiqué, mardi 8 août, que la Fédération française de rugby (FFR) sanctionne les joueurs qui accepteraient de participer aux manifestations du centenaire de la Fédération sud-africaine (SARB) à partir du 19 août. « La présence de joueurs français ne pouvant que déshonorer la France et porter un coup à la solidarité internationale, à la lutte contre l'apartheid », SOS-Racisme estime « inadmissible que des sportifs du pays qui vient de fêter le bicentenaire des droits de l'homme puissent ainsi cautionner le régime raciste de Pretoria ».

Dans les pays anglo-saxons cette affaire provoque aussi une vive campagne des milieux anti-apartheid. Les Internationalen Irishlands Brendan Mullin et Donald Lashan ont fait savoir qu'ils avaient décliné l'invitation de la SARB. Leur refus « pour raisons personnelles » fait suite à celui de l'ensemble des joueurs écossais, des Anglais Wade Dooley, Rob Andrew et Brian Moore, ainsi que des Gallois Robert Norster, Roger Jones, John Devereux et Paul Thorburn. En revanche, l'ancien capitaine irlandais Willie McBride, qui a été sollicité pour tenir les fonctions de manager de la sélection mondiale, n'a pas encore fait savoir sa position tout en précisant qu'il était opposé à la politique d'isolement du rugby sud-africain.

« Je ne prendrai aucune sanction à l'égard de personne », a répondu M. Ferrasse. « Il me semble surprenant que l'on demande des sanctions à l'égard de personnes qui vont à titre privé à l'étranger, quel que soit le pays. »

« Je ne prendrai aucune sanction à l'égard de personne », a répondu M. Ferrasse. « Il me semble surprenant que l'on demande des sanctions à l'égard de personnes qui vont à titre privé à l'étranger, quel que soit le pays. »

Le réaménagement de la plage de Pampelonne

Saint-Tropez menacée par les promoteurs

(Suite de la première page.)

Ces débordements ont fini par indisposer la direction de l'équipement du Var et M. Albert Raphaël, le maire de Ramatuelle, sur le territoire duquel se trouve Pampelonne. « L'aspect, la sécurité, la propriété et les accès de cette plage ne sont plus à la hauteur de sa réputation internationale », dit-il. La crise de respectabilité se traduit donc par un plan d'aménagement. A l'occasion du renouvellement annuel de leurs concessions, les promoteurs vont devoir réviser leurs installations dispersées. Chacun aura droit de reconstruire le plus loin possible de la mer, un restaurant de 200 mètres carrés, assorti d'une terrasse. Styles imposés : californien, marocain ou tahitien. Pour ne pas rompre avec l'exotisme traditionnel. Entre ces établissements et l'espace réservé aux parasols, une promenade en planches bordée de végétation sera ouverte aux promeneurs. A l'arrière des restaurants, les accès de service seront aménagés et un tout-à-l'épandage installé. Un ingénieur et un architecte de l'équipement travaillent sur le projet. Cependant, à Toulon comme à Ramatuelle, personne ne veut montrer le moindre plan, le plus modeste croquis. Et ce mystère

entretient les rumeurs les plus alarmistes. Les plagistes s'inquiètent et les associations de défense de l'environnement montent au créneau. Après la plage elle-même, c'est l'arrière-pays qui sera aménagé, dit-on. On prête à M. Albert Raphaël les plus sombres desseins. On fait observer que le POS de Ramatuelle, adopté voici seulement deux ans, toute cette zone est restée blanche, que la commune y possède 24 hectares et qu'elle agrandit la station d'épuration pour traiter les effluents de 20 000 habitants. N'est-ce pas la preuve que derrière Pampelonne la sauvage on veut édifier le même mur de béton que sur le reste de la Côte d'Azur.

« Depuis dix-huit ans que je suis maire, j'ai apporté toutes les fois la preuve que je ne veux pas rompre l'état de grâce dans lequel a jusqu'ici vécu Ramatuelle », se défend M. Raphaël. Il n'y aura pas de Croisette derrière Pampelonne. Pourtant M. le maire n'a pas juré qu'il n'y aura rien. Fidèle à sa vieille tactique du secret, il ne veut pas en dire davantage. Après des années d'immobilité prudent, beaucoup de choses sem-

blent néanmoins bouger à Ramatuelle. Le vieux village perché vient de s'adjointre deux nouveaux quartiers. Dans la plaine, une zone artisanale est en construction. Plus loin, un ensemble sportif haut de gamme est prévu. Les promoteurs logent vers d'autres terrains, comme les 17 hectares du val Janfret, où la société Pierre et Vacances envisageait, fin dernier, de planter quatre cents villas, ou le domaine de Pascati, objet de bien des convoitises. En mars dernier, lors de la campagne pour les municipales, M. Raphaël écrivait : « J'affirme qu'aucun engagement ne lie la commune à quelque projet que ce soit. » Il le répète. Dont acte. Quant à M. Pierre Eelsen, le dynamique PDG d'Air Inter, entré il y a quelques mois au conseil municipal de Ramatuelle pour « s'occuper de l'immobilier », il ne dit mot non plus.

Coulée d'immense

Dans les communes voisines, les associations de défense de l'environnement ont des raisons plus tangibles d'être sur le pied de guerre. Gassin, juché sur son piton, fait une poussée de croissance. Une véritable coulée d'immenses dévale vers le bas de la colline. Un caravanning situé dans la plaine va se transformer en village de bungalows et un promoteur de golf-prêt-à-jeter son dévolu sur une colline vierge. Autour des greous s'élèveront deux hôtels, des commerces et trois cent soixante-dix résidences pour estivants fortunés. Bien entendu, pour permettre à cette nouvelle population de circuler, on s'empresse de transformer les petites routes sinueuses et ombragées en voies rapides.

A La Croix-Valmer, déjà arpentée par deux mille cinq cents villas, les projets sont encore plus ambitieux : deux ZAC, un autre golf-prêt-à-jeter et une marina comme on n'en voit plus en France depuis des années, vont bétonner les derniers domaines agricoles.

Des quatre communes de la presqu'île, c'est paradoxiquement Saint-Tropez qui paraît la plus raisonnable. Son nouveau maire,

BB songe à l'exil

Brigitte Bardot songe à l'exil. « Je ne pourrais plus vivre dans ce qui est devenu Saint-Tropez », écrit-elle dans une lettre ouverte au nouveau maire de la commune, M. Alain Spada, datée du 3 août. « L'impudence, l'indélicatesse, le vice, la tricherie, la sexualité sont devenus les symboles de ce lieu et dégradent le village dont vous avez la responsabilité », écrit l'ancienne actrice depuis sa propriété de Bezaudun, dans la région parisienne, où elle se réfugie chaque été pour fuir, dit-elle, « l'envahissement des touristes de plus en plus nombreux, mécontents, sales, mal élevés, sans gêne ».

Pour marquer le dégoût que lui inspire Saint-Tropez, où elle s'est installée en 1959, BB évoque les « dévotions humaines, préservées dévotions et ordures de toutes sortes qui polluent la baie et les plages ». Cette charge soudaine de BB contre « la salubrité humaine qui se répand comme une marée noire » est motivée par la décision de la municipalité d'interdire l'accès de la plage aux chiens. « Je le prends comme une insulte à mon combat », affirme la plus célèbre amie des animaux, prête à quitter le port vert où elle se sent désormais « indésirable et rejetée ».

« En me mariant sur un programme précisément destiné à rendre à son authenticité et sa propriété » à Saint-Tropez, M. Spada s'interroge : « Qui a amené ici le vice et l'impudence ? » Il suggère à M. Bardot de sortir de « La Madrague », où, dit-il, « elle vit complètement reculée », pour s'associer à la vie du village et aux efforts de la municipalité.

« En me mariant sur un programme précisément destiné à rendre à son authenticité et sa propriété » à Saint-Tropez, M. Spada s'interroge : « Qui a amené ici le vice et l'impudence ? » Il suggère à M. Bardot de sortir de « La Madrague », où, dit-il, « elle vit complètement reculée », pour s'associer à la vie du village et aux efforts de la municipalité.

Handwritten note: 10/11/89

Société

Les incendies de forêts

Depuis le début de l'année, le feu a ravagé 45 000 hectares

Dix hectares de pinède ont brûlé mardi 8 août, près de Narbonne, sur le massif de la Clappe. L'incendie, circonscrit dans l'après-midi, serait d'origine criminelle. Les pompiers ont constaté qu'au moment de leur intervention deux autres foyers étaient allumés à proximité.

Dans le Finistère, un incendie s'est déclaré mardi en début d'après-midi près de Rivaud. Des vents tourbillonnants ont animé les flammes qui avaient dévasté 3 hectares de broussailles en fin de journée.

Déjà 45 000 hectares de végétation ont brûlé en France depuis le début de l'année, 33 000 hectares en zone méditerranéenne, 12 000 hectares ailleurs, selon M. Armengaud, directeur de l'espace rural et de la forêt. Toutefois, la Côte d'Azur et le département des Alpes-Maritimes ont été relativement épargnés depuis le début du mois de juillet. En 1976, l'année de la grande

sécheresse, ce sont 80 000 hectares qui étaient partis en fumée. M. Jean Armengaud a estimé que les risques d'incendie étaient multipliés cette année en raison des conditions climatiques. Mais on ignore l'origine de 30 % des sinistres. M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, estime que « quelques camions de pompiers supplémentaires » ne permettraient pas de résoudre les problèmes des incendies. Pour lui, il faut développer « l'esprit civique ». C'est pourquoi il a le projet de « confier 1 hectare de forêt à chaque classe primaire », pour informer les jeunes Français sur l'importance de « ce bien collectif indispensable ». Le ministre a confirmé qu'il présenterait, avant la fin du mois, au conseil des ministres, des mesures destinées à accélérer le reboisement et à renforcer la législation concernant le débroussaillage.

JUSTICE

Une expérience originale à la prison de Marseille

Les Baumettes sur minitel

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Pour la première fois en France, le minitel vient de faire son entrée dans le monde pénitentiaire avec l'expérience de service télématique lancée, lundi 8 août, à la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille. Ce nouveau service, 3615 code Baumettes, vise, en priorité, à informer les familles de détenus sur leurs droits et obligations et plus généralement à améliorer la communication entre la prison et l'extérieur. Conçu et géré par le service socio-éducatif de l'établissement, il est constitué par un centre serveur comportant vingt pages d'informations pratiques et comprend également une « boîte aux lettres » permettant l'envoi de messages aux détenus et à l'administration pénitentiaire.

L'idée part des difficultés rencontrées par les familles de détenus dans leurs relations avec la prison. « Nous recevons quatre-vingts appels téléphoniques par jour », explique M. Jean-Pierre Bailly, responsable du service socio-éducatif des Baumettes. Nos interlocuteurs sont souvent épuisés parce que les lignes sont encombrées, qu'ils ont été renvoyés de service en service ou qu'ils se sont présentés inutilement devant la porte de l'établissement. La création d'un service minitel présentait l'avantage de disposer d'un support de communication moderne, efficace et accessible à tous. Dans une première phase, la validité en a été vérifiée auprès de groupes de travail tant de détenus que des familles qui ont immédiatement adhéré au projet.

Toutes les demandes d'information exprimées ne pouvaient pas être satisfaites comme celles, de nature confidentielle, touchant à la situation personnelle des détenus. Mais les cent vingt pages du centre serveur, qui ont été rédigées en collaboration avec l'ensemble des services de la maison d'arrêt, rassemblent



PESIN

une foule de renseignements pratiques à la fois objectifs et précis.

Il s'agit, d'abord, des relations quotidiennes des familles de détenus avec l'établissement et indiquent, par exemple, les démarches à faire pour obtenir un permis de visite ou envoyer de l'argent. Il se rapportent, ensuite, à la vie à l'intérieur de la prison avec l'énumération des diverses animations proposées.

Boîte aux lettres

On y trouve, enfin, tout ce qui a trait à la réinsertion et à l'aménagement des peines (comité de probation, libération conditionnelle, permis de sortir, chantiers extérieurs, etc.).

Le service comporte aussi une « boîte aux lettres » offrant la possibilité aux familles d'adresser aux

détenus des messages d'une dizaine de lignes qui sont imprimés et soumis à la censure ordinaire des lettres ainsi qu'une messagerie administrative permettant de correspondre avec les divers services de l'établissement (tout message laissé recevra une réponse rapide, écrite et personnalisée).

Dans un deuxième temps, vers la fin de l'année, les familles pourront, d'autre part, réserver les périodes par minitel. Le service est également ouvert aux avocats et à toutes les associations ou services entretenus des relations avec l'administration pénitentiaire. « Il ne posait aucun problème de légalité », souligne M. Bailly, puisque le courrier télématique est traité de la même façon que le courrier ordinaire. Il n'a pas été nécessaire, non plus, d'obtenir l'autorisation de la commission informatique et libertés puisqu'il n'y a pas création de fichiers.

Le 3615 code Baumettes évoluera en fonction de l'utilisation qui en sera faite. « Si certaines pages ne sont pas consultées, nous les supprimerons au profit d'autres dont la nécessité se fera jour », indique M. Bailly.

Le budget de l'opération est de l'ordre de 150 000 francs à 170 000 francs, entièrement financé par des sponsors dont la société Bull qui a fourni un ordinateur, très performant, de 40 mégaoctets. Pour amortir les frais de fonctionnement, sur la base de quatre-vingts heures de connexion par mois, le coût d'utilisation pour les familles sera de 0,98 franc à la minute correspondant au tarif intermédiaire du 3615. Les responsables des Baumettes espèrent, cependant, abaisser ce prix en hébergeant, gratuitement, d'autres services similaires d'établissements pénitentiaires qui en seraient demandeurs (le matériel utilisé a la capacité nécessaire pour gérer un grand nombre de serveurs).

Les syndicats de l'établissement ont été informés du projet dès sa mise en route, au début de l'année. « Nous y avons été favorables », déclare un représentant de l'UFAP, M. Patrick Champion, dès lors qu'il contribuait à une meilleure information des familles et qu'il n'allourdisait pas nos charges de travail. « Seule objection formulée, sous l'angle de la sécurité : que les détenus ne soient pas équipés, eux-mêmes, de minitel en cellule ».

A ce sujet, M. Alain Musi, directeur adjoint des Baumettes, est formel : « Il est exclu, en l'état, que les détenus puissent répondre directement aux familles ou à des personnes de l'extérieur ». Il estime, aussi, que le nouveau service — approuvé par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, qui se l'est fait présenter lors de sa visite aux Baumettes, le 25 juillet, dernier — a l'avantage de rationaliser le fonctionnement de la prison. « Il devrait, dit M. Musi, dissiper tous les malentendus sur les droits et obligations des usagers et améliorer les conditions de travail des surveillants ». Aussi, à leur demande, le personnel et les organisations syndicales vont bénéficier, à leur tour, du service sur le 3615 code ADPM (Administration d'Administration pénitentiaire), à la différence près qu'ils disposeront d'une messagerie interactive et non fermée.

Le lancement du 3615 code Baumettes a fait l'objet, d'autre part, d'une campagne de publicité — sous la forme d'affiches apposées, pendant une semaine, sur cent vingt-huit placards de 3 mètres sur 4 mètres à Marseille, Arles et Aix-en-Provence — qui constitue une autre innovation pour l'administration pénitentiaire. Pour faire connaître le service, des affiches seront également distribuées dans les services sociaux et des brochures seront remises à tous les détenus arrivants (il y a six mille écroués par an aux Baumettes pour une population pénale de deux mille trois cents détenus) ainsi qu'à leurs familles, à l'occasion des prières.

« Nous ne prétendons pas avoir trouvé la solution miracle », admet M. Bailly qui se montre toutefois confiant dans les résultats de l'expérience. Selon une enquête, 27 % des familles de détenus possèdent un minitel et plus de 30 % en sont utilisateurs, ce qui représente, selon le service des télécommunications, une excellente base de départ.

GUY PORTE.

Les accidents de la mer se multiplient sur la Côte d'Azur

NICE
de notre correspondant régional

Un nouvel accident s'est produit mardi 8 août, en fin d'après-midi, dans la Baie des Anges, à Nice, où deux scooters des mers se sont heurtés à 500 mètres du rivage. L'un des pilotes, un jeune homme de vingt-trois ans, a été mortellement blessé, le second est sorti indemne de la collision. En l'absence de témoins directs, les circonstances exactes de cet accident n'ont pas été établies.

Selon les déclarations faites aux policiers chargés de l'enquête par le pilote survivant, M. Thierry Perrin, vingt-quatre ans, domicilié à Colmar (Haut-Rhin), le second scooteriste, Jérôme Kratt, demeurant à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), lui aurait brusquement coupé la route sans qu'il ait pu esquiver la moindre manœuvre d'évitement. Au moment du choc, son engin a décollé de l'eau et il est venu frapper Jérôme Kratt en pleine poitrine. Grièvement blessé, celui-ci est décédé dans l'ambulance qui le transportait à l'hôpital.

Cet accident fait suite à plusieurs autres survenus en quelques jours sur la Côte d'Azur et pose, de manière aiguë, le problème de la sécurité en mer.

Le 4 août, au Lavandou (Var), un autre scooter des mers, privé de son pilote, un adolescent, qui avait été désarmé, était venu percuter une baigneuse de cinquante-trois ans, domiciliée à Saint-Gratien (Val-d'Oise), la blessant grièvement à l'abdomen et au thorax. Le maire (UDF) du Lavandou, M. Louis Faedda, avait alors décidé d'interdire pro-

visoirement l'usage de ces engins. Le 6 août, à Agay, également dans le Var, un vacancier de seize ans, demeurant dans l'Isère, qui se baignait à cinquante mètres du rivage, avait été légèrement blessé au pied par l'hélice d'un bateau pneumatique chargé de la surveillance d'un club de voile.

Le lendemain, un puissant cabin-croiseur éperonnait, dans le golfe de Saint-Tropez, un petit bateau de plaisance, tuant l'une des passagères de celui-ci, M^{me} Arlette Fanta, quarante-trois ans, qui habitait Marseille. Le pilote, un ressortissant néerlandais, a été inculpé, le lendemain, par un juge d'instruction de Draguignan et écroué.

Mardi, enfin, toujours dans le département du Var, près de l'île des Embiez, un plongeur en apnée, originaire de la région parisienne, avait été touché à la tête et au thorax par l'hélice d'une petite vedette à moteur alors qu'il remontait à la surface. Il avait omis de signaler sa présence par une bouée rouge, pourtant obligatoire.

Pour renforcer les normes de sécurité en vigueur, le ministre délégué chargé de la mer, M. Jacques Mink, avait pris les 9 et 26 juillet deux arrêtés réglementant les conditions d'utilisation des véhicules nautiques à moteur (scooters des mers) ainsi que motos des mers et planches à voile à moteur. Ces textes, qui n'entreront en application que le 1^{er} juillet 1990, rendent notamment obligatoire, sur les scooters des mers, un dispositif de coupure automatique du moteur en cas d'éjection du pilote et prévoient l'étude d'un nouveau carénage de l'hélice.

G. P.

Les notaires parisiens craignent la concurrence des futurs avocats-conseils

La réforme des professions d'avocat et de conseil juridique, à l'étude actuellement au ministère de la justice, inquiète les notaires. Le rapprochement prévu entre ces deux professions pourrait leur faire du tort. C'est du moins l'avis de la Chambre des notaires de Paris, qui, préoccupée par la concurrence que pourraient exercer à leur encontre les futurs avocats-conseils, a consacré, mardi 8 août, une conférence de presse à ce problème.

Comme ils le font savoir depuis un certain temps par voie de publicité, les notaires ne se bornent pas à régler les successions familiales ou à enregistrer des cessions de biens immobiliers. De plus en plus souvent, ils exercent aussi une fonction de conseil juridique auprès des particuliers et des entreprises. Une concurrence de fait les oppose aux avocats, qui, contrairement à l'image qu'on a d'eux, ne font pas que plaider. Quant aux conseils juridiques, leur dénomination dit bien quelle est leur principale activité.

Trop de professionnels du droit (avocats, huissiers, avoués, notaires, conseils juridiques...) offrent d'assister les particuliers ou les entreprises, qui, souvent, ont du mal à s'y retrouver dans ce dédale de compétences et d'étriquettes. Ajouté à la concurrence qu'exercent les juristes européens, de mieux en mieux implantés en France, cet émiettement a fait des professions juridiques et judiciaires un secteur mal préparé à l'ouverture des frontières en 1993.

Ouverture

Le ministère de la justice et celui des Affaires européennes ont pris récemment la dimension du problème. Sur la base d'un rapport commandé à M^{re} Dominique Saint-Pierre, avocat à Lyon, la chancellerie travaille actuellement à un projet de loi qui devrait notamment avoir pour effet de faciliter le rapprochement entre les professions d'avocat et de conseil juridique (Le Monde du 4 juillet).

Sans le dire explicitement, les 7 400 notaires français craignent de ne pas faire le poids lors de ce rapprochement entre les 17 600 avocats et les 4 800 conseils juridiques exerçant.

Tel était l'objet de la conférence de presse réunie mardi à Paris par M^{re} Bernard Monassier, président de la Chambre des notaires de la capitale, qui a jugé « simpliste et autoritaire » la méthode consistant à fusionner « les avocats et les conseils juridiques ».

Les notaires parisiens demandent, au contraire, aux pouvoirs publics de faciliter un rapprochement entre eux-mêmes et les conseils juridiques qui le désirent, au même titre que le projet de la chancellerie incitera ces derniers à s'entendre avec les avocats. M^{re} Monassier réclame, en outre, davantage de liberté pour les notaires. Ceux-ci devraient pouvoir adopter un statut de société anonyme ou de société à responsabilité limitée ; les notaires doivent pouvoir, a-t-il dit, être salariés et se constituer en « réseaux nationaux, voire internationaux ».

En contrepartie, les notaires, qui ont la réputation d'être une profession « fermée », a déclaré leur président, sont prêts à « s'ouvrir ». Ils sont environ quatre cents à Paris et se verraient sans crainte un millier d'ici dix ans.

B. L. G.

DÉFENSE

Une nouvelle lettre de protestation

Le malaise des gendarmes s'étend

Des gendarmes de Bourgogne viennent à leur tour de protester contre leurs conditions de travail dans une lettre ouverte à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense. Après leurs collègues de Savoie, de Rhône-Alpes et les sous-officiers de l'Oise (Le Monde du 27 juillet et des 6-7 août), ce groupe de gendarmes qui est resté anonyme (devoir de réserve oblige) se plaint de devoir travailler « au bas mot soixante heures à soixante-dix heures par semaine », d'être « logés dans des logements qui ne sont plus entretenus », de devoir faire le ménage dans leurs bureaux, le tout « pour la somme mensuelle de 7 000 francs environ ». « La gendarmerie est malade, (...) cette maladie me en péril l'Etat, son autorité, sa crédibilité et la sécurité des citoyens », écrivent-ils encore.

Le président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS), a chargé un député, l'ancien secrétaire d'Etat à la défense Georges Lemoine, d'une mission d'information destinée à « faire la synthèse » sur les conditions de vie dans la gendarmerie. L'ancien ministre de la défense Charles Hernu a estimé, mardi 8 août, qu'« il faut entendre l'appel des gendarmes » et que « les pouvoirs publics doivent prendre des mesures ».

M. Chevènement, ministre de la défense, avait assuré récemment que la gendarmerie « n'est pas en crise » et qu'il faut « se garder de toute généralisation ». Il reconnaissait cependant qu'il existe « des brigades surchargées », et avait présenté fin avril un « plan de redéploiement » destiné à soulager les zones les plus chargées en déplaçant les effectifs. Mais, selon une enquête publiée récemment par l'Essor, organe officiel de l'Union nationale du person-

nel en retraite de la gendarmerie, faisant un peu office de porte-parole de la corporation, 76 % des gendarmes souhaiteraient pouvoir se syndiquer, et 46 % d'entre eux qualifient de « médiocres » leurs relations avec la hiérarchie.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauve (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wais.

Rédacteur en chef :
Daniel Veret.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Taper LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Remise en vente sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél : MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27

Tél : MONDPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE

3 mois 365 F

6 mois 720 F

9 mois 1 030 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

1 an 1 300 F

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

92.1 MON003

Après la mort d'un détenu à Loos-les-Lille

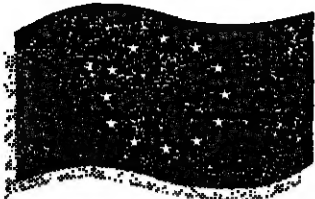
La thèse du suicide est confirmée par l'autopsie

Jose Ribero, détenu de vingt-quatre ans, condamné en 1987 à cinq ans de prison pour consommation et trafic de stupéfiants, découvert pendu le 3 août dans sa cellule de la prison de Loos-les-Lille (Le Monde du 8 août), s'est suicidé, conclut le rapport d'autopsie : « La thèse du suicide ne fait aucun doute et il n'y a pas eu intervention d'un tiers », a déclaré, mardi 8 août, le procureur de la République à Lille.

L'avocat de la famille de Jose Ribero avait déposé, lundi, une plainte contre X pour homicide volontaire et non-assistance à personne en danger auprès du tribunal de Lille.

Les proches du détenu, qui contestaient la thèse du suicide, avaient affirmé que Jose Ribero avait été victime de menaces de la part de certains prisonniers qui se hâtaient d'impliquer dans un trafic de drogue à l'intérieur même de la prison.

Le Monde INTERNATIONAL



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

cherche à titre temporaire

3 AGENTS TEMPORAIRES HAUTEMENT QUALIFIÉS (niveau A) (m/m)

un agent réf. 137/89

pour développer l'action de la Commission dans le domaine de la formation professionnelle des agents des douanes, notamment l'examen des multiples actions de formation des différents administrateurs nationaux et l'échange des fonctionnaires entre administrations.

Qualifications requises:

□ être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; □ études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme dans le domaine du droit ou de l'économie; □ avoir une expérience professionnelle post-universitaire de 5 ans acquise auprès d'une administration nationale et dans le domaine de la législation douanière; □ avoir une connaissance du droit douanier ainsi que de la politique douanière communautaire et une expérience dans le domaine de la formation professionnelle douanière; □ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; □ être âgé de moins de 40 ans.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage très vivement les candidatures féminines. Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération. Le contrat sera proposé pour une durée minimale de trois ans et au maximum cinq ans non renouvelables. Les candidats jugés les mieux qualifiés pour l'emploi seront convoqués à un entretien. À cette occasion, des précisions relatives au traitement et à la nature des fonctions pourront leur être fournies. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, de préférence dactylographié, l'accompagnant des pièces justificatives, au plus tard le 06-09-1989 (le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante: COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES, en précisant, sur l'enveloppe également, la référence adéquate.

un agent réf. 147/89

pour la surveillance et suivi des législations nationales TVA et pour participer aux contrôles des ressources propres.

Qualifications requises:

□ être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; □ études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme; □ avoir une expérience professionnelle post-universitaire d'au moins 15 ans dans l'analyse des systèmes fiscaux et d'au moins quatre années dans la gestion du système de TVA d'un État membre au sein d'une administration nationale; □ posséder une connaissance approfondie des législations TVA des États membres et du système commun de TVA (6ème Directive); □ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; □ être âgé de moins de 55 ans.

un agent réf. 227/89

pour la collaboration à la conception, l'élaboration et à la révision des textes officiels de portée générale dans le domaine de la réglementation financière et budgétaire.

Qualifications requises:

□ être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; □ études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme dans le domaine du droit ou de l'économie; □ avoir une expérience professionnelle post-universitaire de 5 ans acquise auprès d'une administration publique nationale, de préférence financière ou budgétaire; □ avoir une connaissance du système budgétaire communautaire; □ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; □ être âgé de moins de 50 ans.



École supérieure des Arts et des Médias de Cologne

Le Land de la Rhénanie du Nord-Westphalie (République fédérale d'Allemagne) a récemment créé à Cologne l'École supérieure des arts et des médias. Cette année, le ministre de la science et de la recherche du Land a nommé son directeur. Les cours débuteront en 1990. Ils se présenteront dans un premier temps sous forme de sections pilotes de troisième cycle garantissant une qualification supplémentaire. Pour assurer ces cours, l'école offre trois postes de professeur (niveau doctoral d'État ou équivalent); deux sont à pourvoir dès maintenant, le troisième à partir du 1^{er} octobre 1989.

L'École supérieure des arts et des médias de Cologne n'est pas exclusivement un établissement de formation, elle a aussi pour rôle de se consacrer aux nouveaux médias dans le cadre de projets de recherche et de développement artistiques et d'apporter ainsi sa contribution à leur intégration dans le domaine culturel.

L'école tient à ce que ses activités, la participation de personnalités venues du monde des arts et des médias et sa coopération avec des institutions à l'étranger reflètent sa dimension européenne et internationale.

Nous proposons les postes de professeur suivants:

— Télévision/cinéma

(C4, à pourvoir dès maintenant)

Ce poste exige la réalisation de performances de haut niveau dans le domaine artistique et une très bonne expérience de la production télévisée et cinématographique internationale; l'accent portera en particulier sur la création d'images par des systèmes électroniques.

— Art médiatique

(C4, à pourvoir dès maintenant)

Sont souhaitées pour ce poste d'excellentes performances artistiques dans le domaine des nouveaux médias (par exemple vidéo, holographie, réalisations « multimédia », etc.).

— Dessin et animation sur ordinateur

(C4, à pourvoir à partir du 1^{er} octobre 1989)

Ce poste requiert une grande expérience de la création artistique et de la technologie des médias au niveau de la création et de l'application d'images de synthèse et de leur interaction avec d'autres médias comme par exemple, le cinéma, la télévision, la vidéo, la musique, etc.

Les futurs titulaires des postes devront non seulement enseigner leurs spécialités et leurs bases théoriques, mais également participer aux projets de développement artistiques et à la recherche fondamentale. En outre, ils devront contribuer activement au développement de l'école et se montrer disposés à coopérer avec les disciplines voisines. Les postes à pourvoir exigent une bonne connaissance de la langue allemande.

En plus des conditions générales résultant du Code du travail, les candidats hommes et femmes doivent satisfaire aux exigences requises par le § 27 de la loi de l'enseignement supérieur du Land Rhénanie du Nord-Westphalie en matière de recrutement. La rémunération accordée se situera entre 70 000 DM et 100 000 DM par an, ce qui correspond à l'échelon C4 du barème allemand des traitements pour l'enseignement supérieur.

De plus amples informations concernant l'École supérieure des arts et des médias peuvent être fournies sur demande. Si vous êtes intéressé(e) par l'un de ces postes, nous vous proposons d'envoyer un dossier de candidature dans les quatre semaines qui suivent la parution de cette annonce à l'adresse suivante:

An den Gründungsbeauftragten
Kunsthochschule für Medien
Peter-Welter-Platz 2,
5000 Köln 1/
République fédérale d'Allemagne.
Tél.: 19/49/221/23.46.33



LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET AIDE HUMANITAIRE

cherche pour l'école d'agro-foresterie de Nyamishaba
près de Kibuye (Rwanda)

UN(E) INGÉNIEUR FORESTIER

disposant d'une solide formation universitaire et d'expérience dans le domaine de la formation.

Age minimal: 28 ans.

Lieu d'affectation: Kibuye/Rwanda.

Contrat: 2 ans, renouvelable.

Entrée en fonction: dès que possible.

Pour des informations plus concrètes, veuillez vous adresser à

DDA, section du personnel, à l'att. M. G. Siegfried
3003 Berne, Suisse. Tél.: 031/61-35-70.



CHAIRE DE LANGUES ROMANES

Le Conseil d'administration cherche à pourvoir le poste ci-dessus.

Date limite de réception des candidatures:

31 août 1989

Toute autre information peut être obtenue auprès du secrétaire général.

U.C.G., THE REGISTRAR, CO, GALWAY, IRLANDE.

COORDINATEUR

chargé de projets agricoles à long terme

Le poste ci-dessus est disponible au Centre de liaison pour l'Environnement international, qui rassemble des organisations non gouvernementales œuvrant dans les domaines de l'environnement et du développement et dont le siège se trouve à NAIROBI, au KENYA.

Qualifications et expérience:

Nous recherchons une personne diplômée en agriculture et faisant preuve d'initiative personnelle pour assurer le développement de projets agricoles à long terme dans les domaines tels que les pesticides et les déchets toxiques, la conservation du sol et de l'eau; les problèmes relatifs à la diversité biologique et à la synergie. Les candidats doivent avoir au moins deux ans d'expérience professionnelle dans les activités relatives à la liaison internationale et à la formation de réseau à tous les niveaux. Une bonne connaissance du français et/ou de l'arabe, outre l'anglais, est nécessaire.

Attributions et responsabilités:

- Exécution et initiation des projets dans la formation de réseau et l'échange d'informations dans le cadre d'un programme triennal;
- Maintenance et élargissement de contact avec les ONG œuvrant dans le domaine des projets agricoles à long terme;
- Conseil et assistance aux autres membres du personnel sur les problèmes qui touchent les projets agricoles à long terme.

Le salaire est négociable dans le cadre du barème normal de l'organisation et dépendra des qualifications et de l'expérience.

Les candidatures doivent nous parvenir le 15 juillet 1989 au plus tard, accompagnées d'informations détaillées sur les qualifications, l'expérience, les conditions d'emploi présentes, les recommandations (noms et adresses de trois personnes) et une date de début d'emploi la plus proche possible. Elles doivent être adressées à:

LE DIRECTEUR EXÉCUTIF CLEI
B.P. 72461, NAIROBI (Kenya)

ASSOCIATION HUMANITAIRE

RECHERCHE

pour mission à long terme en
AFRIQUE

UN COORDINATEUR MEDICAL

Qualité requise:

- expérience de la direction d'une équipe sur place,
- gestion administrative et financière,
- relations publiques,
- de préférence bilingue,
- anglais courant indispensable.

Env. à l'AP 8458 le Monde
Publité 6, rue Montcaumon
75007 PARIS

Un emploi en Suisse?
La clinique médico-
chirurgicale Valère, 1823
Glérol/Montreux (CH) cher-
che pour année immédiate
(urgent)

UNE DIÉTÉTICIENNE
DIPLOMÉE

Veuillez adresser vos offres
à la direction, ou prendre
contact par téléphone au
(01) 41-21-963-43-51.
Demander monsieur FETZ.

automobiles

Portes 811 Ceyron
RS 2.7 16 176

Touring transformée en ver-
sion allégée, blanche et
coupe, moteur 1 600 km
seulement, comme neuve, à
partir de 176 000 DM
Tél. 19 49 6232/28122.

capitaux propositions commerciales

Alex est un système finan-
cier de haute qualité.
Nous recherchons pour ce
système un agent distribu-
teur pour la France.
Nous espérons une réponse
rapide de préférence en
anglais, adressée à S-1 Tre-
ding Oy, Siltänseläntie 5 E,
00210 Helsinki, Finlande, ou
par télécopie numéro +358 0 922 1094.

villégiature

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
300 chambres simples
100 per cent, demi-pension,
Rens.: 172 New Kent Road
LONDON SE1 4YT-GB.
19-44-1-703-4-1-75.

Le Monde CADRES

Important Groupe International de
Travaux publics cherche La défense
recherche pour ses départements
Devis/Estimation, Bureau d'études,
Bureau des méthodes

JEUNES DIPLOMES TITULAIRES d'un DUT GENIE CIVIL ou équivalent

débuts ou possédant une première expérience
d'environ 3 ans acquise si possible dans le secteur
des Travaux Publics ou de la Construction Métallique.
Connaissance de l'anglais exigée.

Adresser CV, photo et prétentions, sous la
référence 59016 à MEDIA SYSTEM
S/S Impasse des 2 Cousins,
75648 Paris Cedex 17.

DUMEZ complète l'effectif
de son école de chantier à Ajakuta (NIGERIA)
et recherche:

COUPLE D'ENSEIGNANTS

pour scolariser avec l'appui du CNED les enfants de son personnel
expatrié.

- l'un assurera la direction de l'école (40 élèves environ) et le suivi des disciplines scientifiques jusqu'en 3^e incluse.
- l'autre exercera dans le primaire.

Expérience comparable souhaitée.

Postes à pourvoir mi-septembre/début octobre 89. Logement en
basse vie.

Conditions de travail agréables.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 071 à Dumez,
Direction du Personnel, 345 avenue Georges Clemenceau,
92022 Nanterre Cedex.



DES HOMMES QUI ENTREPRENNENT

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, le Monde consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.


La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent

donc aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre le Monde et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
60 - OISE			78 - YVELINES			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
4 pièces, park. 89 m ² , 3 ^e étage	15, av. Marie-Arnold LOC INTER - 47-45-19-97	3.407 + 1 047	3 pièces + loggia 73 m ² , 5 ^e étage	Montigny-le Bretonneux 7, allée des Epines SGI-CNP - 30-44-01-13	2.580 + 840	4 pièces, park. 82 m ²	Issy-les-Moulineaux rue J.-P. Timbaud SAGGEL - 48-08-80-36	5.400 + 704
PARIS			Maison 6 pièces, 132 m ² balc., jardin	Noisy-le-Roi 58, av. Georges-Buffon SGI-CNP - 30-44-01-13	7.752 + 464	Studio 30 m ² , 7 ^e étage	Neuilly-sur-Seine 110, av. du Roule AGF - 42-44-00-44	3.000 + 350
11^e ARRONDISSEMENT			3 pièces 72 m ² , 8 ^e étage	Poissy 5, av. des Ursulines SGI-CNP - 30-74-32-14	3.042 + 918	3 pièces 74 m ² , 8 ^e étage	Puteaux 18, av. G. Pompidou AGF - 42-44-00-44	4.850 + 740
Studio meublé 35 m ² , rez-de-ch.	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.170 CC/sem.	3 pièces, park. 63 m ² , 3 ^e étage	Saint-Germain-en-Laye 14-18, r. du Dr-Timéit LOC INTER - 47-45-19-97	4.023 + 880	2 pièces 50 m ² , 1 ^{er} étage	Puteaux 1, rue Volta AGF - 42-44-00-44	3.230 + 460
Studio meublé 28 m ² , R.-de-Ch.	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	1.740 CC/sem.	Maison, 130 m ²	Saint-Germain-en-Laye 20-22, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85	9.300 + 705	4 pièces 89 m ² , 1 ^{er} étage	Saint-Cloud 6, square Sainte-Clotilde AGF - 42-44-00-44	6.370 + 800
2 pièces meublées 45 m ² , 5 ^e étage	74, rue Amélot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.480 CC/sem.	6 pièces, park. jard., cheminée	Saint-Nom-la-Bretèche 9, rue du Vieux-Puits SAGGEL - 47-78-15-85	7.900 + 680	3 pièces, park. 70 m ² , 2 ^e étage	Saint-Cloud 14, rue de la Libération SAGGEL - 48-08-80-36	4.990 + 453
2 pièces 53 m ² , 4 ^e étage	6-8, rue des Buis AGF - 42-44-00-44	4.190 + 430	5 pièces, park. 132 m ² , r.-de-jardin garage, mezzanine	Versailles 98 bis, av. de Paris SAGGEL - 48-08-95-70	5.500 + 531	3 pièces, park. 66 m ² , rez-de-ch.	Sèvres 10, route des Postillons SAGGEL - 48-08-80-36	3.850 + 672
12^e ARRONDISSEMENT			4/5 pièces 119 m ² , 3 ^e étage	Voisins-le Bretonneux 2, rue des Berges SGI-CNP - 30-57-94-57	4.280 + 719	2 pièces 58 m ² , 2 ^e étage	Suresnes 20, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 42-44-00-44	4.953 + 897
3 pièces 84 m ² , 12 ^e étage	18 bis, bd de la Bastille AGF - 42-44-00-44	8.000 + 980	92 - HAUTS-DE-SEINE			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
4 pièces 85 m ² , 11 ^e étage	20 bis, bd de la Bastille AGF - 42-44-00-44	7.800 + 990	2 pièces, park. 47 m ² , 1 ^{er} étage	24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	4.357 + 463	4 pièces, park. 98 m ² , 7 ^e étage	Paris 19, av. J.-Léon LOC INTER - 47-45-19-97	4.853 + 897
4 pièces 117 m ² , 2 ^e étage	8-10, rue Jules-César AGF - 42-44-00-44	10.400 + 1 340	2 pièces 50 m ² , 8 ^e étage	Courbevoie 3, avenue du Parc AGF - 42-44-00-44	3.300 + 310	94 - VAL-DE-MARNE		
16^e ARRONDISSEMENT			2 pièces 48 m ² , 8 ^e étage	Courbevoie 3, avenue du Parc AGF - 42-44-00-44	2.800 + 300	3 pièces, park. 69 m ² , 3 ^e étage	Charenton-le-Pont 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-19-97	5.651 + 804
3 pièces, park. 77 m ² , 4 ^e étage	10, rue Auguste-Maquet LOC INTER - 47-45-19-97	7.698 + 688	3 pièces, parking 78 m ² , r.-de-ch.	Garches 17, rue des 4-Vents SAGGEL - 48-08-95-70	3.980 + 1.082	2 pièces + park. 46 m ² , 2 ^e étage	Saint-Mandé 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	4.150 + 477
4 pièces 120 m ² , 4 ^e étage	80, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44	10.200 + 1.940	PARIS-12^e					
2 pièces 89 m ² , 1 ^{er} étage	19, rue Raymond SAGGEL - 47-42-44-44	7.230 + 1.872						
2 pièces 68 m ² , 5 ^e étage	11/13, rue Gros SAGGEL - 47-42-44-44	5.050 + 829	20, BD DE LA BASTILLE					
2/3 pièces 74 m ² , 2 ^e étage	135, av. de Versailles SAGGEL - 47-42-44-44	5.560 + 1.162	Immeuble de standing, face au port de plaisance, dans un quartier agréable à proximité du M ^o Quai-de-la-Rapée.					
19^e ARRONDISSEMENT			AGF Location - 27, rue Laffitte, 75009 PARIS.					
4 pièces 83 m ² , 6 ^e étage	12, rue Belleville AGF - 42-44-00-44	4.965 + 1.260						
3 pièces 81 m ² , 3 ^e étage	2-10, rue de Joinville AGF - 42-44-00-44	4.922 + 680						

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



PROCHAINE PARUTION LE MERCREDI 23 AOUT DATÉ 24

هنا من الاصل

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

2^e arrdt

GRANDS BOULEVARDES.
Imm. rav. 3^e, asc. Studio
réf. nat. S. de br. cuis.
320 000 F. ar. 45-04-05-06.
pos. 45-04-05-06.

3^e arrdt

A VENDRE APPART.
VOSGES (25 m) dans
immeuble 19^e s. restauré.
ave. l'art par cré. 103 m²
Tél. 45-04-15-04-84. (v. 9 H)

4^e arrdt

BRETAGNE-TURENNE.
4 PCHS. 1^{er} étage, sur rue et
cours. 500 000 F.
PRD. 1. 700 000 F.
45-04-04-04.

5^e arrdt

EXCEPTIONNEL
RUE DE LA REYNE
BEAU DUPLEX, 5 PCHS
Pierre de t., entrée, dble ad.
bais. 3 chbres, 2 bns, 2
sacs. 300 000 F. 45-04-35-35.

6^e arrdt

EXCEPTIONNEL
Neuf jama. hab. dans
immeuble XVIII^e siècle
vendu appart. 98 m²
5 950 000 F.
+ appart. 118 m²
+ 2 chbres, 2 bns, 2
sacs. 5 950 000 F.
45-04-04-04.

7^e arrdt

EXTRAORDINAIRE
Superbe mod., 3 chbr., jrd.
550 000 F. ar. 45-04-10-04.

8^e arrdt

RUE DE DOUAN
Dans bel imm., pierre de t.,
2/3 pch., carrel. A rénover.
Mobilier, chbr., cuis., cave,
garden, dig. 719 000 F.
ar. 45-04-35-35.

9^e arrdt

BEAU 3 P. 990 000 F
Imm. 2 chbr., 2 bns, 2
sacs, cave, dig. 990 000 F.
Tél. 45-04-35-35.

10^e arrdt

BEAU 5 pièces de 105 m²
Imm. 1730 000 F.
M. GARE DU NORD, IMM.
PIERRE DE TAILLE

11^e arrdt

OPERA BASTILLE
Superbe rénovation, 58 m²,
pierre, pierre apparente,
sacré. 42-81-22-81.

12^e arrdt

PORT D'ORLÈANS
3 PCHS. 1 260 000 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

13^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

14^e arrdt

PARIS 14^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

15^e arrdt

PARIS 15^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

16^e arrdt

PARIS 16^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

17^e arrdt

PARIS 17^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

18^e arrdt

PARIS 18^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

19^e arrdt

PARIS 19^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

20^e arrdt

PARIS 20^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

21^e arrdt

PARIS 21^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

22^e arrdt

PARIS 22^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

23^e arrdt

PARIS 23^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

24^e arrdt

PARIS 24^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

appartements achats

17^e arrdt

AV. DE CLICHY. Imm.
rénov. 60 STUDIO.
STYLE LOFT. Cuis., bns, w.c.,
poutres, chbr., balle décor.
519 000 F. 45-04-35-35.

18^e arrdt

OLYMPIQUE
BEAU 2 PCHS 619 000 F
4^e ét. bon imm. proche
Cité des Fleurs. Entrée
 indép. 1 chbr., cuis. s.d.b.,
dble ad. 45-04-35-35.

19^e arrdt

CITE DES FLEURS. bel
imm. rav. 3 pch., cuis.,
équip. 675 000 F.
CLAS. 875 000 F.
45-04-04-04.

20^e arrdt

EXCEPTIONNEL
RUE DE LA REYNE
BEAU DUPLEX, 5 PCHS
Pierre de t., entrée, dble ad.
bais. 3 chbres, 2 bns, 2
sacs. 300 000 F. 45-04-35-35.

21^e arrdt

EXCEPTIONNEL
Neuf jama. hab. dans
immeuble XVIII^e siècle
vendu appart. 98 m²
5 950 000 F.
+ appart. 118 m²
+ 2 chbres, 2 bns, 2
sacs. 5 950 000 F.
45-04-04-04.

22^e arrdt

EXTRAORDINAIRE
Superbe mod., 3 chbr., jrd.
550 000 F. ar. 45-04-10-04.

23^e arrdt

RUE DE DOUAN
Dans bel imm., pierre de t.,
2/3 pch., carrel. A rénover.
Mobilier, chbr., cuis., cave,
garden, dig. 719 000 F.
ar. 45-04-35-35.

24^e arrdt

BEAU 3 P. 990 000 F
Imm. 2 chbr., 2 bns, 2
sacs, cave, dig. 990 000 F.
Tél. 45-04-35-35.

25^e arrdt

BEAU 5 pièces de 105 m²
Imm. 1730 000 F.
M. GARE DU NORD, IMM.
PIERRE DE TAILLE

26^e arrdt

OPERA BASTILLE
Superbe rénovation, 58 m²,
pierre, pierre apparente,
sacré. 42-81-22-81.

27^e arrdt

PORT D'ORLÈANS
3 PCHS. 1 260 000 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

28^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

29^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

30^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

31^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

32^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

33^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

34^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

35^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

36^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

37^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

38^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

39^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

appartements achats

17^e arrdt

AV. DE CLICHY. Imm.
rénov. 60 STUDIO.
STYLE LOFT. Cuis., bns, w.c.,
poutres, chbr., balle décor.
519 000 F. 45-04-35-35.

18^e arrdt

OLYMPIQUE
BEAU 2 PCHS 619 000 F
4^e ét. bon imm. proche
Cité des Fleurs. Entrée
 indép. 1 chbr., cuis. s.d.b.,
dble ad. 45-04-35-35.

19^e arrdt

CITE DES FLEURS. bel
imm. rav. 3 pch., cuis.,
équip. 675 000 F.
CLAS. 875 000 F.
45-04-04-04.

20^e arrdt

EXCEPTIONNEL
RUE DE LA REYNE
BEAU DUPLEX, 5 PCHS
Pierre de t., entrée, dble ad.
bais. 3 chbres, 2 bns, 2
sacs. 300 000 F. 45-04-35-35.

21^e arrdt

EXCEPTIONNEL
Neuf jama. hab. dans
immeuble XVIII^e siècle
vendu appart. 98 m²
5 950 000 F.
+ appart. 118 m²
+ 2 chbres, 2 bns, 2
sacs. 5 950 000 F.
45-04-04-04.

22^e arrdt

EXTRAORDINAIRE
Superbe mod., 3 chbr., jrd.
550 000 F. ar. 45-04-10-04.

23^e arrdt

RUE DE DOUAN
Dans bel imm., pierre de t.,
2/3 pch., carrel. A rénover.
Mobilier, chbr., cuis., cave,
garden, dig. 719 000 F.
ar. 45-04-35-35.

24^e arrdt

BEAU 3 P. 990 000 F
Imm. 2 chbr., 2 bns, 2
sacs, cave, dig. 990 000 F.
Tél. 45-04-35-35.

25^e arrdt

BEAU 5 pièces de 105 m²
Imm. 1730 000 F.
M. GARE DU NORD, IMM.
PIERRE DE TAILLE

26^e arrdt

OPERA BASTILLE
Superbe rénovation, 58 m²,
pierre, pierre apparente,
sacré. 42-81-22-81.

27^e arrdt

PORT D'ORLÈANS
3 PCHS. 1 260 000 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

28^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

29^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

30^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

31^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

32^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

33^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

34^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

35^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

36^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

37^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

38^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

39^e arrdt

PARIS 13^e BUTTE AUX CAILLES
Maison de caractère 7 P, 130
m², 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F
Imm. 1963. 990 F

appartements achats

17^e arrdt

AV. DE CLICHY. Imm.
rénov. 60 STUDIO.
STYLE LOFT. Cuis., bns, w.c.,
poutres, chbr., balle décor.
519 000 F. 45-04-35-35.

18^e arrdt

OLYMPIQUE
BEAU 2 PCHS 619 000 F
4^e ét. bon imm. proche
Cité des Fleurs. Entrée
 indép. 1 chbr., cuis. s.d.b.,
dble ad. 45-04-35-35.

19^e arrdt

CITE DES FLEURS. bel
imm. rav. 3 pch., cuis.,
équip. 675 000 F.
CLAS. 875 000 F.
45-04-04-04.

20^e arrdt

EXCEPTIONNEL
RUE DE LA REYNE
BEAU DUPLEX, 5 PCHS
Pierre de t., entrée, dble ad.
bais. 3 chbres, 2 bns, 2
sacs. 300 000 F. 45-04-35-35.

21^e arrdt

EXCEPTIONNEL
Neuf jama. hab. dans
immeuble XVIII^e siècle
vendu appart. 98 m²
5 950 000 F.
+ appart. 118 m²
+ 2 chbres, 2 bns, 2
sacs. 5 950 000 F.
45-04-04-04.

22^e arrdt

EXTRAORDINAIRE
Superbe mod., 3 chbr., jrd.
550 000 F. ar. 45-04-10-04.

23^e arrdt

RUE DE DOUAN
Dans bel imm., pierre de t.,
2/3 pch., carrel. A rénover.
Mobilier, chbr., cuis., cave,
garden, dig. 719 000 F.
ar. 45-04-35-35.

24^e arrdt

BEAU 3 P. 990 000 F
Imm. 2 chbr., 2 bns, 2
sacs, cave, dig. 990 000 F.
Tél. 45-04-35-35.

25^e arrdt

BEAU 5 pièces de 105 m²
Imm. 1730 000 F.
M. GARE DU NORD, IMM.
PIERRE DE TAILLE

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n° 8

L'ALMANACH DE 1789 :

● Août 1789 au jour le jour : la Grande Peur court la campagne. ● 4 août : l'abolition des privilèges. ● 26 août : la Déclaration des droits de l'homme • Culture : la naissance de la presse parlementaire • L'homme du jour : La Fayette • Etranger : comment la Révolution a été accueillie en Allemagne et en Grande-Bretagne.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

● Libres et égaux : les points de vue de Marcel Gauchet, Madeleine Reberieux, Elisabeth de Fontenay • Le récit des débats parlementaires et la discussion sur les 17 articles de la Déclaration. • Les racines des droits de l'homme dans l'Ancien Régime : la Contre-Réforme catholique en fut-elle le pré-curseur ? • Portrait : Thomas Paine, le passager des droits. • Relire aujourd'hui : Edmund Burke, penseur de la contre-révolution.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

A Dakar, « Toussaint-Louverture », le plus grand spectacle du Bicentenaire réalisé hors de France. • La « Marseillaise noire » de Lamar-tine • Les livres du mois et toutes les manifestations culturelles à Paris et en Province.

Le Monde

N°8

MENSUEL

AOUT 1989

SPECIAL

CLF 89

de la Révolution française

AOUT 1789

LA VIOLENCE ET LA LOI

La Grande Peur

L'abolition des privilèges

Les droits de l'homme

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

1000

Économie

SOMMAIRE

■ En obligeant Ferruzzi à liquider ses positions sur le soja, les autorités du Chicago Board of Trade ont affaibli la crédibilité de leur institution qui fixe les prix agricoles mondiaux (lire page 15).

■ Les événements de la place Tiananmen risquent d'avoir d'importantes conséquences sur l'économie chinoise, indique un rapport de la CIA (lire ci-dessous).

■ En s'appropriant à lancer une OPA sur la groupe Vitoire, Suez tente une percée décisive dans les assurances (lire page 15).

■ L'association française des cercles de qualité est mise en liquidation judiciaire (lire ci-dessous).

SOCIAL

Alors que le CNPF s'appête à nommer son « M. Social »

La politique contractuelle en roue libre

Le conseil exécutif du CNPF désignera, le 4 septembre, le successeur de M. Pierre Guillen à la présidence de sa commission sociale. Selon des fortes probabilités, M. Jean-Louis Giral, cinquante-cinq ans, ancien président de la Fédération nationale des travaux publics, FDC de Desquenne et Giral, qui a récemment fait son entrée sur le second marché, devrait succéder à M. Guillen. Aujourd'hui président de la Fédération de l'industrie européenne de la construction, M. Giral avait démissionné en octobre 1985 de la vice-présidence du CNPF pour protester contre l'« autoritarisme » de M. Cattaz. En décembre 1986, lors de l'élection du président du CNPF, il avait soutenu M. Chotard contre M. Périgot. Il est également conseiller régional d'Ile-de-France rattaché au groupe RPR.

Les uns après les autres, les grandes figures de la vie sociale quittent l'avant-scène. M. Edmond Maire, M. André Bergeron puis M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, ont abandonné leurs fonctions. Il y a trois ans, le véritable prédecesseur de ce dernier, M. Yvon Chotard, avait aussi, dans un climat plus conflictuel, tiré sa révérence. Or le

point commun à toutes ces personnalités, si différentes et parfois même si opposées, est l'attachement à la politique contractuelle, longtemps symbolisée par la signature d'accords nationaux interprofessionnels.

Pendant quarante ans, et à différents niveaux, M. Guillen a négocié avec les syndicats. M. Bergeron a bataillé pendant vingt-cinq ans pour

la conclusion de contrats collectifs basés sur la recherche du compromis. Plus tardivement, à partir du « recentrage » de 1978, M. Maire a reconnu à la négociation sociale ses vertus et lui a fait une place dans l'action syndicale. Aujourd'hui, c'est bien la politique contractuelle, ou du moins une certaine conception de celle-ci, qui risque de faire les frais des successions en cours ou à venir.

Tout en affirmant sa fidélité au contrat collectif, M. Marc Blondel, le nouveau secrétaire général de l'FO, a fait entendre sa différence en mettant en cause une pratique contractuelle qui lui paraît guidée depuis plusieurs années par les cahiers de revendications du patronat. Plus que jamais, M. Jean Kaspar, le nouveau secrétaire général de la CFDT, a besoin d'une négociation sociale qui batte son plein et donne des résultats pour se poser en intermédiaire déterminé mais réaliste du CNPF.

Or le départ de M. Guillen relance justement le débat interne au CNPF sur le rôle et la place de la commission sociale et, par ricochet, sur l'avenir de la négociation sociale interprofessionnelle. Significatives ont été à cet égard l'hésitation sur le choix du successeur et, surtout, l'interrogation sur son profil (un expert du social, venant plus ou moins directement de l'appareil, ou un chef d'entreprise). Significatives aussi sont les inquiétudes des syndicats et des pouvoirs publics : la politique contractuelle nationale va-t-elle descendre d'un nouvel étage, laissant branches et entreprises en roue libre ?

Quinze glorieuses

Le premier étage était celui des quinze glorieuses de la politique contractuelle — de 1970 à 1985, — où, sous la conduite de M. François Ceyras puis de M. Chotard, le patronat négociait de grands accords normatifs avec les syndicats, une période assez sévèrement critiquée ensuite par M. Yvon Cattaz, lorsqu'il prit la tête du CNPF en 1981. Le CNPF avait dû modifier ses statuts le 28 octobre 1969 pour « contracter au nom de ses adhérents dans certains domaines exceptionnels », les fédérations gardant la liberté de se soustraire à l'application d'un accord avant sa conclusion. Des accords sur la sécurité de l'emploi, la mensualisation, la formation professionnelle, l'assurance-chômage, etc., marquaient cette explosion contractuelle souvent inscrite ensuite dans la législation sociale.

Lorsque, à la fin des années 70, M. Ceyras avait défendu le principe de « politiques sociales individualisées » afin de donner dans ce domaine plus d'autonomie aux entreprises, au plus près des réalités des salariés, il s'était défendu de tout calcul machiavélique. La politique sociale, avait-il expliqué dans le Monde du 26 février 1980, doit « marcher sur ses deux jambes » : « Elle doit s'adapter et se vivre dans l'entreprise. Elle doit aussi exister et se développer au niveau national.

Et là, le rôle des syndicats est considérable. Nous sommes profondément attachés à la politique contractuelle. »

Le vrai tournant a été pris, en partie à cause de l'incapacité des syndicats à s'adapter à la nouvelle donne économique, avec l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi à la fin de 1984. Cette situation avait amené M. Chotard à proposer, en vain, après sa démission, l'engagement de négociations sur un « ordre public social ». Les partenaires sociaux devaient définir les domaines où il n'était pas possible de déroger aux lois sociales et, à contrario, ceux où branches et entreprises pourraient y déroger. Ce nouvel équilibre entre la convention collective et la liberté de l'entreprise paraît d'une idée simple : « Il n'y aura pas de recul important de l'Etat sans développement de la politique contractuelle. »

Demi-absence

Durant sa courte présidence de la commission sociale, M. Guillen a inauguré le deuxième étage de la politique contractuelle, celui de la recherche d'« accords de méthode », déjà conclus sur les mutations technologiques et l'aménagement du temps de travail. A l'exception de l'assurance-chômage, des retraites complémentaires ou de la réglementation des licenciements, le CNPF ne négociait ainsi rien qui ne s'imposât directement aux entreprises. Moins directif encore que l'accord-cadre, l'« accord de méthode » se contentait d'arrêter quelques grandes orientations ne pouvant se traduire dans les faits qu'après négociations dans les branches puis dans les entreprises. Une décentralisation du dialogue social qui aboutissait déjà à une demi-absence du niveau interprofessionnel, la primauté revenant aux branches.

Du « girondisme social » de M. Guillen va-t-on passer à un troisième étage qui pourrait être dans un certain sens le retour à la case départ des années 60, quand le CNPF ne négociait principalement que sur les retraites complémentaires et l'assurance-chômage, la CGT et la CFDT défilant alors sous ses fenêtres pour demander un élargissement de la négociation ? La question mérite d'être posée. Poussé à l'extrême, le libéralisme de certains patrons peut conduire à une disparition du rôle de négociateur social du CNPF dans les domaines — nombreux — où les entreprises peuvent se substituer directement à lui.

Le chef d'orchestre a déjà perdu sa baguette. Il pourrait alors perdre sa place, se bornant avec les syndicats à un dialogue social d'échange d'idées, comme actuellement au niveau européen, et avec les pouvoirs publics à un rôle de groupe de pression sur le suivi de la législation sociale.

Dans l'immédiat, le risque peut paraître limité. Le calendrier de l'automne est bien connu : le CNPF doit boucler la négociation d'un nouvel accord de méthode sur l'égalité professionnelle, les conditions de tra-

vail et la mobilité, négocier avec les syndicats l'utilisation des excédents de l'assurance-chômage, discuter du financement des retraites complémentaires et s'engager dans l'élaboration de la réforme du financement de la Sécurité sociale. Le successeur de M. Guillen aura, dans un premier temps, du pain sur la planche.

Mais après, quelle stratégie le CNPF adoptera-t-il pour la négociation sociale ? Se retirera-t-il en coulisses, sans négocier d'autres étapes de la modernisation et de l'adaptation de l'appareil de production et des relations sociales, sans ouvrir, par exemple, le chapitre de la représentation des salariés dans les PME ? L'acteur orientera-t-il encore à minima le jeu, comme M. Guillen, ou laissera-t-il complètement carte blanche aux branches ? Dans ce contexte, le choix du successeur par M. François Périgot, soumis à des pressions contraires, sera loin d'être neutre.

Un retrait presque complet du CNPF de la négociation sociale ne serait pas sans inconvénients. Certes, même pour le « social », small is beautiful. La voie de la décentralisation et de la négociation d'entreprise est inéluctable. Mais elle n'est pas sans difficultés dans un pays où près de la moitié des établissements de plus de cinquante salariés sont sans syndicats. En 1988, les négociations de branches ont augmenté de 15 % par rapport à 1987 — ce qui est positif au regard de tous les problèmes, comme l'évolution des classifications, qui doivent y être traités, — mais elles ont diminué de 15 % dans les entreprises, avec environ 5 000 accords. Cette tendance se serait amplifiée au premier trimestre 1989.

Nouveau contrat ?

Indispensable dans les entreprises et les branches, la négociation sociale garde aussi une utilité au niveau interprofessionnel. De grandes orientations assurent une protection minimale face à des changements rapides (et souvent durs) et évitent pour les salariés la multiplication des disparités et des inégalités. Peut-on construire l'Europe sociale en additionnant des micro-sociaux, totalement autonomes, les uns aux autres ? Enfin, ces négociations légitiment des confédérations qui sinon perdraient une partie de leur raison d'être... au moment où le besoin d'avoir des syndicats forts paraît recomposé.

La clef est peut-être détenue par M. Michel Rocard. En octobre 1987, il envisageait la mise en œuvre d'un « nouveau contrat salarial », c'est-à-dire « un principe et un cadre de négociations à tous les niveaux sur tout ce qui fait partie intégrante du contrat de travail » (temps de travail, formation, salaires). Devenu premier ministre, M. Rocard a mis de côté son nouveau pacte social. Mais n'est-il pas temps de passer d'une politique sociale « modeste » à un projet social plus ambitieux évitant à la négociation de tourner en roue libre ? Nul doute que le CNPF se précipite au jeu...

MICHEL NOBLECOURT.

La promotion des cercles de qualité en panne

L'AFCEQ en liquidation judiciaire

Le déclin des cercles de qualité va-t-il entraîner des difficultés croissantes pour les associations chargées d'en assurer la promotion ? L'Association française pour les cercles et la qualité totale (AFCEQ) a déposé son bilan le 29 juin dernier, la même mésaventure que celle de l'AFCEQ.

L'AFCEQ a été créée en 1981, à la suite d'un accord de coopération entre le ministère de l'Industrie et le ministère de l'Économie. Elle avait pour mission de promouvoir la qualité dans les entreprises, à travers la mise en œuvre de la norme ISO 9000. Elle avait également pour but de développer la qualité totale (TQM) et de promouvoir la certification de la qualité. L'AFCEQ avait été financée par le ministère de l'Industrie et le ministère de l'Économie, à hauteur de 10 millions de francs par an. Elle avait également bénéficié de subventions de la part de nombreuses entreprises. Cependant, depuis 1987, le ministère de l'Industrie a réduit ses subventions, et le ministère de l'Économie a cessé de financer l'AFCEQ. L'AFCEQ a donc été obligée de se tourner vers les entreprises pour financer ses activités. Mais, en raison de la concurrence de nombreuses autres associations, l'AFCEQ a eu du mal à trouver des financements suffisants. Elle a donc accumulé des dettes, et a finalement été obligée de déposer son bilan.

Les vingt-cinq salariés de l'AFCEQ ont été licenciés, le paiement de leurs indemnités venant juste d'être assuré grâce à l'intervention de l'assurance de garantie des salaires, obligatoire, qui concerne notamment le paiement des « sommes dues en exécution du contrat de travail ». Créée en 1981, l'AFCEQ, dont le délégué général, M. Gilbert Ravaleau, avait été chargé en 1986 d'une mission d'étude par M. Balladur, alors ministre de l'Économie, ne fonctionnait plus depuis quelque temps que grâce aux cotisations de ses 4 000 adhérents. Elle ne touchait pas de subventions des pouvoirs publics. Mais en 1987 elle avait bénéficié, pour sa deuxième convention nationale des cercles de qualité, d'un appui très officiel et

très médiatique du ministère de l'Économie.

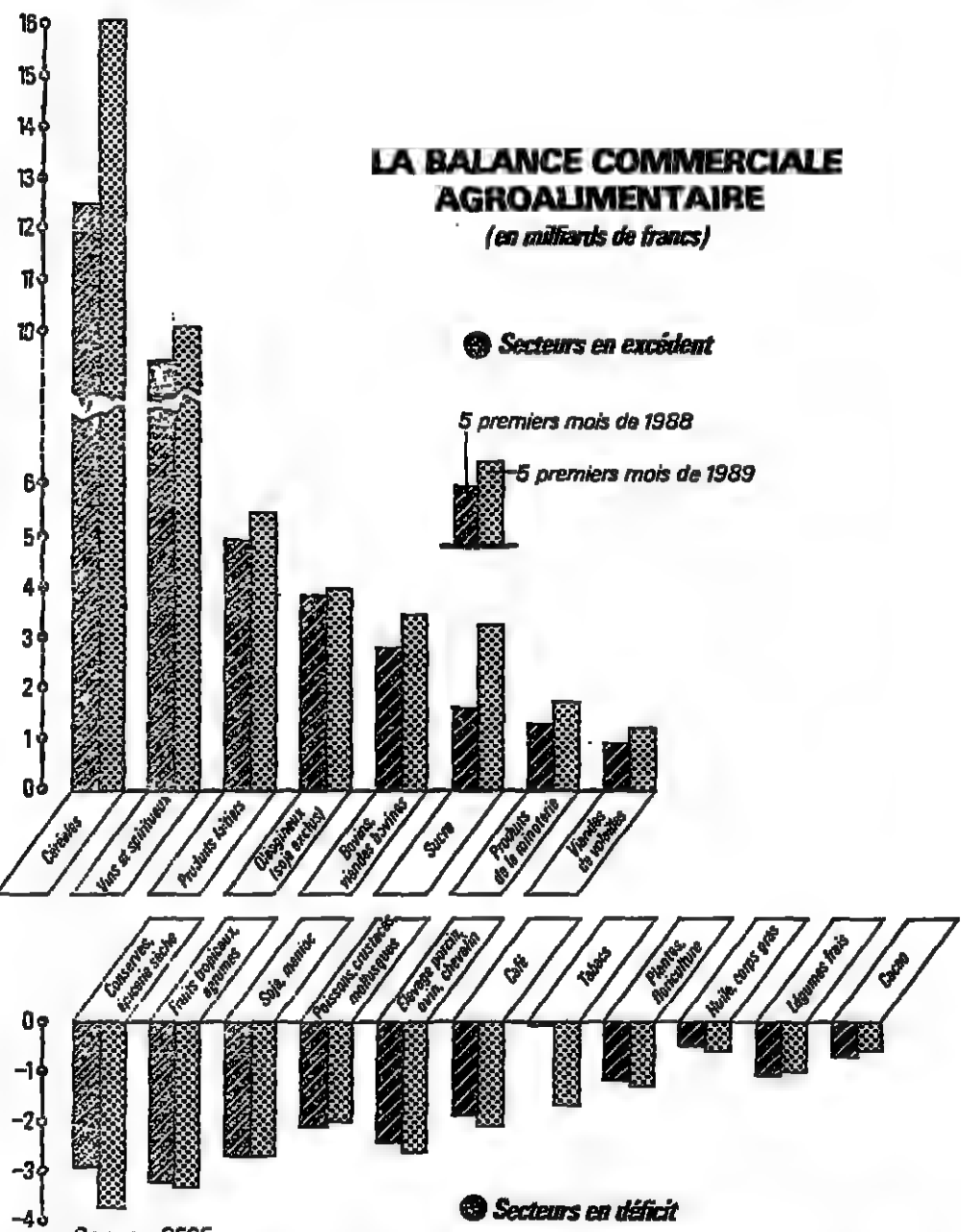
C'est il y a dix ans que les cercles de qualité ont fait timidement leur apparition en France, tantôt sur le modèle japonais, tantôt sur le modèle américain. En 1987, M. Ravelau assurait que 30 000 cercles de qualité existaient en France tout en reconnaissant alors que 20 % à 30 % « vivaient ». Fin 1988, une étude de l'ITOP évaluait le nombre de cercles à 40 000, 10 % à 20 % étant en sommeil, ce qui révélait un certain tassement. Dans l'entourage du syndicat, on indique que le dépôt de bilan de l'AFCEQ n'aura pas de conséquences pour les cercles de qualité, les associations régionales, qui étaient autonomes, continuant de fonctionner.

Erreurs de gestion

Du côté de l'Association française pour la qualité industrielle et commerciale (AFCEQ), qui met en avant sa bonne santé, on explique le dépôt de bilan de l'AFCEQ par de nombreuses « erreurs de gestion ». Elle a tout axé sur la plus médiatique sans avoir un fond suffisant derrière elle. « Autres reproches : avoir « tout axé sur les cercles de qualité alors qu'il existe d'autres outils pour promouvoir la qualité » ; avoir greffé des cercles dans des entreprises où aucun travail préalable de préparation n'avait été entrepris. »

M. M.

L'agroalimentaire fait recette



Source : CFCE

Le commerce agroalimentaire français a dégagé, à l'issue des cinq premiers mois de 1989, un excédent cumulé de 21,5 milliards de francs, supérieur de 22 % à celui de la même période sur 1988. Parmi les points forts de ces échanges, dont le taux de couverture atteint 138,8 %, figurent les céréales, les oléagineux, les vins et spiritueux, les produits laitiers et le sucre. Au chapitre des déficits, celui des conserves et de l'épicerie sèche s'est sensiblement creusé. Hors pays CEE, les États-Unis sont restés le premier client de la France, devant la Suisse et l'URSS.

ETRANGER

Selon un rapport de la CIA

L'économie chinoise souffrira durablement de la répression

« Une décennie de réformes économiques pourrait avoir été réduite à néant par la répression sur la place Tiananmen », a déclaré le sénateur américain Jeff Bigman, le mardi 8 août, à l'occasion de la présentation devant la sous-commission parlementaire qu'il préside (technologie et sécurité nationale) du rapport annuel de la Central Intelligence Agency (CIA) sur l'économie chinoise.

Les services secrets américains estiment que les événements récents ont bloqué le processus de réformes et ont considérablement amoindri la capacité des dirigeants chinois à assainir l'économie, eux qui avaient présenté le 21 mars dernier un budget d'austérité axé principalement sur la lutte contre l'inflation et la réduction des déficits budgétaires et commerciaux (le Monde du 28 mars).

Selon le rapport de la CIA, la hausse rapide des prix de détail — actuellement 30 % dans les principales villes et 19 % en moyenne dans le pays — va se poursuivre car, « avec le gel des réformes économiques, la production industrielle et la productivité du travail s'en ressentiront, et

Pékin aura du mal à stimuler la production de céréales et de matières premières industrielles, produits dont l'offre est très réduite ».

La croissance de la production industrielle (jugée trop rapide par les autorités l'an dernier) aurait déjà été réduite de moitié, et se situerait à 11 % environ en rythme annuel depuis le début de l'année. L'inflation sera également alimentée, selon les experts de la CIA, par un gonflement des dépenses militaires, dont la croissance était déjà supérieure à celle des dépenses globales inscrites dans le budget présenté en mars (12,6 % contre 10 %).

Par ailleurs, « la capacité de la Chine à faire appel à des ressources extérieures pour pallier les pénuries locales, promouvoir les exportations et financer les projets industriels a été réduite par la réticence des hommes d'affaires et des gouvernements étrangers à signer de nouveaux contrats de prêts et d'investissement ». Au-delà du manque à gagner des recettes touristiques, que la CIA évalue à 1 milliard

de dollars cette année (6,5 milliards de francs environ), le rapport constate déjà une diminution des investissements étrangers et des revenus d'exportations, la première après quatre années de croissance rapide.

« Vaste programme de privatisations en Malaisie. — Le gouvernement malaisien a établi la liste de 69 entreprises d'Etat susceptibles d'être privatisées d'ici à deux ans pour un montant total de 3,53 milliards de ringgit (environ 8,4 milliards de francs), a annoncé mardi 8 août le directeur général du département de planification économique, M. Mohamad Sheriff Kassim, en précisant que ce programme de privatisations pourrait être étendu à 107 autres firmes d'ici deux à cinq ans et à 70 autres sociétés par la suite. La Malaisie a cédé une vingtaine de firmes d'Etat depuis 1985, dans le secteur des télécommunications, du transport aérien et maritime afin de soulager ses finances publiques.

Économie

AFFAIRES

Le conflit entre Ferruzzi et le Chicago Board of Trade

Une remise en cause des prix agricoles mondiaux

Contrairement aux affirmations récentes des autorités du Chicago Board of Trade (CBOT), le groupe italien de négoce Ferruzzi a indiqué, le 3 août, qu'il poursuivait son action en dédommagement contre le marché aux grains américains. Le CBOT avait en effet, le 12 juillet, obligé Ferruzzi à liquider précipitamment les contrats d'achat qu'il détenait sur 23 millions de boisseaux de soja.

Le 12 juillet 1989, le Chicago Board of Trade, prenant une décision grave, pratiquement sans précédent : celle d'obliger un opérateur à liquider l'essentiel de sa position sur une échéance donnée en - l'opération juillet - afin d'éviter une crise majeure. Que cette affaire se passe sur le soja, produit qui fait l'objet d'un contentieux Europe-Etats-Unis devant le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qu'elle oppose la nouvelle école du négoce international et de l'agro-industrie mondiale, l'italien Ferruzzi, un numéro un mondial du secteur, l'américain Cargill, tout cela ne fait qu'ajouter un peu de sel à une affaire qui pose en soi de graves problèmes d'éthique et d'écologie, qui remet en question l'intégrité des mécanismes de formation des prix agricoles mondiaux.

Revenons les faits : Le Chicago Board of Trade est le plus important marché à terme du monde. Malgré le développement de ses contrats financiers (bons du Trésor), il conserve des marchés agricoles très actifs dont les prix sont considérés par l'ensemble des opérateurs comme la base des prix mondiaux : grains, huile et fourrages de soja ; maïs ; dans une moindre mesure blé. Avec plus de douze millions de contrats échangés en 1988, le CBOT a été le marché le plus actif du monde dans le domaine des matières premières, après celui portant sur le pétrole brut à New-York.

Le marché du soja a lui-même été très agité depuis deux ans. On se souvient, en effet, de la spéculation qui a frappé les Etats-Unis en 1987 : de 52 millions de tonnes en 1986 et en 1987, la production était passée à 41,8 millions de tonnes. Pour 1989 (récolte à l'automne), la production attendue est de 52 millions de tonnes.

Néanmoins, l'approvisionnement du marché promet d'être extrêmement limité jusqu'à l'arrivée de la nouvelle récolte. Au niveau mondial, les stocks de clôture de grains (au 30 septembre) ne seraient que de 14,7 millions de tonnes, contre 20 l'année précédente, et de 3,9 millions de tonnes outre-Atlantique. En clair, durant cet été, les Etats-Unis auront un approvisionnement en soja à la limite de la rupture.

Crainte de pénurie

C'est dans ce climat de crainte de pénurie que commence notre affaire. Depuis avril 1989, le marché de Chicago se tendait, pour l'échéance juillet autour de 7 dollars le boisseau, un prix à mi-chemin des 11 dollars atteints en août 1988 au plus fort de la sécheresse et des 4 dollars de moyenne de 1986 et de 1987. Sur un marché à terme, il ne se traite que du papier, et on l'habitude de dire. C'est oublier que chaque contrat traité, s'il est porté jusqu'à l'échéance, doit être honoré en marchandise à l'un des points de livraison du marché : Chicago ou Toledo. Normalement, les opérateurs qui restent en position dans les derniers jours d'existence d'une échéance sont justement ceux qui ont l'intention de procéder à un démontage physique de leur opération. C'est aussi sur ce type de situation que l'on peut rencontrer des manœuvres d'étranglement de la part de certains opérateurs.

Début juillet, le groupe Ferruzzi se trouvait dans une position « longue » (c'est-à-dire des contrats d'achat) très importante sur l'échéance de juillet : 23 millions de boisseaux (1 boisseau = 27,216 kilos). Ferruzzi - c'est sa thèse - agissait essentiellement dans un but de couverture de ses besoins de trituration et de négoce. Avec Central Soia (Etats-Unis et Canada), IOR (Italie) et Lesieur (France), le groupe italien détenait 8 % de la capacité mondiale de trituration du soja.

Aux Etats-Unis, Central Soia, acheté il y a deux ans, est en troisième position, derrière Cargill et Archer Daniels Midland (ADM). Par ailleurs, Ferruzzi est devenu ces dernières années l'un des grands du négoce international des grains, traitant, dit-on, près de 25 millions de tonnes (soit à peu près la moitié de Cargill) et s'affirmant en 1988-1989 comme le principal fournisseur de l'URSS. Confronté à un problème de relative pénurie sur le marché physique, Ferruzzi avait donc l'intention de se faire livrer du soja sur le marché à terme. Que cette décision ait eu pour conséquence de faire monter un peu plus les cours de juillet est évident.

Les opérateurs « courts » (c'est-à-dire ayant vendu) pour partie en face de Ferruzzi pouvaient soit livrer la marchandise, soit chercher à racheter leur contrat. Pour livrer la marchandise, il fallait en trouver : les stocks disponibles à Chicago et à Toledo étaient limités (13 millions de boisseaux) et à 85 % sous contrôle de Ferruzzi. Il fallait donc aller plus loin, et la prime de transport devenait vite importante. Se racheter était difficile, puisque Ferruzzi s'était payé pour et voulait se faire livrer. Il y avait là un choc de logiques qu'il est difficile d'arbitrer : pour les uns, une saine couverture de ses besoins d'approvisionnement (23 millions de boisseaux) représentait quarante-cinq jours d'approvisionnement de Ferruzzi ; pour les autres, une dangereuse menace de « squeeze » (1) par un gros opérateur. Contre cette dernière thèse, j'ose le fait que Ferruzzi a clairement annoncé, et depuis longtemps, ses intentions. En général, les opérateurs en position sur la dernière échéance connaissent le risque que qu'ils prennent de devoir éventuellement s'écarter en physique. Squeeze, peut-être ; contre-squeeze, pourquoi pas ! De toute manière, c'est la chose assez courante sur les marchés à terme.

Ce qui l'est moins, c'est la suite. Le 12 juillet, le conseil de CBOT ordonnait la liquidation progressive des positions longues à 3 millions de boisseaux, et ce afin de limiter à l'échéance les positions maximales à un million de boisseaux. Cela voulait dire en clair que Ferruzzi devait

lâcher ses positions en quelques jours sur le marché du papier. Cela survenait les « courts » en face de l'italien, et ceux-ci pouvaient même espérer une baisse des prix. Malgré ses protestations, Ferruzzi dut s'écarter : le 5 juillet, qui cotait 7,76 dollars le 5 juillet et 7,26 dollars le 11, devait descendre à 6,86 le 12 et s'élever à l'échéance du 20 juillet à 6,88 dollars le boisseau. Les échéances d'août et même de septembre étaient, elles aussi, entraînées à la baisse. Pour Ferruzzi, la perte potentielle s'élevait à quelque 10 millions de dollars (63 millions de francs), sans compter la nécessité de rechercher de nouvelles contreparties sur un marché, on l'a vu, très étroit.

Le fait du prince

En caricaturant un peu, la décision du CBOT revient à changer les règles d'un jeu en cours de partie. Certes, des problèmes se posaient à l'échéance : et alors ? C'était là un risque connu par ceux qui étaient en position. A partir du moment où l'on accepte le principe du lien entre le physique et le papier (et le vice versa), « le physique est toujours raison » la position de Ferruzzi, peut-être excessive, est parfaitement cohérente. Elle pose le problème d'un fait du prince, secondaire s'il ne s'agit que d'un marché local, très grave dès lors qu'on parle d'un marché mondial.

Stations de travail : Philips s'allie à Sun et Hewlett-Packard à Samsung... Ébullition dans les stations de travail. A vingt-quatre heures d'intervalle, deux accords importants viennent d'être signés. Quelques mois après avoir racheté son concurrent Apollo et s'être hissé en tête des constructeurs de stations de travail, l'américain Hewlett-Packard annonce qu'il transférera sa technologie au coréen Samsung pour fabriquer des stations de travail bas de gamme que les deux firmes commercialiseront. Cette nouvelle, qui concerne la reconnaissance de Samsung sur la scène informatique internationale, laisse prévoir une bataille de prix sur le marché prometteur des

La plupart des intervenants l'ont bien compris, qui, d'Exportable, la centrale d'achat soviétique, ou de Cereol Food, son homologue chinoise à REFCO, le plus important broker américain sur les marchés à terme ou aux producteurs américains de soja, ont protesté contre la décision des dirigeants du CBOT. Celle-ci a fait l'objet d'une audition de la commission agricole du Sénat alors même que ce dernier auditionne l'agence fédérale chargée du contrôle des marchés à terme (CFTC) pour le renouvellement de son mandat de deux ans. C'est que, au-delà de Ferruzzi même, l'affaire est grave.

Peu à peu, l'ensemble des systèmes agricoles se sont orientés vers des modes de régulation libéraux, limitant le rôle du contrôle public et augmentant au contraire celui du marché. Ce qui est arrivé là est une atteinte à l'édifice de confiance sur lequel se bâtissent les prix internationaux. Quelles garanties de contrôle et d'intégrité aurons-nous lorsque les marchés fonctionneront en continu au travers d'un réseau d'écrans répartis dans le monde entier, autour d'un « Big Brother » situé à Chicago ou Londres, mais aussi aux Bermudes ou à Zag ?

PHILIPPE CHALMIN, secrétaire du Conservatoire national des arts et métiers.

(1) Lorsque les opérateurs « courts » ne peuvent livrer à l'échéance et doivent acheter à ses cours très élevés.

Fen vert pour la première centrale nucléaire indonésienne

Le président Suharto a donné son accord, le 8 août, pour la construction de la première centrale nucléaire d'Indonésie, qui sera implantée sur l'île de Java. Cette centrale de 600 mégawatts, dont la localisation précise n'a pas été fixée, devrait être opérationnelle d'ici à l'an 2000. L'Indonésie dépend actuellement du pétrole et du charbon pour faire face à une demande croissante d'électricité.

Des sociétés européennes - le français Framatome et la firme ouest-allemande KWU Siemens - sont sur les rangs pour participer à la construction de cette centrale, en concurrence avec plusieurs compagnies américaines, canadiennes et japonaises.

Le groupe ACCOR va participer au développement du tourisme saharien

ALGER (AFP). - La société Pansac, filiale du groupe hôtelier français ACCOR, va s'associer à la Société algérienne de tourisme saharien (SATS) pour la création d'une dizaine de relais sahariens en Algérie, de quatre-vingts à cent vingt chambres chacun, et-on s'apprête le 8 août à Alger. La SATS assurera la commercialisation sur le marché international de ces relais en s'appuyant sur le système de réservation d'ACCOR. L'Algérie, qui bénéficie d'un potentiel touristique important mais mal exploité, a décidé ces derniers mois de rénover et d'agrandir ses structures d'accueil en associant le secteur public à des partenaires étrangers, chargés notamment de la gestion des hôtels et de la commercialisation des produits touristiques sur le marché international. Des accords ont déjà été signés avec Pullman International, filiale des Wagons-Lits, et Hilton International.

Le regroupement dans les assurances

(Suite de la première page.)

C'était avant la suspension de cotisation demandée par Suez en raison du différend né du rachat par Victoire du numéro deux de l'assurance allemande Colonia.

C'est cette dernière affaire qui a mis le feu aux poudres entre les dirigeants du groupe financier et M. Jean-Marc Vernes, président de la Compagnie industrielle ou il remplace M. Jack François.

Pour comprendre cet imbroglio de participations, on doit rappeler que M. François, l'un des artisans de la réussite de Suez, avait pris soin, avant la nationalisation du groupe en 1981, d'en sortir sa filiale assurance Victoire. Après 1981, il avait ainsi pu en conserver le contrôle grâce à un holding, la Compagnie Industrielle, regroupant quelques amis (dont Dassault et l'Air Liquide). Suez nationalisé puis privatisé conserva ses participations dans Victoire, mais il était évident que M. François y gardait le pouvoir. Lorsqu'en juin ce dernier passa son fauteuil à M. Jean-Marc Vernes, banquier président de la Banque Industrielle et commerciale du Marais et de Beghin-Say, il apparut vite que les relations entre cet homme d'affaires (proche du RPR) et les dirigeants de Suez ne seraient plus aussi faciles.

La première place en Europe

M. Vernes exposa rapidement un plan de développement qui devait mener le groupe Victoire à une position de premier plan en Europe. Pour y parvenir, il entama plusieurs négociations dont l'une aboutit fin juillet à l'achat par son groupe de Colonia à la banque privée Sal. Oppenheimer. Cette acquisition, dont les milieux financiers estiment qu'elle se monte à une dizaine de milliards de francs, donna lieu à quelques accrochages entre les dirigeants de Suez et M. Vernes. Les premiers estimant que le second, à l'occasion de cette opération, cherchait à les marginaliser au sein du capital de Victoire. Les vainqueurs de la bataille de la Générale de Belgique ne pouvaient se laisser transformer en « partenaires dormants ». Il ont décidé de faire trancher le différend avec M. Vernes - par le mar-

ché - dans le cadre d'une OPA géante.

Pour Suez, au-delà de la simple péripétie Colonie, il s'agit bien de développer ses activités d'assurance au moment où tous les banquiers français cherchent des alliances dans ce secteur. Pour M. Vernes, il s'agit de sauvegarder l'indépendance de Victoire qu'il a hérité de M. Jack François.

Pour y parvenir, il affirme qu'il peut compter sur des amis sûrs : ses partenaires dans la Compagnie Industrielle tout d'abord (seuls 25 % du capital sont dans le public), ses amis italiens, via son actionnaire dans Beghin-Say, Ferruzzi (qui

contrôle également la compagnie d'assurance italienne La Fondiaria), et d'autres capitalistes français dont la Navigation mixte. Parfois, l'un des soutiens de Ferruzzi en France, pourrait se mettre également de la partie.

Les autorités, conseil des Bourses de valeurs et commission des opérations de bourse, devraient donner leur aval vendredi 18 août. L'affaire promet d'être longue et de donner lieu à diverses contre-offensives, les deux protagonistes s'appuyant chacun sur une trésorerie et des alliés de poids. Elle relancera également, à n'en pas douter, le débat sur l'émergence de la « banque-assurance ».

DIDIER POURQUERY.

Suez, un groupe financier et industriel

Avec des fonds propres atteignant fin 1988 quelque 38 milliards de francs, des bénéfices de 2,7 milliards et un résultat net positif attendu de 3,6 milliards de francs en 1989, le groupe Suez est devenu, depuis l'absorption de la Générale de Belgique, un ensemble alliant les activités purement financières à des participations industrielles importantes. Environ 48 % de ses actifs sont concentrés dans la banque et l'assurance, 42 % dans l'industrie et 12 % sur les placements.

Dans la banque, outre Indosuez, le groupe possède La Hénin et Crédit Immobilier, Sofinco (crédit à la consommation),

la Banque parisienne et la Banque Monod. Dans l'industrie, il détient surtout les activités apportées par la Générale de Belgique et des participations significatives dans la Lyonnaise des Eaux, Saint-Gobain, Bouygues et Accor.

Dans l'assurance, il ne contrôle, en dehors de sa participation de 30 % dans Victoire et 18,5 % dans la Compagnie Industrielle, que 18 % des Assurances générales de Belgique (via la SGB) et 66 % dans La Hénin Vie. Mercredi matin, après l'annonce de l'OPA sur Victoire, l'action Suez perdait 5,4 % à la Bourse de Paris.

Victoire, sixième assureur européen

Sous l'enseigne bien connue d'Abellé, Victoire est depuis son accord du 28 juillet avec Colonia le deuxième assureur privé français derrière l'UAP, et le sixième, tous secteurs confondus en Europe (voir le Monde du 29 juillet).

En 1988, son chiffre d'affaires atteignait 18,9 milliards de francs (dont 20 % en Espagne, en Italie et en Belgique), et son bénéfice net est de 1,4 milliard de francs.

Le réseau de participations qui contrôle le groupe est complexe et fragile : outre des participa-

tions directes de Suez et de la Société centrale d'investissement (alliance Vernes, Dassault, l'Air Liquide), la clef du pouvoir est contenue dans la Compagnie Industrielle. Cette dernière est contrôlée par M. Vernes, le groupe Victoire (10 %), Suez (18,5 %) et la Centenaire Blancy (14,25 %), holding elle-même détenue par M. Vernes, Victoire et Suez. Tout repose donc sur une bonne entente entre Suez et M. Vernes. Dans ce contexte, la Centenaire Blancy, présidée par M. Frédéric Orbel, pourrait bien constituer un point stratégique dans la bataille lancée par Suez.

En hausse de 6,7%

Le budget du ministère de l'Industrie traduira en 1990 la priorité donnée à la technologie

En hausse de 6,7 % à 17,5 milliards de francs (1), le budget du ministère de l'Industrie pour 1990 reflète la priorité gouvernementale décidée en faveur de la recherche. Les entreprises et l'Etat en France dépensent au total par an 25 milliards de francs de moins qu'en RFA (0,5 point du PIB) en la matière, et un rattrapage s'impose. C'est pourquoi le budget civil de recherche et développement (BCRD), enveloppe qui englobe les crédits des divers ministères concernés, devra croître de près de 7 % en 1990. Pour sa part, le ministère de l'Industrie verra ses crédits affectés à la recherche industrielle gagner 9,2 % (5,5 milliards).

Plus d'argent pour mieux le distribuer. M. Roger Fauroux entend concentrer ses interventions sur deux modes : l'un direct autour des grands projets technologiques, l'autre indirect autour des PMI.

Les « grands projets » bénéficieront en 1990 d'environ 550 millions.

Il s'agit de cinq dossiers précis : la télévision haute définition, les composants électroniques du futur (projet JESSI), le moteur propre, le train à grande vitesse de troisième génération et les nouveaux matériaux. L'Etat doit ici intervenir directement, comme cela se fait dans les autres pays, à commencer par les Etats-Unis, tantôt pour « conforter » un « pôle d'excellence » comme le TGV, tantôt, au contraire, pour combler un retard comme pour la télévision haute définition (TVHD). Pour ces dossiers, ce sont d'abord les grandes entreprises qui sont concernées.

En revanche, pour les PMI, le ministère veut de plus en plus passer par l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), qui a fait ses preuves. Les autres procédures d'intervention (Fuce, Mea...) devant être rationalisées et concentrées, l'Etat apparaîtra de moins en moins en prise directe.

REPÈRES

Paiements courants

Réduction du déficit en RFA

Pour la première fois en deux ans, l'Allemagne fédérale a attiré en juin plus de capitaux à long terme qu'elle n'en a exportés, selon la Bundesbank. Ce renversement de tendance s'explique par la conjoncture florissante de l'économie ouest-allemande et surtout par la levée définitive de la retenue à la source sur les profits de l'épargne, annoncée début août par le gouvernement fédéral.

La RFA a ainsi dégagé un excédent de 1,7 milliard de deutschemarks (5,7 milliards de francs) dans ses échanges de capitaux à long terme en juin, précise la Bundesbank. Conjugués aux performances de sa balance courante, cette évolution a permis à la RFA de réduire à 2,01 milliards de deutschemarks le

déficit de la balance des paiements en juin, contre plus de 5,8 milliards en mai.

Croissance

Ralentissement à Singapour

Le produit intérieur brut de Singapour s'est accru de 9 % en rythme annuel au second trimestre 1989, a indiqué mardi 8 août le ministère de l'Industrie et du Commerce dans son rapport trimestriel. La croissance reste inchangée par rapport au trimestre précédent (+ 9,2 %). Elle s'inscrit toutefois en recul par rapport aux 11 % enregistrés au second trimestre 1988.

L'activité modérée du secteur manufacturier (+ 8 % en rythme annuel au second trimestre 1989 contre + 22 % durant la même période de 1988), due aux moindres performances de l'industrie électronique singapourienne, - a fortement contribué à ce ralentissement, indique le rapport.

INSOLITES

Bacchus en contre-feu

L'actualité peut aider à faire feu de tout bois. Les vigneron de Banyuls-sur-Mer, effrayés par l'ampleur des incendies de forêts (45 000 hectares passés par les flammes cet été), ont voulu souligner que la vigne joue un rôle important dans la lutte contre les incendies. Ils ont mis en vente un cuvée spéciale d'un millier de bouteilles baptisées « Parfeu », en accord sur les étiquettes un texte rappelant que les plantations de vigne sont un des moyens pour éviter la propagation du feu.

Celui-ci, indique-t-on dans les services forestiers, saute difficilement les pièces de vigne et les plants eux-mêmes brûlent peu, les feuilles étant gorgées d'eau.

E. L. B.

(1) Dépenses ordinaires et autorisations de programmes.

1000 1000 1000

Marchés financiers

Sir James Goldsmith lance l'assaut sur BAT avec des « obligations de pacotille »

Menacée de s'enliser dans les méandres des recours juridiques, l'OPA menée déchaînée sur BAT (le Monde du 13 juillet), l'ancien milliardaire britannique Sir James Goldsmith, le financier franco-britannique, initiateur de cette gigantesque opération, a très officiellement lancé l'assaut, mardi 8 août à Londres, en présentant son plan de campagne, autrement dit de financement.

Le consortium Hoylake, constitué à cet effet et qui compte notamment parmi ses actionnaires, outre Sir James via le holding Anglo Group, deux autres grands financiers internationaux, MM. Jacob Rothschild et Kerry Packard, propose de régler les 13,4 milliards de livres (environ 140 milliards de francs) de l'OPA (montant jamais égalé en Europe), soit 878 pence par action (contre 850 pence précédemment), avec uniquement, ou presque, du « papier » gagé sur les actifs du conglomérat convoité, une procédure inédite à la City de Londres.

Ainsi Hoylake offre de verser, pour chaque paquet de 1 000 actions ordinaires BAT, 4 250 livres de *secured notes*, autrement appelées obligations de pacotille (*junk bonds* aux Etats-Unis), garantis sur les recettes tirées de la vente ultérieure d'actifs BAT, et 4 182 dollars de titres subordonnés au remboursement du principal et des intérêts des *secured notes*, soit au total l'équivalent de 684 pence par action. Les 194 pence par action restant seront représentés par 347 actions Anglo Group (principal actionnaire de Hoylake), à remettre aux souscripteurs.

Pas question dans tout cela du moindre versement en liquide. Pour faire passer la pilule, les attaquants de BAT ont présenté, comme garantie supplémentaire d'honorabilité, une nouvelle liste de partenaires financiers décidés, outre la Banque Paribas, Pargess Luxembourg et General Electric of UK, à placer des capitaux dans Hoylake. Elle comporte vingt-trois noms nouveaux, assez prestigieux, tels ceux du duc de Beaufort, de M^{me} Barbara Flock, membre de la célèbre famille d'industriels allemands, de M. Wil-

liam E. Simon, ancien secrétaire américain au Trésor, et de M. Ted Field, membre d'une famille industrielle américaine créatrice d'une chaîne de grands magasins revendus à BAT.

En clair, Sir James réfute l'accusation lancée contre lui de vouloir racheter BAT en usant du dangereux procédé des obligations de pacotille. Il veut faire vite et bien. Un an au plus, selon lui, nécessaire pour rembourser les titres émis par la cession d'actifs BAT. Mieux : à l'issue de l'opération, le taux d'endettement de BAT devrait être inférieur à ce qu'il est actuellement.

Pour vaincre les dernières réticences, Sir James a promis aux souscripteurs qu'ils pourraient, en cas de besoin, revendre les titres de dette subordonnée à Drexel Burnham Lambert ou à Bankers Trust International, deux établissements américains spécialistes des transactions sur les *junk bonds*, qui se sont engagés à en assurer la liquidité. Mais le financier franco-britannique n'a toutefois pas dissimulé que la principale difficulté de l'opération n'était pas vaincue. Elle consiste à tourner l'obstacle américain.

BAT possède en effet parmi ses filiales une compagnie d'assurances aux Etats-Unis, Farmers. Et de l'autre côté de l'Atlantique, tout changement de nationalité dans l'actionariat principal est soumis au « feu vert » des autorités locales. La direction Farmers n'étant d'autre part pas décidée à changer d'actionnaire principal, les juristes américains pourraient bien faire traîner les choses assez longtemps, trop longtemps au gré de Sir James.

Néanmoins, le financier franco-britannique n'est pas à court d'idées. Il possède un atout dans sa manche. L'un de ses nouveaux partenaires financiers, M. William E. Simon, s'est déclaré tout prêt à racheter Farmers si l'OPA sur BAT réussissait.

Tous les obstacles sont-ils levés ? La Bourse de Londres ne semble pas, elle, très chaude. L'action BAT s'est négociée 843 pence mardi (contre 847 pence la veille).

A. D.

Selon la CGT

Un armateur américain serait prêt à racheter le chantier naval de La Ciotat

La fédération de la métallurgie CGT a révélé le 8 août qu'un groupe maritime américain *Lexmar* avait tenté de prendre contact avec le gouvernement français pour mettre au point une solution industrielle de reprise du chantier naval - en liquidation - de La Ciotat. Cet armateur aurait même avancé l'idée de faire construire en France plusieurs dizaines de navires.

Mais à ce jour, les responsables du groupe américain n'ont pu être repérés ni par M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, ni par M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions.

On confirme dans l'entourage des deux ministres être au courant de la démarche de cet armateur mais, soucieux de diminuer le volume des aides publiques à la construction navale, on reste très prudent voire sceptique sur son caractère crédible, en l'absence de détails financiers, juridiques et industriels. On s'en tient à l'accord social et industriel signé le 8 juillet entre M. Chérèque, les syndicats et les collectivités locales - mais délaissé à mettre en œuvre - pour la réaffectation du site de La Ciotat, où M. Bernard Tapie, entrepreneur, doit construire un chantier de bateaux de plaisance (le Monde du 11 juillet).

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir note)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	260 F	482 F
3 mois	365 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72.

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE du au

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM PRÉNOM

N° RUE

CODE POSTAL VILLE

PAYS

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel: 3615-LEMONDE code: ABO

NEW-YORK, 8 août ↑

Tout proche des 2 700 points

Malgré quelques prises de bénéfices effectuées dans la matinée, la Bourse de New-York a encore solidifié ses positions, grâce notamment au coup de fouet donné par diverses OPA. L'indice Dow Jones a été plus très loin de son record atteint le 23 août 1987, qu'il s'agit de le dépasser. Il a franchi mardi les 2 700 points, à 2 699,16, en hausse de 4,17 point. Deux ou trois marchés très actifs avec quel- que 200 millions de titres échangés, on dénombre huit hausses pour sept baisses. La nouvelle et légère détente sur les taux d'intérêt des bons du Trésor à trois ans a été favorable aux actions. La tension sur les coûts salariaux (augmentation de 0,8 % des salaires horaires en juillet après deux mois de stabilité) invite toutefois à la prudence, indiquent les professionnels. Les compagnies aériennes, ciblées par l'OPA sur UAL et la perspective d'OPA sur Midway, ont donc stimulé le coté UAL, qui avait progressé de 46,50 dollars lundi après le lancement par le milliardaire californien Marvin Davis d'une OPA pouvant dépasser 4 milliards de dollars, et encore plus de 8 points à 218 7/8. Midway, dont le groupe aéronautique annonce détecter 6 % du capital, a également monté. En revanche, l'ISAT, après l'annonce d'un plan de participation annuelle de 12 % par le financier Warren Buffett, a chuté 17/8 dollars à 11 1/8.

VALEURS	Cours de 7 août	Cours de 8 août
Alcoa	72 3/4	74
AT&T	40 3/8	40 3/8
Bell	111 1/8	111 1/8
Boeing	39 1/8	39 1/8
Chemical Bank	119 1/2	119 1/2
Du Pont de Nemours	46 1/8	47 1/8
Eastman	50 3/8	50 3/8
Ford	50 3/8	50 3/8
General Motors	46	44 3/4
Goodyear	65 3/8	65 1/8
IBM	117 1/8	117 1/8
ITT	115 1/8	115 1/8
Johnson & Johnson	62 3/8	62 3/8
McDonald	64 1/8	64 1/8
Merck	44	43 7/8
Union Carbide	62 1/8	63 1/8
U.S. Steel	211	218 7/8
Westinghouse	35 1/8	35
Weyerhaeuser	72 1/4	70
Yarn Corp.	67 3/4	67 3/4

LONDRES, 8 août ↑

Le krach effacé

Grâce à une nouvelle séance de hausse, la Bourse de Londres a retrouvé mardi son niveau d'avant le krach de l'automne 1987. L'indice Footsie a terminé la journée sur une hausse de 6,6 points, à 2 348,1, en dépit de prises de bénéfices enregistrées dans le courant de la matinée. L'indice était soutenu, en particulier dans le secteur chimique et pharmaceutique, où Glaxo a gagné 21 points à 138 et ICI 18 à 128.

Le conglomérat Grand Metropolitan a progressé de 6 pence, à 624, après l'annonce de la construction navale, on reste très prudent voire sceptique sur son caractère crédible, en l'absence de détails financiers, juridiques et industriels. On s'en tient à l'accord social et industriel signé le 8 juillet entre M. Chérèque, les syndicats et les collectivités locales - mais délaissé à mettre en œuvre - pour la réaffectation du site de La Ciotat, où M. Bernard Tapie, entrepreneur, doit construire un chantier de bateaux de plaisance (le Monde du 11 juillet).

Les titres des magasins ont souffert de l'annonce de la nette réduction des ventes de détail en Grande-Bretagne en juin. Le conglomérat BAT a perdu 1 penny à 847, après la publication par le consortium Hoylake Investments du document officiel d'offre au sujet de son OPA record de 13 milliards de livres sur BAT. La compagnie irlandaise d'assurances *Swire* a rétrogradé de 26 pence, à 359, à la suite de prises de bénéfices. Les fonds d'Etat étaient fermes en raison du redressement du sterling.

FAITS ET RÉSULTATS

● Démission du président de Wang, fils du fondateur. - M. Frederick Wang, le fils du mythe fondateur de l'entreprise de logiciels, M. M. Wang, qui lui avait laissé les rênes en novembre 1986, a démissionné de son poste de président lundi 7 août, quelques jours après l'annonce de pertes énormes (le Monde du 3 août). Wang, une des success stories de l'informatique américaine chouchoutée par Wall Street, doit parer à un accord avec les banquiers pour restructurer une dette à court terme qui vient à expiration jeudi 10 août. La Bourse a suivi le départ de M. Frederick Wang par une hausse de 1 dollar du titre, à 6,625.

● OPA amicale sur les restaurants américains Jerrico. - Le groupe américain de restaurants Jerrico, qui exploite notamment l'enseigne Long John Silver Seafood Shoppes (poissons et crustacés), a accepté l'OPA lancée récemment par des groupes d'investisseurs new-yorkais, Castle Harlan et DJS-Investments. Ces groupes, qui possèdent chacun de petites chaînes de restaurants, proposent 24,25 dollars par action Jerrico, soit environ 620 millions de dollars pour l'ensemble du groupe.

● Baisse de 60 % du bénéfice semestriel pour Kodak. - Le groupe américain de matériel de photographie Eastman Kodak annonce un recul de 60 % de son bénéfice net à 260 millions de dollars (1,6 milliard de francs) pour le premier semestre de 1988 et un

PARIS, 8 août ↑

Encore bien orienté

Redevenue indécise, mercredi en début de matinée, la Bourse de Paris s'est rapidement réorientée. La progression des cours a repris, à moindre allure que la veille (+ 0,84 %), certes, mais assez pour relever sensiblement les divers indices. Dans l'après-midi, l'indicateur instantané annonçait une nouvelle avance de 0,37 %. En quarante-huit heures, la Bourse a monté de 1,3 %, se rapprochant ainsi très près de ses plus hauts niveaux historiques atteints la semaine passée.

Selon les professionnels, le marché, qui flaque de s'assouplir après un horizon pressenti de la fin de l'été, est encore à pourvoir sa progression par l'OPA de Suez sur la Compagnie Industrielle, visant à prendre le contrôle du groupe Victor (voir ci-dessous).

Cette opération préfigure-t-elle d'autres grandes manœuvres pendant l'été, rue Vivienne, notamment dans le secteur des assurances ? Rien n'est moins sûr. Mais cette attaque est du goût de la Bourse, où les opérateurs s'efforcent de tirer parti des faiblesses financières existant entre les protagonistes. Ainsi l'indicateur à court terme sur l'ALSP, qui perçoit les intérêts (Crestea et Suez) obtient une participation dans la Compagnie Industrielle. En raison d'une forte demande, la cotation d'ALSP a dû être réservée. Pour une raison identique, Navigation mène à été recherchée. L'effet de contagion a joué et, par ailleurs, l'Opportunités a tenu le vent.

Aujourd'hui la Bourse tenue de Wall Street, après un récent galop, a fait également très bonne impression sur le parquet.

De sorte que les ventes bénéficiaires, favorisées par la hausse de mardi, mais aussi par le retour au voisinage des plus hauts niveaux historiques, ont été assez sagement absorbées. Une assez importante activité a régné, de l'avis des experts.

TOKYO, 8 août ↑

Légère hausse

Dans le sillage de Wall Street, la Bourse de Tokyo était en hausse, mercredi, dans un marché à l'activité assez faible. L'indice Nikkei a progressé de 99,79 points, à 3 489,27, après avoir gagné 129,10 points mardi. Les valeurs financières étaient notamment recherchées par les investisseurs étrangers.

Pendant une grande partie de la séance, l'ambiance était plutôt maussade. En fin de journée, des achats liés aux contrats à terme ont néanmoins fait progresser la cote.

Le vote dans la perspective de l'élection du nouveau premier ministre n'a provoqué aucune réaction sur le marché, constataient les opérateurs.

VALEURS	Cours de 8 août	Cours de 9 août
Asahi	750	748
Fuyo	1700	1710
Canon	1810	1820
Fujitsu	3820	3780
Yamaha	1860	1850
Hitachi	2410	2380
Daewoo	2220	2230
Yamaha	3300	3280
Yamaha	2580	2570

PARIS:

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Amal & Associés	470	470	Le gélène de la vie	475	475
Amal	240	240	Loisirs Investissement	285	285
Amal	600	600	Locatim	275	275
Amal	650	650	Montigny Val de la Marne	207	207
Amal	410	410	Motocycle (France)	23 60	23 60
Amal	948	948	Motocycle	202	202
Amal	2270	2270	Novelle-Delmas	330	330
Amal	880	880	Novelle-Delmas	330	330
Amal	755	755	Novelle-Delmas	475	475
Amal	610	610	Novelle-Delmas	641	641
Amal	146	146	Novelle-Delmas	548	548
Amal	1800	1800	Novelle-Delmas	57 50	57 50
Amal	330	330	Novelle-Delmas	834	834
Amal	785	785	Novelle-Delmas	703	703
Amal	280	280	Novelle-Delmas	337	337
Amal	474	474	Novelle-Delmas	2245	2245
Amal	700	700	Novelle-Delmas	230	230
Amal	280	280	Novelle-Delmas	815	815
Amal	340	340	Novelle-Delmas	111	111
Amal	1105	1105	Novelle-Delmas	534	534
Amal	451	451	Novelle-Delmas	1000	1000
Amal	1470	1470	Novelle-Delmas	540	540
Amal	250	250	Novelle-Delmas	324	324
Amal	531	531	Novelle-Delmas	281	281
Amal	208	208	Novelle-Delmas	230	230
Amal	128 98	128 98	Novelle-Delmas	411	411
Amal	17 65	17 65	Novelle-Delmas	187	187
Amal	340	340	Novelle-Delmas	805	805
Amal	485	485	Novelle-Delmas	210	210
Amal	964	964			
Amal	318	318			
Amal	835	835			
Amal	254	254			
Amal	287	287			
Amal	148 10	148 10			
Amal	200	200			
Amal	833	833			
Amal	385 50	385 50			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 8 août 1989

Nombre de contrats : 9 347.

VALEURS	PRIX	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Accor	768	26,50	46	—	—
CE	440	16,20	—	8,45	—
CE-Asphalte	520	9	24	31	—
Ensemble SA-PLC	90	9	14	2,85	4
Lafarge-Capex	1780	6,80	110	22	37
McKee	180	9	14,50	4,50	6,40
Mid	1400	51	25	—	20
Paribas	850	13,30	20	—	13
Paribas	850	13,30	20	—	13
Suez	680	9,50	32	—	—
Société générale	520	14	24	—	22
Thomson-CSF	200	14	21	—	8,90
Suez	1400	92	30	—	7
Suez	368	19,50	—	—	—

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 août 1989

Nombre de contrats : 57 110.

COURS	Sept. 89	Déc. 89	Jan. 90
Dernier	109,92	109,72	109,43
Précédent	109,56	109,36	109,06

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Sept. 89 Déc. 89 Sept. 89 Déc. 89

108 1,89 — 0,02 0,43

INDICES

CHANGES

Dollar: 6,4150 F =

Le marché des changes était très calme le mercredi 9 août, et le cours du dollar était quasiment inchangé par rapport à la veille contre les principales devises. Le billet vert s'échangeait à 6,4150 F contre 6,4195 F la veille à la cotation officielle. Le marché n'a pratiquement pas réagi à l'annonce d'un relâchement de la progression des crédits à la consommation aux Etats-Unis en juin.

FRANCOFORT 8 août 9 août

Dollar (en DM) 1860 1870

Tokyo 8 août 9 août

Dollar (en yen) 138,25 138,85

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (9 août) 91/84 1/4

New-York (8 août) 17/83 1/2

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

7 août 8 août

Valeurs françaises 117,9 118,2

Valeurs étrangères 118,5 119,1

(SIF, base 100: 31-12-81)

Indices général CAC 50 582,6 583,6

(SIF, base 100: 31-12-87)

Indices CAC 40 1 884,87 1 887,00

(INSEE, base 100: 31-12-81)

Indices OMF 50 582,6 583,6

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles 2 694,99 2 699,17

Londres (indice Financial Times)

Industrielles 1 957 1 962,3

Mines d'or 282,4 282,3

Fonds d'Etat 86,87 87,34

TOKYO 9 août

Nikkei Dow Jones 3489,27 3489,27

Indices général 2 624,70 2 625,91

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-U	6,408	6,489	5	+ 20	+ 20	+ 45	+ 180	+ 130
S. can.	5,454	5,474	- 173	- 132	- 317	- 289	- 382	- 687
SE (100)	4,619	4,619	+ 140	+ 161	+ 275	+ 284	+ 783	+ 876
DM	3,387	3,382	+ 51	+ 60	+ 180	+ 131	+ 305	+ 366
Flats	2,996	2,993	+ 39	+ 52	+ 84	+ 181	+ 236	+ 286
FE (100)	16,172	16,179	+ 78	+ 142	+ 267	+ 40	+ 823	
SE	3,922	3,937	+ 56	+ 78	+ 146	+ 265	+ 460	
L (100)	10,391	10,391	+ 133	+ 106	+ 173	+ 147	+ 429	+ 384
SE	10,393	10,412	+ 42	+ 378	+ 525	+ 291	+ 2330	+ 2140

BOURSE DU 9 AOUT

VALEURS						Réglement mensuel						VALEURS					
Compte	VALEURS	Cours	Prém.	Décl.	%	Compte	VALEURS	Cours	Prém.	Décl.	%	Compte	VALEURS	Cours	Prém.	Décl.	%
5786	C.N.E. 95 *	5780	3740	3745	- 0.05	5786	C.N.E. 95 *	5780	3740	3745	- 0.05	5786	C.N.E. 95 *	5780	3740	3745	- 0.05
1125	B.M.P. T.P.	1046	1085	1080	+ 1.44	1125	B.M.P. T.P.	1046	1085	1080	+ 1.44	1125	B.M.P. T.P.	1046	1085	1080	+ 1.44
1212	C.C.F. T.P.	1190	1205	1180	.....	1212	C.C.F. T.P.	1190	1205	1180	.....	1212	C.C.F. T.P.	1190	1205	1180	.....
1357	Cal. Lyon. T.P.	1147	1150	1150	+ 0.25	1357	Cal. Lyon. T.P.	1147	1150	1150	+ 0.25	1357	Cal. Lyon. T.P.	1147	1150	1150	+ 0.25
1537	Cal. Paris. T.P.	1140	1140	1140	.....	1537	Cal. Paris. T.P.	1140	1140	1140	.....	1537	Cal. Paris. T.P.	1140	1140	1140	.....
1620	Cal. Rhône-P.	1140	1140	1140	.....	1620	Cal. Rhône-P.	1140	1140	1140	.....	1620	Cal. Rhône-P.	1140	1140	1140	.....
1240	Cal. Rhône-P.	1220	1220	1220	+ 0.32	1240	Cal. Rhône-P.	1220	1220	1220	+ 0.32	1240	Cal. Rhône-P.	1220	1220	1220	+ 0.32
1375	Thomson T.P.	1270	1270	1270	.....	1375	Thomson T.P.	1270	1270	1270	.....	1375	Thomson T.P.	1270	1270	1270	.....
1470	Thomson T.P.	1270	1270	1270	.....	1470	Thomson T.P.	1270	1270	1270	.....	1470	Thomson T.P.	1270	1270	1270	.....
1510	Alcatel	761	765	766	.....	1510	Alcatel	761	765	766	.....	1510	Alcatel	761	765	766	.....
610	Alcatel	625	625	625	+ 0.32	610	Alcatel	625	625	625	+ 0.32	610	Alcatel	625	625	625	+ 0.32
2090	Al. Sagem	2091	2091	2091	.....	2090	Al. Sagem	2091	2091	2091	.....	2090	Al. Sagem	2091	2091	2091	.....
2100	A.L.S.I. T.P.	426	426	426	.....	2100	A.L.S.I. T.P.	426	426	426	.....	2100	A.L.S.I. T.P.	426	426	426	.....
2640	Adm. Paris	2670	2670	2660	+ 0.37	2640	Adm. Paris	2670	2670	2660	+ 0.37	2640	Adm. Paris	2670	2670	2660	+ 0.37
2640	Adm. Paris	2670	2670	2660	+ 0.37	2640	Adm. Paris	2670	2670	2660	+ 0.37	2640	Adm. Paris	2670	2670	2660	+ 0.37
1010	Adm. Paris	1077	1078	1078	.....	1010	Adm. Paris	1077	1078	1078	.....	1010	Adm. Paris	1077	1078	1078	.....
465	BAFF *	465.30	465.30	465.30	.....	465	BAFF *	465.30	465.30	465.30	.....	465	BAFF *	465.30	465.30	465.30	.....
310	Bell-Express	351	354	354	.....	310	Bell-Express	351	354	354	.....	310	Bell-Express	351	354	354	.....
610	B.P. CL *	610	610	610	+ 0.41	610	B.P. CL *	610	610	610	+ 0.41	610	B.P. CL *	610	610	610	+ 0.41
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91	610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91
610	Cal. Rhône-P.	610	610	610	+ 0.91												

Comptant (selection)	SICAV (selection)	8/8
-----------------------------	--------------------------	------------

VALEURS	% du nom	% de cotation	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Evénement	Evénement	VALEURS	Evénement	Evénement	VALEURS	Evénement	Evénement
Obligations																				
Exp. 8.00 % 77	123 08	1 861	C.I. Mexique	675	Machine Ind.	80	Volvo	1700	A.A.A.	1050 80	1054 99	France-Indes S&P	111 12	107 67	Parovoz	695 80	676 83			
8.00 % 78/93	102 10	0 752	Chem (B)	2200	Magnat Unipac	80	Vent	138 20	Actiex	243 15	236 84	France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.00 % 78/94	106 15	1 031	Chaux	1330	Magnat S.A.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
12.25 % 80/90	103 50	2 432	Condit. Ind.	1160	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
16.20 % 82/90	102 95	8 232	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10 % 85/91	106 67	2 674	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
14.00 % 86/93	106 67	6 740	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
14.00 % 86/93	106 67	6 740	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
12.00 % 86/94	109 82	10 156	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
11 % 86/95	118	6 085	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 219	Condit. Ind.	366	Magnat Part.	70	West		Actiex France	659 68		France-Indes	451 65	440 34	Pharm. Pharmazet	251 40	260 15			
10.28 % 86/95	106 80	4 2																		

Cote des changes					Marché libre de l'or				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS gr./oz.	COURS \$/S	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.	COURS \$/S	
			Achat	Vente					
Etats-Unis (\$ 1)	8 418	6 415	6 320	6 650	Or fin (à la livre)	76000	76500		
EDU	7 006	7 002			Or fin (au lingot)	76000	76500		
Allemagne (100 DM)	338 310	338 130	328	348	Pièce française (100 fr)	444	444		
Belgique (100 BF)	18 182	18 182	18 650	18 700	Pièce belge (100 fr)	368	368		
France (100 F)	320 550	320 550	298 550	310 550	Pièce suisse (100 fr)	436	436		
Grèce (100 dr)	87 080	87 070	83 500	91 800	Pièce italienne (100 li)	436	436		
Irlande (100 £)	52 430	52 310	53	57	Shilling	558	558		
Grande-Bretagne (£ 1)	10 420	10 397	10 050	10 850	Pièce de 20 dollars	2730	2730		
Suisse (100 francs)	3 918	3 920	3 920	3 920	Pièce de 10 dollars	1410	1410		
Canada (100 \$)	4 705	4 705	4 650	5	Pièce de 5 dollars	805	805		
Scandinavie (100 kr)	383 510	382 690	381	403	Pièce de 50 pesetas	2895	2825		
Autriche (100 sch)	39 300	39 280	39 500	103 800	Pièce de 100 pesetas	499	499		
Espagne (100 pes)	48 070	48 050	48 800	48 800	Or Londres				
Portugal (100 esc)	6 394	5 397	5 320	5 700	Or Zurich				
France (100 F)	4 678	4 678	4 678	4 678	Or Hongkong				
Indonésie (100 Rp)	5 614	5 614	5 300	5 700	Argent Londres				
Japon (100 yen)	4 678	4 612	4 480	4 830					

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

e: coupon détaché -- o: offert -- °: droit détaché -- d: demandé -- ♦: prix précédent -- ★: marché continu

هنا من الأصل

10 août 1989

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Israël considère la Croix-Rouge comme la meilleure filière pour négocier. - Il y a quinze ans : les derniers jours de Richard Nixon à la Maison Blanche. 5 La fuite des réfugiés est-allemands en RFA.	6 La justice outre-mer : II - Tahiti, loin, si loin de la sérénité.	7 L'installation d'un entrepôt de déchets nucléaires dans l'Alana. - Columbia et Ariane ont décollé sans encombre. 8 Les incendies de l'été. - Les accidents de la mer se multiplient. - Le minéral à la prison des Baumettes.	8 Cinq candidats pour la présidence d'A2 et de FR 3.	14 Chine : les conséquences de la répression. 15 L'OPA de Suez sur Victoria. - Le budget du ministère de l'Industrie. 16 L'assaut de Sir Goldsmith sur BAT. 18-17 Marchés financiers.	Abonnements 8 Agrégations 12 Annonces classées 10 à 12 Carnet 12 Météorologie 9 Mots croisés 9 Radio-Télévision 15	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tazes LM

GRÈCE : les socialistes mis en cause à propos du « marché du siècle »

Une commission d'enquête va examiner les conditions d'acquisition d'avions français et américains

ATHÈNES
de notre correspondant

Le Parlement grec a adopté à l'unanimité, dans la nuit du 8 au 9 août, la proposition faite par les députés conservateurs de la nouvelle démocratie de créer une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions d'acquisition par le gouvernement de M. Papandréou de quarante Mirage-2000 français et de quarante F-16 américains, ainsi que l'achat de trois cents sept missiles français Magic-2.

Ces achats, qualifiés de « marché du siècle » à Athènes, ont été effectués lors de la première législature (1981-1985) du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique), alors que le premier ministre, M. Andreas Papandréou occupait le ministère de la Défense. Les contrats définitifs ont été signés en juillet 1985 pour les Mirage et en janvier 1987 pour les F-16.

Le représentant parlementaire du groupe socialiste, M. Yannis Haralambopoulos, ministre de la Défense de 1985 jusqu'au 18 juin dernier, a déclaré que le PASOK voterait en faveur de la création de la commission d'enquête, car les socialistes « n'avaient rien à cacher ». Il a condamné la tentative de « désinformation » et la stratégie des conservateurs consistant à « trainer dans la boue » le PASOK, dans la perspective des prochaines élections, prévues au plus tard pour le 5 novembre.

Les douze membres de la commission disposent d'un délai de trois semaines pour déterminer s'il y a lieu de recourir à la loi sur la responsabilité des ministres, permettant d'engager des poursuites pénales contre M. Papandréou notamment. Tel est l'objectif déclaré de la Nouvelle Démocratie.

Dialogue de sourds, bataille de chiffres, les députés ont discuté pendant six heures du prix des appareils, des procédures d'achat, des types d'avions et des différents systèmes d'armement et de protection. Il ne s'agit pas du « marché du siècle » mais du « scandale du siècle », le plus grand de tous les scandales sociaux, a souligné le rapporteur conservateur Yannis Palaiocrassas. La Grèce a perdu, selon lui, 260 milliards de drachmes environ (1,6 milliard de dollars) dans cette affaire, c'est-à-dire « le pain gratuit pour tous les Grecs, pendant trois ans ». M. Palaiocrassas a indiqué que les prix d'offres proposées en 1981 par Dassault et General Dynamics étaient de 94 millions de francs français pour chaque Mirage et 15,5 millions de dollars pour chaque F-16, alors que les prix d'achat se sont élevés respectivement à 192,1 millions de francs français et à 23,2 millions de dollars.

Le député a encore accusé les responsables socialistes d'avoir perdu 151 millions de dollars en préférant conclure directement avec la firme américaine plutôt que d'accepter un accord d'Etat à Etat avec les Etats-Unis, qui ouvraient des conditions avantageuses de crédit. A propos de l'achat des missiles Magic-2, dans lequel l'homme d'affaires Georges Louvaris, ami personnel de M. Papandréou, est accusé d'avoir touché une commission, M. Palaiocrassas a soutenu qu'il aurait été préférable d'acheter des missiles américains Sidewinder, moins coûteux.

« Un choix politique »

Le président de la Nouvelle Démocratie, M. Konstantinos Mitsotakis, a critiqué la décision d'acquiescer deux types d'avion plutôt qu'un seul, le F-16. Cela a coûté au Trésor 500 millions de dollars, a-t-il dit, en ajoutant qu'il renégocierait l'achat des Mirage avec Dassault s'il remporte les prochaines élections.

Pour le rapporteur socialiste Georges Moraitis, les prix définitifs de mars 1985, qui n'ont été qu'uniquement donnés en dollars, étaient de 19,5 millions de dollars pour chaque Mirage et de 23,2 millions de dollars pour chaque F-16. Les conservateurs lui ont reproché à propos du prix des Mirage de jouer avec le taux des

devises entre le franc et le dollar. M. Haralambopoulos a déclaré, pour sa part, que les avions proposés au départ par les fabricants et ceux achetés étaient « totalement différents » et qu'il était impossible de les comparer. La différence tient notamment aux diverses options, aux systèmes de soutien et de protection très onéreux qui ont été choisis pour répondre aux besoins nationaux grecs.

M. Haralambopoulos a par ailleurs souligné que le choix de deux types d'appareils était « un choix politique » clairement défini à l'époque par M. Papandréou pour ne pas être dépendant d'une seule source d'approvisionnement. Un accord direct avec les Etats-Unis aurait exposé la Grèce au risque d'un éventuel embargo et de possibles pressions à propos des négociations gréco-américaines sur les bases militaires, a insisté M. Haralambopoulos. Le choix d'un appareil européen, avec les possibilités d'ouverture sur l'industrie européenne aéronautique, a également pesé dans la balance. A propos des Magic, les socialistes ont mis l'accent sur le fait que les Sidewinder américains étaient difficilement adaptables sur les Mirage.

Une fois encore, le débat a été marqué par l'absence de M. Papandréou. L'ancien premier ministre a fait dimanche et lundi dernier son retour sur la scène politique depuis sa défaite aux élections de juin et son hospitalisation pour une prévenue, en présidant les travaux du comité central du PASOK. Il a dû faire face pour la première fois depuis la création de son parti en 1974 à des vives critiques de la part de plusieurs cadres socialistes, qui l'ont rendu responsable de la défaite électorale. M. Papandréou a accusé les conservateurs de conduire, sous prétexte d'assainissement, « une politique de revanche » menant à « la division nationale ». Il a lancé un appel aux forces de gauche pour un rassemblement « autour du PASOK pour barrer le pouvoir à la droite aux prochaines élections. »

DIDIER KUNZ.

Après la réunion des présidents centraméricains

Les « contras » nicaraguayens ont accueilli avec scepticisme « l'accord de Tela »

Baroud d'honneur ou durcissement ? Réunie, mardi 8 août, dans une église de Miami, en Floride, un demi-millier de dirigeants de la résistance antisandiniste nicaraguayenne ont exprimé leur scepticisme après « l'accord de Tela », signé le 7 août par les cinq présidents centraaméricains en vue de ramener la paix dans l'isthme par le biais, en premier lieu, d'une « démobilisation » des dits « contras ». Ceux-ci ont même envisagé une reprise des combats à l'intérieur du territoire nicaraguayen — alors que, depuis un cessez-le-feu conclu en mars 1988, ils demeurent dans des camps installés au Honduras voisin.

Plutôt que négative, cependant, la réaction des antisandinistes paraît conditionnelle : ils ont estimé que leur dispersion (dont les cinq chefs d'Etat de la région ont reconnu qu'elle ne pouvait être que « volontaire ») ne pourrait avoir lieu qu'après des discussions avec les autorités de Managua sur les réformes nécessaires pour démocratiser le pays — et aussi sur les garanties prévues pour faciliter leur retour.

La marge de manœuvre des « contras » est des plus limitées dans la mesure où leur subsistance dépend entièrement de l'aide des Etats-Unis. Aux termes d'un accord, le 13 avril dernier, entre la Maison Blanche et le Congrès, quelque 50 millions de dollars ont été débloqués à des fins « humanitaires », pour garder en l'état l'organisation militaire des antisandinistes : Washington entend ainsi conserver un moyen de pression en faveur de la démocratisation du Nicaragua.

Bien peu d'observateurs, cependant, pensent que le président George Bush pourrait réactiver la Contra, compte tenu des batailles politiques et des scandales auxquels l'affaire a donné lieu sous l'administration Reagan. Officiellement, la politique de la Maison Blanche est d'encourager leur retour au Nicaragua, moyennant de sérieuses garanties de la part des sandinistes. M. Bush, cependant, aurait souhaité

que la démobilisation des « contras » — qui devrait, aux termes de l'accord de Tela, être achevée le 3 décembre — ne le soit pas avant les élections générales du 25 février prochain, ceci naturellement pour garder un moyen de pression sur le Nicaragua. Mais Washington peut difficilement aller de front contre une décision sur laquelle se sont accordés tous les chefs d'Etat de la région intéressée.

L'embarras de Washington

Le président américain, assuré de devoir faire face, à la rentrée parlementaire, aux critiques véhémentes de la droite républicaine s'il « lâche » définitivement la Contra, commence également à faire l'objet de pressions internes d'inspiration libérale démocrate, afin qu'il attribue à la reconversion civile (et dans la mesure du possible au Nicaragua même) l'aide destinée aux anciens « combattants de la liberté ». M. Daniel Ortega, président sandiniste, a, mardi, officiellement demandé aux Etats-Unis d'adopter une telle attitude.

Les premières déclarations à Washington reflètent bien l'embarras officiel : satisfaction qu'ait été reconnu le caractère nécessairement « volontaire » de la démobilisation, mais aussi rappel insistant des conditions qui rendaient crédible l'affirmation, par Managua, de sa volonté de réconciliation nationale (réformes démocratiques, fin de l'aide à la guérilla salvadorienne, garanties pour les « contras » qui rentreraient au pays et vérification par des observateurs indépendants de la réalisation de ces conditions).

Certains observateurs estiment que la seule marge de manœuvre des Etats-Unis, en l'occurrence, est de rappeler insistentement à leurs alliés (européens notamment) la nécessité d'associer leur (modeste) aide économique à Managua de pressions en faveur de la démocratisation.

Au Salvador, cependant, les deux camps en guerre civile depuis une décennie — gouvernement et guérilla d'extrême gauche — ont affiché leur satisfaction d'après l'accord de Tela. Le président Alfredo Cristiani a souhaité que les rebelles concrétisent leur proposition de « dialogue » en décidant, notamment, un cessez-le-feu avant l'ouverture de conversations. Quant au Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), il estime que l'appel à mettre fin aux combats qui lui a été lancé par les cinq présidents centraaméricains vaut reconnaissance internationale de sa qualité de partie prenante au conflit.

Enfin, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, s'est félicité mardi de l'accord. Il a confirmé qu'il était prêt à saisir les instances compétentes de l'ONU afin d'activer la constitution de la commission de vérification du processus de pacification de l'Amérique centrale, à créer en corrélation avec l'Organisation des Etats américains (OEA).

J.-P. C.

URSS

Le protocole secret du pacte germano-soviétique de 1939 va être publié à Moscou

Moscou. — Une commission parlementaire soviétique a, pour la première fois, admis l'existence du protocole secret conclu en 1939 par Moscou et Berlin sur le partage de l'Europe du nord-est entre l'URSS et l'Allemagne nazie, a révélé, mardi 8 août, l'AFP un membre de la commission.

Ce document, qui est une annexe du pacte germano-soviétique de non-agression et dont l'existence a toujours été contestée par Moscou, sera publié en URSS avant le 50^e anniversaire de sa signature, le 23 août prochain, a indiqué M. Youri Afanassiev, historien et député. Les deux pages et demie de conclusions de la commission seront également rendues publiques d'ici à cette date. M. Afanassiev a déclaré que la commission avait attesté, en l'absence de documents originaux dans les archives soviétiques, que les microfilms du protocole transmis par le gouvernement ouest-allemand à l'URSS étaient authentiques.

La commission a estimé que les dispositions du protocole secret étaient contraires au droit international. Elle a en conséquence recommandé au parlement soviétique de les déclarer nulles et non avenues dès la date de la signature du document, et non depuis l'entrée en guerre contre l'URSS de l'Allemagne nazie (le 21 juin 1941), qui avait rendu caduc le pacte de non-agression. Les trois Etats baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie) ont été annexés par l'URSS en vertu de ce protocole. Une annexion qui n'a jamais été reconnue ni par l'ONU ni par les Etats-Unis. — (AFP).

Les réactions à la mort d'Hubert Beuve-Méry

De nombreux messages de condoléances continuent de parvenir au Monde, après la disparition de son fondateur Hubert Beuve-Méry.

« Sirius brillera longtemps encore... », écrit le général Billotte, ancien ministre du général de Gaulle. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, rend hommage à « un grand journaliste d'une indépendance scrupuleuse ». M^{me} Nicole Notat, au nom de la commission exécutive de la CFDT, rappelle : « Pour nous, syndicalistes, Hubert Beuve-Méry a été un témoin de référence. Ses écrits, ses commentaires,

Mgr Michel Dubost évêque aux armées

Le pape Jean-Paul II a nommé, mercredi 9 août, Mgr Michel Dubost évêque aux armées françaises. Il succède à Mgr Jacques Fihey, nommé évêque de Cochin le 22 juin. Le Père Michel Dubost était jusqu'à présent curé de Saint-Jacques-du-Haut-Pas à Paris.

[Né le 15 avril 1942 à Saffi (Maroc), le Père Dubost est diplômé de l'Institut d'études politiques et licencié en théologie. Ordained prêtre en 1967, il a été chargé d'études à la SOFRES (1969-1973) et aumônier du collège privé Saint-Jean-de-Béthune, puis des lycées publics de Versailles. Il s'est, depuis lors, consacré à la communication. De 1976 à 1982, il a été secrétaire général de la Fédération des organismes de communication sociale (FOCS, aujourd'hui Chrétiens médias), chroniqueur pendant six ans à RTL et actuellement à Radio-Notre-Dame. De 1982 à 1988, il a dirigé les ambassades de l'enseignement public du diocèse de Paris. Le Père Dubost est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Parole pour Marie. Se battre avec Dieu et Un Chrétien dans la vie*.]

Le numéro du « Monde » daté 9 août 1989 a été tiré à 484 092 exemplaires

A C D E F G H

Grand Met rachète la restauration rapide de United Biscuits

Le groupe britannique Grand Metropolitan, qui possède déjà la chaîne Burger King, vient de racheter à United Biscuits sa filiale de restauration rapide UB Restaurants, pour un montant de 180 millions de livres (1,3 milliard de francs). Grand Met contrôlera désormais les enseignes Wimpy, Pizzaland et Perfect Pizza. United Biscuits renforce ainsi sa position dans la restauration rapide où il figure parmi les premiers mondiaux avec plus de quinze mille points de vente.

De son côté, United Biscuits a l'intention de se recentrer sur ses activités de base, les biscuits et les gâteaux principalement.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Dans le sud du Liban

Le Hezbollah affirme avoir mené une attaque-suicide contre un « convoi israélien »

Le Hezbollah pro-iranien a affirmé, mercredi 9 août, avoir mené une attaque-suicide contre « un convoi israélien » dans la « zone de sécurité » créée et occupée par l'Etat hébreu dans le sud du Liban.

Dans un communiqué, le Hezbollah ajoute que l'attaque s'est produite vers 9 h 45 locales (6 h 45 TU), dans la région de Marjayoun, où se trouve le quartier général de la milice pro-iranienne de l'Armée du Liban sud (ALS). Il ne précise pas, toutefois, comment l'attaque-suicide a été menée.

De son côté, la radio de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL) a indiqué qu'une voiture piégée a explosé, peu avant 10 h locales, près de Marjayoun.

De source proche des services de sécurité libanais, on estime que cinq soldats israéliens ont été blessés au cours de cette opération, dont trois grièvement. De même source, on confirme les affirmations de témoins selon lesquels l'auteur de l'attentat s'est lancé sur le convoi au volant d'un camion GMC de couleur rouge. Le chauffeur du camion a été tué dans l'explosion.

Le correspondant anonyme, qui a revendiqué l'opération-suicide par téléphone à Beyrouth, a présenté l'attentat comme « un cadeau de bienvenue à l'occasion de l'anniversaire de l'Achoura » (une des principales fêtes du calendrier chiite). Il n'a pas précisé si l'attaque avait un lien avec l'enlèvement du cheikh Obeid. — (AFP, AP, Reuters).

EN BREF

● M. Bérégovoy : le budget de 1990 doit permettre de corriger les inégalités. — Le ministre de l'économie et des finances, s'exprimant mercredi 9 août sur RTL, a déclaré que le projet de budget qui sera présenté au Parlement cet automne ne comprendra pas de nouvelles hausses d'impôt, mais des mesures de réduction des inégalités. Cependant, pour rééquilibrer la croissance des revenus salariaux et non-salariaux, M. Bérégovoy a évoqué « des réductions d'impôts pour certains, contre à ce que d'autres voient leurs charges légèrement s'accroître ».

● CHINE : arrestation de collaborateurs d'un organisme privé américain. — Les autorités de Pékin ont arrêté quatorze collaborateurs d'un organisme privé américain, le Fonds pour la réforme et l'ouverture de la Chine. Celui-ci avait été créé en 1986 pour promouvoir les échanges culturels entre les deux pays et patronner des projets de recherche en coopération avec l'insti-

tut chinois de réforme structurelle économique, soutenu par l'ancien chef du Parti communiste chinois, Zhao Ziyang. Lié à cette organisation accusée de contacts avec les services secrets américains, celui-ci serait donc indirectement visé. Le fondateur du Fonds, le financier new-yorkais George Soros, a nié, dans une interview au Washington Post, toute implication de la CIA. — (AFP).

● ETATS-UNIS : tremblement de terre en Californie. — Un tremblement de terre a ébranlé, mardi 8 août, la baie de San-Francisco et indirectement causé la mort d'un homme de dix-neuf ans. Celui-ci, pris de panique, aurait sauté par la fenêtre de son appartement, depuis le cinquième étage d'un immeuble de Los Gatos, à 120 kilomètres au sud de San-Francisco. L'épicentre de ce séisme était situé sur la faille de San Andreas, non loin de Los Gatos. Cette secousse a été suivie d'une autre, de moindre intensité, trente et une minutes plus tard.

● URSS : réhabilitation de diplomates victimes de Staline. — Cent un diplomates victimes de la répression stalinienne ont été réhabilités, a annoncé, lundi 7 août, M. Perfilov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères. Une plaque commémorative devrait être placée au ministère, à la mémoire des victimes, parmi lesquelles sept vice-ministres et quarante-huit ambassadeurs. Le cas de cent trois autres diplomates, victimes des purges staliniennes, est en cours d'examen.

● Le médecin libanais menacé d'expulsion est assigné à résidence. — Le docteur Hassan Nabha, médecin libanais exerçant à Giverny (Rhône), accusé d'avoir entretenu des relations avec des groupes terroristes et menacé d'expulsion (le Monde du 5 août), ne devrait pas quitter le territoire français : l'arresté du docteur Nabha a été assigné à résidence, dans des conditions qui lui permettent d'exercer sa profession

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

SERVICES	
Abonnements	8
Publicité	12
Services divers	10 & 12
Cartes	12
Recherches	9
Publicité	9
Publicité	15

TÉLÉMATIN	
Les réactions des grands foyers	3615
Les offres d'emploi du Monde	3615

des présidents centraméricains

Nicaraguayens ont accueilli l'accord de Tela

Les dirigeants du Front sandiniste ont accueilli avec enthousiasme l'accord de Tela, qui met fin à la guerre civile au Nicaragua. Ils ont déclaré que cet accord était une étape importante vers la paix et la démocratie.

L'ambassade de Washington

Le département d'État américain a annoncé qu'il allait ouvrir une nouvelle ambassade à Managua, au Nicaragua, afin de renforcer ses relations avec le pays.

LRSS

Le protocole de paix germano-soviétique de 1990 sera publié à la fin de l'année.

Libre

Le livre de l'année 1989 est le roman de Michel Houellebecq, "Le parti de la liberté".

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.

Le soir même

Le film "Le soir même" de Jean-Luc Godard sera diffusé en France.



CAFÉS OCCIDENTAUX A TOKYO, JARDINS ORIENTAUX PRÈS DE NANTES

Lieux de passage, croisement d'images

On imagine que ce Japonais, allongé sur son quotidien, les pieds déchaussés, dort dans l'ombre de sa tradition. Mais ouvrez pages 2 et 3 ce supplément Arts-spectacles. Vous pourrez alors croire qu'il a été surpris en plein sommeil dans le parc de Maulévrier, près de Nantes. A l'inverse, dans sa tournée des cafés de Tokyo, notre correspondant retrouve au Japon les traces de Joséphine, de Napoléon, de Marie Laurencin et des existentialistes français.

Lieux de flânerie, de rencontres, de passage, les parcs, comme les cafés, sont propices

aux voyages imaginaires : en cette même fin du dix-neuvième siècle où les architectes paysagistes français plantaient des Bouddhas sous les saules, poussaient dans la nouvelle capitale des empereurs Meiji, des « cafés-musées » et des « cafés à musique » avec porches gothiques et chapiteaux corinthiens. Ainsi, dans la mégapole trépidante du Japon d'aujourd'hui, sont encore préservées de ces haltes dont peut se nourrir la disponibilité individuelle pour y tisser « à l'occidentale » une topographie sub-

jective. Ainsi, le promeneur avisé peut-il encore trouver les traces, entre Bretagne et Vendée, d'un art des jardins aux références mais aussi aux subtilités de perspective toutes orientales.

Alain Corneau, lui aussi, a cru rompre ses amarres imaginaires quand il a filmé, en partant de Bombay, *Nocturne indien* (que l'on pourra voir en salle dès la semaine prochaine). Il n'a, bien sûr, retrouvé que lui-même.

ANNE REY.

CINÉMA

Alain Corneau, itinéraire indien



Son approche lapidaire et violente du film noir, avec *Police Python 357*, étonna dans les années 70. *Série noire* et *le Choix des armes* allaient confirmer « à la française » son efficacité toute américaine. Revenu de la déception du *Même*, Alain Corneau, le réalisateur de *Fort Saganne*, revient avec *Nocturne indien* (sortie annoncée le 16 août). Inspiré d'un récit de l'italien Tabucchi, c'est un voyage qui, jusqu'au cauchemar voilé, force les portes du réel.

MUSIQUE

Le bœuf au château : Assier renaît



Depuis quatre ans, une équipe de bénévoles organise une journée musicale au château d'Assier, dans le Lot. Dimanche 13 août, elle offre une soirée de folk et trouve encore une fois le moyen le plus agréable de récolter des fonds pour rénover cet édifice Renaissance. Cette année, le Louis Sclavis Quartet, les tambours du Bronx et la Squadra di canto popolare de Valpol Cervera occupent les lieux.

ARTS

Dans les musées de la Côte d'Azur



Fernand Léger fut dans les dernières années de sa vie un peintre de grandes parties de campagne dans lesquelles il libère la couleur du dessin. Aussi le retrouve-t-on tout naturellement chez lui à Biot, dans une exposition consacrée aux images des loisirs, et à l'exposition de Saint-Paul-de-Vence, pour fêter la jeunesse des vieux peintres ainsi que les vingt-cinq ans de la Fondation Maeght. Parmi d'autres invités d'honneur, dont Picasso, Matisse et Chagall qui, d'Antibes à Nice, se sont appropriés les musées de la Côte d'Azur.

مكتبة من الكتب

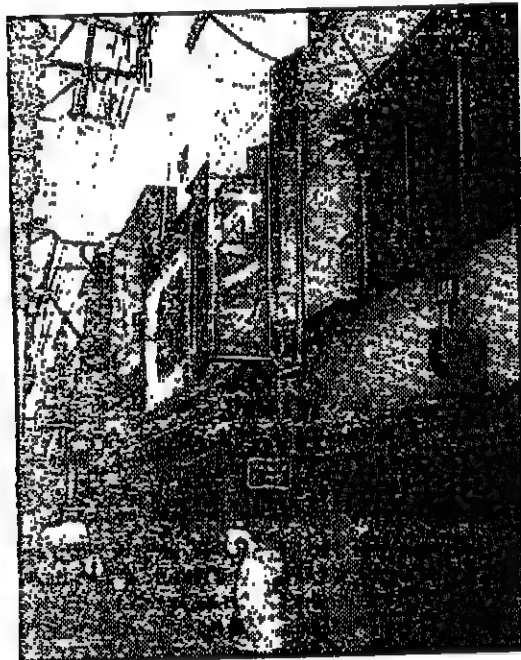
LOINTAINS FAMILIERS...

Tokyo, la cantate des cafés

Quand le Japon se mit au goût de l'Occident, à la fin du siècle dernier, naquit la mode des cafés. Le premier de ces établissements apparut à Tokyo, qui en compte aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers. Leur architecture comme les rites qui s'y perpétuent constituent l'expression privilégiée de la culture populaire nipponne.

En Occident, les cafés ont leur noblesse. Au Japon aussi. Dans la grande tradition des cafés occidentaux (que l'on pense à la porcelaine du café Greco de Rome, à l'acajou des petits cabinets du Florian à Venise...) l'accent est mis sur la qualité, le cadre, le décor, note Patrick Mauries dans un essai, *Quelques cafés italiens* (1), consacré à ce « précipité d'émotions » dont le café recèle l'alchimie. Une attention qui, en Occident, tend à se perdre.

Au Japon, c'est encore sur l'atmosphère, le décor, le protocole du service, la variété (nouée parfois) des arômes, la sophistication de la présentation que jouent, et se différencient, les cafés. La consommation compte autant que la manière dont elle est servie. Les terrasses sont relativement rares et les cafés ou salons de thé (rangés sous le vocable générique de *kissaten* ou de *coffee-shop*) constituent plutôt des lieux fermés sur eux-mêmes, indifférents au spectacle de la rue, microcosmes offrant ce que les Japonais qualifient de *mudo* (de l'anglais mood, atmosphère).



Le café Lion

On en compte plusieurs dizaines de milliers à Tokyo. Si beaucoup de petits établissements sont quotidiennement contraints à disparaître en raison de la flambée des prix du terrain, il en reste sans cesse. Les *kissaten* constituent l'une des expressions de la culture populaire nipponne et leur fréquentation est l'un des rites de la vie citadine. On n'y sert généralement pas d'alcool mais souvent des pâtisseries. La plupart n'ont pas de comptoir.

À la fin du siècle dernier, le Japon se mit au goût de l'Occident, et apparut dans le quartier de Shitaya, près d'Ueno à Tokyo, le premier café. Il était tenu par un Chinois. Le café, en tant que boisson, fut lié au Japon à la présence des étrangers, notamment pendant toute la période de fermeture de l'archipel (de la moitié du dix-septième siècle au milieu du dix-neuvième). Puis apparut le Puritan (le café Printemps) dont le patron était peintre. La grande attraction de l'établissement était due aux serveuses, habillées à l'occidentale. C'est à partir de cette époque que l'on commença à distinguer les établissements qui servaient uniquement des boissons et ceux dont les serveuses se livraient à d'autres activités — dans la tradition des maisons de thé (*chaya*) où siroter un breuvage vert accompagné de haricots sucrés était prétexte à des plaisirs d'une autre sorte. Les cafés durent conquérir leur respectabilité et se dissocier du demi-monde. Ils ne tardèrent pas à devenir le symbole des mutations de la vie urbaine de l'entre-deux-guerres.

C'étaient les endroits où se retrouvaient les *moga* et les *mobo* (*modern girl* et *modern boy*), la jeunesse dorée d'un Japon qui vécut aussi la montée du militarisme sur le mode de la frivolité tragique : c'était l'époque dite « *erogrou-nansensu* » (erotique, grotesque et non-sens). Culture « *des jours sans lendemain* » et des « *sensations sans émotions* », dont les cafés et leurs serveuses, qui se donnaient des airs de Marie Laurencin, furent l'un des hauts lieux. Ils devinrent tout naturellement le théâtre des débats politiques ou existentiels et les repères des intellectuels découvrant les idées étrangères et contestataires. Ainsi des cafés de Ginza, comme le fameux Lion ou le

Tiger, étaient-ils fréquentés par le grand écrivain Kafu Nagai, talentueux chroniqueur du monde du plaisir : il fut l'un des premiers à faire des serveuses de cafés des personnages de fiction et il eut un jour une aventure avec l'une d'entre elles qui faillit mal tourner. Plus tard, Kazuo Hirotsu leur consacra un roman (*Jokyu, les Serveuses*).

Au début des années 60, le *Fugetsudo* du quartier de Shinjuku, fréquenté par les artistes, les poètes, les étudiants militant contre la guerre du Vietnam et les déserteurs américains, était l'un des vestiges de cet esprit de contestation. Célèbre pour sa collection de disques et de tableaux, il a disparu avec la génération dont il fut le point de rendez-vous. D'une manière générale, les *kissaten* restaient, à l'époque, l'un de ces lieux de la rencontre, jamais consommée, du Japon et de l'Occident. Par leur décor et leur atmosphère, ils offraient à l'homme de la rue un parfum de « petites Européennes ». Dans la période de frustrations qui suivit la défaite, ce même homme de la rue y trouvait à la fois une sorte de luxe et un « exotisme » occidental dont l'occupation américaine lui avait donné le goût.



Le café Ojo (Château royal)

mais qui lui était généralement interdit par la pénurie et la quasi impossibilité de voyager.

Aussi, les cafés des années 50-60 apparaissent-ils aujourd'hui comme de vieilles cartes postales jaunies, expression des rêves surannés d'un Occident mythique. Souvent kitsch, leur décor de papier mâché, de stuc et de plastique, ne vise pas la vraisemblance : ce sont des univers de faux-semblants qui ne prétendent qu'à l'approximation et au simulacre. Monde de l'évasion, de la fantaisie, ils reproduisent une atmosphère bavaroise, new-yorkaise ou montmartroise telle que les Japonais se la représentent. Simulation, copie factice, les *kissaten* sont d'abord une évocation, un jeu de trompe-l'œil.

Un exemple de kitsch est le Ojo (le Château royal) au beau milieu du quartier chaud de Shinjuku, avec à l'extérieur ses tourelles, ses mâchicoulis, et à l'intérieur son immense vitrail représentant le couronnement de Joséphine par Napoléon. Les salles s'étendent sur trois étages. Le dernier possédant de petites pièces pour couples en quête d'intimité. A la faune plus ou moins interlope qui le fréquente passé minuit s'oppose celle, plus intellectuelle, du Papillon de nuit (*Seiga*), dans le même quartier, avec ses tables minuscules sur lesquelles tombe la lumière jaune filtrant de lampes à abat-jour en pétales.

Les cafés des années 50-60 sont caractérisés par leur aspect monumental. Le Den'en (Pastorale) du quartier de Shinbui, sorte de palais viennois avec ses lustres, ses chérubins de plâtre, ses moulages et ses colonnes en plastique sur trois étages, est un des derniers exemples du genre *mammosu kissa* (café mammoth). Autre tendance de l'époque, les *gojusa mudo kissa* (les cafés gorgeuses, c'est-à-dire somptueux). C'est le cas du Hibiya, dans le quartier du même nom, avec ses collections de porcelaine, son décor vaguement art déco, ses murs tapissés, ses éclairages sophistiqués et ses moulures au plafond. Depuis plus d'un quart de siècle, on y sert avec composition les consommations dans des tasses différentes pour chaque client, accompagnées de deux qualités de sucre. « Il est déplorable que les cafés ne cherchent désormais plus qu'à servir les consommations », aime à dire le patron. Au Café de l'Ambre (Ranburu), à Ginza, du côté de Shimbashi, le décor austère et sans recherche n'a pas changé depuis vingt-trois ans. Pas plus que le caractère quelque peu revêche de la patronne. Les habitués y viennent pour sacrifier à un rite : boire leur café. L'Ambre est un nom qu'affectionnent les patrons de cafés au Japon. C'est qu'existe dans Ginza

un autre Ranburu. De la rue, on dirait une église ; l'intérieur a connu de meilleurs jours. Avec ses vitraux, ses chandeliers électriques de guingois, il est sombre, bas de plafond, et sent un peu le mois au moment de la saison des pluies. Pourtant, il a toujours ses amateurs. Les couples y susurrent sur les banquettes, certains clients somnolent tandis que les immenses haut-parleurs déversent de la musique clas-



L'intérieur du café Li Po

sique. En entrant, on peut inscrire sur un cahier ses préférences. Le Ranburu est l'exemple d'un autre genre de cafés nippons : les « cafés à musique » — *meikyoku kissa*.

Le désir de solitude, de rêverie, est par excellence satisfait par ces établissements. Certains sont des véritables salles de concert dotées des équipements stéréophoniques les plus sophistiqués qui donnent au lieu la profondeur acoustique d'une cathédrale. C'était l'une des grandes innovations d'une époque où les Japonais ne possédaient pas tous encore une chaîne stéréo. L'un des plus célèbres est le Lion. Il ouvrit la première année de l'ère Showa, nom du règne de l'empereur Hirohito (1925). Détruit pendant les bombardements de la seconde guerre mondiale, il a été reconstruit tel qu'il était, ou presque, le long d'une ruelle de la colline Dogenzaka dans le quartier de Shibuya. Ce « café-musée », comme dit son patron, M. Ishihara, est un peu anachronique avec sa façade austère et son porche gothique surgis inopinément au beau milieu du quartier bariolé d'enseignes des *love-hotels* (hôtels pour couples sans bagages). Discret, sombre, avec ses abat-jours jaunies, il a de petites tables toutes orientées en direction des appareils stéréophoniques placés dans une sorte d'alcôve, surmontée de deux énormes amplificateurs aux caissons de bois clair. A côté est rangée une collection de quelque cinq mille disques. Le programme — qui change chaque semaine — est posé sur la table avec les consommations.

Sombre, bas de plafond, avec son comptoir en briques surmonté d'une plaque de bois, sa moleskine rouge qui a vécu, son chauffage à pétrole l'hiver, ses reines de Damia, Piaf et Trenet, le Radorio est un café du quartier des bouquinistes, Kanda, où venait Mishima. Un lieu de repli. Que de notes prises sur ses tables basses, rebelles aux genoux !



Le café Ambre

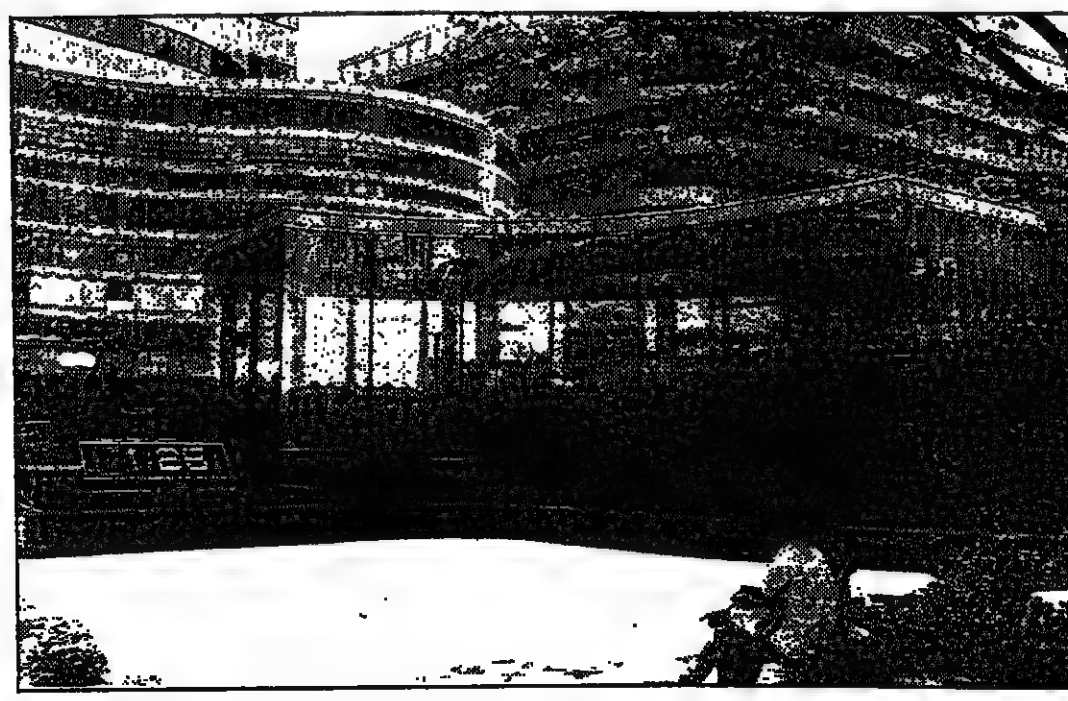
Le délicieux Li Po, dans le même quartier, a le charme des vieilles maisons japonaises, rehaussé par la présence de belles poteries coréennes de l'époque Hee : sa pendule rythme le temps depuis trente-cinq ans. Le petit Candies, au rez-de-chaussée d'une minuscule maison qui disparaît sous le lierre, est un lieu intime tenu par un vieux couple. Ailleurs, le Hei-roku, avec son comptoir rectangulaire derrière lequel s'affaire un ancien cheminot qui raconte la Mandchourie, le Pow-Won, tout en bois, avec ses théières à pression, ses paniers d'herbes séchées, sa patronne qui fait de la poterie. Ou encore le minuscule Momoya, lieu de rendez-vous des journalistes de l'*Asahi* avant qu'il ne déménage, le vénérable Kayaba, au sommet de la colline de Yanaka, l'un des derniers quartiers du vieux Tokyo, ouvert en 1914, fréquenté autrefois par des étudiants des académies de musique ou des beaux-arts voisins, devenus aujourd'hui professeurs... Autant de haltes où l'on respire le parfum d'une ville où le client a l'impression d'avoir été attendu par un sourire ou un bouquet de fleurs sur une table.

Autrefois, en Italie notamment, l'un des agréments du café tenait à ces longues baguettes d'acajou sur lesquelles étaient fixés les quotidiens du jour. La lecture est encore un des plaisirs des cafés nippons : on y trouve presque toujours les quotidiens et les hebdomadaires ou des bandes dessinées. Ces accessoires font partie du service. Les *kissaten* offrent un décor mais l'atmosphère serait imparfaite sans l'attention dont doit bénéficier le client. Tout commence par le rituel du verre d'eau qui précède systématiquement la consommation, accompagné souvent d'une serviette humide (*oshibori*), chaude ou froide selon la saison. La mise à votre disposition d'allumettes est une autre attention des *kissaten*. La présence (exempte de toute émotivité) du serveur, qui se contente d'être là, disponible, à votre service, complète l'atmosphère. Le café est un lieu où l'on doit se sentir bien. Tout simplement.

PHILIPPE PONS.

(1) Editions Quai Voltaire, 1987.

Au « Vie, Vie » de Hibiya, la rage de nouveauté l'emporte : bassin de marbre noir et gadgets



L'ŒIL VAGABOND

... PROXIMITÉS EXOTIQUES

Nantes, des temples dans la jungle

C'est aussi à la fin du dix-neuvième siècle que la France s'enticha d'architecture orientale. Le même Alexandre Michel qui construisit pour Paris l'introuvable Pagode, aujourd'hui convertie en cinéma, travailla à l'aménagement d'un parc au sud de la Bretagne. Le temple khmer de Maulévrier est aujourd'hui un lieu de culte pour la communauté cambodgienne de Cholet...

L'ART des jardins fait sonner. Pourquoi pas l'art du triot ? De jardin, on retient jardiner, une activité du troisième âge, retraités et vieilles dames. A la campagne, il est potager. A la ville, sous le nom d'« espace vert », il accompagne obligatoirement toute urbanisation nouvelle, mais se borne volontiers à une pelouse mitée plantée d'arbustes chétifs. Dans le meilleur des cas, il sert d'avant-scène aux monuments chargés d'histoire. Depuis quelque temps, heureusement, le jardin retrouve un peu de son lustre. Des parcs nouveaux sont pensés, dessinés, exécutés. L'administration des Monuments historiques ne fait plus passer systématiquement dans la pierre les crédits destinés au végétal. Mais combien, aujourd'hui, osent assimiler la composition d'un jardin à celle d'une œuvre picturale ou musicale, ce qu'Edgar Poe n'hésitait pas à faire ? « Le sentiment poétique peut, bien entendu, se manifester dans des modes variés, dans la peinture, dans la sculpture, dans l'architecture, dans la danse, plus spécialement dans la musique et très particulièrement dans une activité qui lui offre un vaste champ, la composition d'un jardin paysagé », note l'écrivain, à une époque où, pourtant, cet art se transforme radicalement avant de vivre ses derniers beaux jours.

UNE EXTRAVAGANCE PAISIBLE

Au milieu du siècle dernier, la vertu des jardins, oasis d'illusions, microcosmes fantasmatiques, si chers aux contemporains de Rousseau, disparaît aux yeux des propriétaires soucieux de faire fructifier, plus prosaïquement, leurs terres. Mais la révolution industrielle, qui décapa la surface des villes, incite les urbanistes à développer au centre des cités des parcs d'un nouveau genre. Il faut bien faire respirer les prolétaires et donner aux bourgeois des buts de promenade. Nantes, avant Paris, se donne un somptueux jardin conçu par le docteur Ecochard, qui trouve son inspiration en Angleterre. Le dix-neuvième siècle dotera également la région nantaise de trois autres parcs qui, eux, ne doivent rien à la Grande-Bretagne.

D'ailleurs, on se demande bien d'où viennent les Folies Siffait. Leur nom évoque les aimables bergeries du Trianon de Marie-Antoinette. Le visiteur attend donc des bosquets, il tombe sur une jungle ; il cherche de fragiles constructions, il bute sur les travaux d'Hercule. Il faut prendre l'appellation de ce parc au pied de la lettre. C'est une véritable folie, une extravagance voulue par son créateur, un paisible recouvrement des douanes, Alexandre Siffait, Picard installé sur les bords de la Loire en 1816. A quelques centaines de mètres du domaine où il vit, il fait aménager à partir de 1826, sur 3 ou 4 hectares de terrains qui dévalent abruptement vers la Loire, une série de terrasses étagées par de gros murs anteforts enduits et peints d'ocre, de bleu et de gris. Les sévères murailles sont ornées de fausses fenêtres. Les portiques succèdent aux passages étroits qui s'évasent parfois en de majestueux escaliers. Les esplanades étaient plantées d'espèces rares : quelques-unes survivent au milieu d'une végétation proliférante. De cette cascade minérale, ornée de redans, d'éperons, de saillies, on découvre le fleuve, coupé d'îles sablonneuses, bordé de saules, et le plus français des paysages français, avec sa lumière diffuse et ses lointains tremblants. Mais si les Folies Siffait ont été conçues pour « cadrer » ce grand panorama, elles étaient également faites pour être vues de la Loire. La rivière était encore fréquentée, à l'époque, par de nombreux voyageurs, auxquels les défilés touristiques ne manquaient pas de signaler l'existence de ces étranges constructions.

Le peintre Turner les visita sûrement puisqu'il laissa une *Vue sur le coteau des Mauves* tout proche et qu'il fut l'hôte d'Alexandre Siffait. Celui-ci mit dix ans à exécuter son projet, puis disparut de la région pour achever sa vie du côté de Clermont-Ferrand. Son

frère, Oswald, fit peut-être poursuivre certains travaux : des sondages entrepris récemment indiquent l'existence de murs — ou de fondations — enfouis dans le sol. La commune du Cellier a obtenu de ses propriétaires actuels une concession de vingt ans. Le plan du jardin a pu être relevé et les arbres pointés. Gilles Clément, l'un des auteurs du parc de Javel, à Paris, étudie le parti que l'on peut tirer de ce lieu magique. Il faudra respecter le travail de son inventeur, mais aussi celui de la nature et du temps : le jeu entre le minéral, la lumière et l'eau, sans oublier l'irruption sauvage de la végétation qui envahit l'ensemble de cette Folie, au point d'en faire crouler les parquets. « C'est cent mille francs la brèche », note sobrement Philippe des Jamoires, le maire du Cellier. Les Monuments historiques commencent à s'intéresser aux jardins : le sauvetage de ce site unique, qui tient de l'oppidum celtique, du labyrinthe crétois, de la citadelle mycénienne, du temple aztèque et du palais du facteur Cheval devrait être une de leurs priorités.

Ce gigantisme, en tout cas, traduit un goût certain pour l'architecture grandiloquente issue des gravures de Piranèse ou des utopies de Ledoux et de Boullée. Ce culte du colossal, qui avait été annoncé par Burke dans sa définition du Sublime et du Beau, rejette le jardin et l'architecture rococo comme une suite d'événements trop intimes et trop policés. L'idéal artistique de ces hommes qui sortent de la Révolution et de l'Empire reste la pureté des formes néo-classiques, mais le romantisme naissant exalte la Nature vierge. C'est donc en Suisse et en Italie que François Lemot va chercher son inspiration quand il décide, en 1817, d'aménager sa propriété de la Garenne, près de la petite ville de Clisson, ravagée par les guerres de Vendée.

L'initiative d'une telle entreprise serait due au peintre Pierre Cacault et à son frère François, diplomate



Maulévrier : le temple khmer

et ami intime du propriétaire. S'ils ne manquent pas d'inscrire dans le parc les ruines colossales de la forteresse médiévale de Clisson, ils peuplent cette vallée vendéenne de constructions italianisantes, de temples à l'antique, et aménagent des points de vue pittoresques, des grottes, des rochers, des cascades. L'un des bâtiments doit devenir une école d'art et loger l'importante collection du peintre : tableaux, sculptures et gravures. Mais François Lemot, industriel avisé, ne manque pas de joindre l'utile à l'agréable. Les maisonnettes « italiennes » sont autant d'ateliers — arsenaux, forges, papeteries — et ses terres de la Garenne, d'un excellent rapport. L'Arcadie de Lemot n'ignore rien de la révolution industrielle.

Le goût change vite. Flaubert, qui visita le domaine en 1846, admire le parc, mais regrette les « beautés factices » dont il est orné. Il condamne ce « froid goût italica, républicain, romain, si fort à la mode du temps de Canova et de Mme de Staël (...), pompeux, grandiose et digne ». Et de moquer le temple de l'amitié,

« grand tombeau des deux amis » (François Lemot et le sénateur Cacault), les inscriptions, les rochers composés et les ruines artificielles. Sa déception serait aujourd'hui aggravée : une partie du parc est dépecée, celle qui touche à la ville en particulier. Le logis principal, avec son lourd péristyle à colonnes et son crépi trop blanc, abrite un conservatoire de musique. On restaure une ferme « toscane » qui a belle allure avec ses toits plats, ses terrasses et son chaînage de briques. Une curieuse tour, juchée sur une arche, domine la rivière. Le parc est riche de colonnes commémoratives et d'orateurs romains fixés sur leur socle. L'arsenal sert de garage à bateaux. Le temple de Vesta, juché sur un escarpement, menace ruine. On ne peut y accéder qu'à travers le cimetière du village. Et la « colonne Henri IV », qui témoignait clairement des opinions politiques du propriétaire, se retrouve au centre d'un lotissement particulièrement désastreux. Reste un bel espace nostalgique, un peu négligé, où les promeneurs du dimanche viennent pique-niquer sagement, sans se soucier du passé de ce Tivoli vendéen.

UN BOUDDHA AU CŒUR DU BOCAGE

A Maulévrier, près de Cholet, ce n'est pas le souvenir des guerres vendéennes qui domine, en dépit du passé tumultueux de la cité. On a beau être au cœur du bocage, le visiteur se sent plus proche de Pierre Loti que de Stoflet, le garde-chasse qui lança ici l'insurrection en 1793. Une lourde bâtisse Restauration, transformée en collège, domine un parc « oriental » créé dans les premières années de notre siècle. Son auteur : Alexandre Marcel, un architecte fasciné par l'Extrême-Orient. En 1897, à la demande du propriétaire du Bon Marché, il construisit à Paris, rue de Babylone, la Pagode, aujourd'hui célèbre cinéma d'art et d'essai. Léopold de Belgique lui commande une tour japonaise et un pavillon chinois pour sa résidence de Laeken. A la même époque, il travaille, pour le baron Empain, à la construction d'Héliopolis, une ville nouvelle, à 12 km du Caire. A Maulévrier, c'est pour son beau-père qu'il aménage un vaste jardin, hommage, une fois encore, aux civilisations asiatiques.

Près du grand étang qu'il a fait creuser, une pagode nippo-poitevine voisine avec des lanternes de pierre fort réussies ; plus loin, un pont de bois rouge sorti d'une estampe d'Hokusai joint un groupe d'îlots. La toiture d'un temple thaïlandais est plantée au bout d'un promontoire. Un temple khmer, dont les danseuses ont la plastique de la belle Otéro, vient tout droit d'une Exposition universelle parisienne. La communauté cambodgienne de Cholet l'a néanmoins élu comme lieu de culte : un bouddha de belle taille est orné de colliers de fleurs fraîches. Des dragons de pierre veillent sur l'arboretum : érables du Japon, mélèzes orientaux, cerisiers à fleurs, cornouillers d'Himalaya, magnolias étoilés... Il manque sans doute un peu d'argent à la municipalité pour remplacer convenablement les espèces qui meurent. Et surtout mieux organiser la calamiteuse entrée du parc, en isolant — par une bambouseraie ? — le terrain de sports sans doute indispensable au collège voisin, mais particulièrement disgracieux.

EMMANUEL DE ROUX.

* Pour tous renseignements sur les jardins des Pays de la Loire, on peut s'adresser à la Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement, 93, rue de la Bastille, Nantes. Tél. : 40-20-46-78 ; ou à la Direction régionale des affaires culturelles, 2, allée du Commandant Charcot, Nantes. Tél. : 40-29-32-55.

Clisson : la tour de Lemot



كلتا من الاصل

SORTIE LE 16 AOUT DE « NOCTURNE INDIEN », D'ALAIN CORNEAU

Le voyage, ce roman noir

Le premier film d'Alain Corneau, *France société anonyme* (1973), était une fable politique futuriste. Puis il y eut les grands films noirs : *Police Python 357*, *la Menace*, *Série noire*, *le Choix des armes*. Et, d'abord présenté hors compétition en ouverture du Festival de Cannes 1984, *Fort Saganne*, saga historique d'après le roman de Louis Gardel. Depuis, on se posait des questions sur Alain Corneau, plutôt perdu avec *le Môme* (1986). Il revient, sans tambour ni trompette, après avoir pris un virage éblouissant. *Nocturne indien* est un événement dans le cinéma français et le premier événement cinématographique de la rentrée. Ce film, qui tient selon son auteur « de *l'Insomnie* et du voyage », sort le 16 août, et, le 7, Alain Corneau aura en quarante-six ans. Pour lui, avec ce nocturne, le bel âge mûr.

— « Que s'était-il passé, après *Fort Saganne* ? »

— Rien, en somme. J'ai cherché à faire autre chose, pas un film de prestige. Un film de petit budget, avec beaucoup d'intentions. Ce fut sur un sujet policier, *le Môme*. Je ne l'étudie pas, mais je peux bien dire que ce n'était pas réussi. Par ma faute. Je n'ai récolté que ce que j'ai semé. Ensuite, j'ai fait plusieurs essais de scénarios et un téléfilm dans la série *Médecins des hommes*. C'est un peu ce qui m'a ouvert la porte. J'ai voyagé au Pakistan, j'ai lu le roman d'Antonio Tabucchi *Nocturne indien* — je lis tout ce qui concerne l'Inde. Un homme, jeune, qui prétend s'appeler Rossignol, arrive à Bombay. Il cherche un ami, Xavier Janata Pinto. Dans un hôtel borgne, à l'hôpital, mais c'est une fausse piste. Alors, il continue à chercher. Il voyage, sur les traces de Xavier. Dans ma tête, il y a eu un déclic. A cause du bouquin, à cause de l'Inde, à cause de ce sujet appliqué à l'Inde. Je n'ai pas eu envie de m'y mettre tout de suite, mais cela me travaillait. Maintenant que c'est terminé, je me dis qu'il y a, peut-être, après ce qui fut pour moi une étonnante aventure, plus de choses dedans que ce que j'ai voulu y mettre.

— Votre film passionne justement parce qu'il commence comme du Corneau, disons de l'époque *Série noire*. Avec une intrigue qui semble plus ou moins policière. Et puis, il y a Bombay, d'autres paysages, la traversée de l'Inde, un mystère différent. On suit cela comme un film noir, mais en présentant que vous examinez le spectateur ailleurs.

— Le thème, le mécanisme d'un personnage central courant après lui-même, je l'avais déjà traité dans mes polars. Cela m'obsède. J'ai voulu que ce *Nocturne* fonctionne comme un roman noir et, pour que l'intri-

gue puisse basculer, je suis resté très fidèle à la technique du roman noir. Très fidèle aussi à la narration de Tabucchi, et pourtant, ce n'est pas une véritable adaptation de son livre.

— C'est le récit filmé d'un passage à l'acte. Un homme se promène et fait des rencontres. Son itinéraire est ponctué par les adresses indiquées par le livre. Et tout se focalise sur l'illusion entre réalité et rêve, à mesure que cet homme avance — géographiquement et moralement — dans sa recherche. J'ai mis en scène ce qui me fascinait. La fin est celle du livre et j'ai mis longtemps à l'accepter. Je ne sais pas trop pourquoi, j'étais embarrassé. Or le sujet entier est contenu dans cette fin. C'est là qu'on le découvre. Un jour, au cours de la préparation, j'ai enfin compris, accepté. Après, plus rien n'a bougé, sauf de petites modifications au tournage.

— Le film était écrit, les principes de mise en scène arrêtés : caméra fixe, suppression du champ-contre-champ, décors, éclairages, un seul travelling. Nous savions aussi que seule la fin — les scènes avec Clémentine Célarié — serait parlée en français. Il m'est arrivé une chose étrange. J'ai été déstabilisé, et content de l'être, par l'envie furieuse de faire ce film. Sur le tournage, j'ai eu l'impression de filmer, enfin, ce qui m'intéresse dans la vie quotidienne. Sans procédés de narration.

— Au cours d'une scène de train, il est fait allusion à Peter Schlemihl, l'homme du conte allemand qui avait

perdu son ombre. On a l'impression d'un signe, d'un avertissement.

— J'avais lu les autres livres de Tabucchi. Dans *Trains qui vont à Madras*, j'avais relevé l'épisode Schlemihl et je voulais le replacer dans le scénario. J'ai rencontré Tabucchi et je lui ai demandé la permission d'intégrer cet épisode au film. Il a accepté d'autant plus volontiers qu'il l'avait lui-même, en écrivant, d'abord placé dans *Nocturne indien*. Curieux, n'est-ce pas ? C'est une des choses essentielles pour le rapport entre Rossignol et le mystérieux et invisible Xavier Janata Pinto. Celui-ci existe-t-il ou non ? Moi, j'y crois. J'ai travaillé à l'adaptation avec Louis Gardel, l'auteur de *Fort Saganne*, parce qu'il m'a encouragé, poussé à faire ce film. Et puis, c'est un ami très proche. Nous avons fixé ensemble les différentes écritures du scénario.

— Comment se produit, aujourd'hui, un film aussi original et hostile ?

— J'ai eu la chance que mon producteur soit Maurice Bernart. Je le connais depuis longtemps. Il avait coproduit *France société anonyme*, et veillé à lui seul au financement de *Série noire*. Maurice Bernart avait des affaires dans l'immobilier. Il gagnait de l'argent et il plongeait régulièrement dans le cinéma. Et puis il s'est consacré entièrement à la production. C'est un indépendant absolu. Il a produit *Thérèse* d'Alain Cavalier, *Agent trouble*, de Jean-Pierre Mocky. Actuellement, il est sur un film d'Arthur Joffé. J'ai eu avec Maurice Bernart des relations de dialogue per-



Alain Corneau en tournage avec Jean-Hugues Anglade.

manent, de fond, sur le film lui-même. C'est exaltant de pouvoir parler du film qu'on tourne avec le producteur. C'est essentiel.

— Ainsi, le choix très heureux de Jean-Hugues Anglade, pour le personnage, est venu d'une discussion avec Maurice. Il a constamment accompagné le film. Je crois que cela correspondait à un désir très fort chez lui. Quand j'ai voulu utiliser pour l'ambiance musicale l'adagio du *Quintette à cordes en ut majeur* de Schubert, il m'a bien compris. Nous avons eu un financement normal. J'aime quand un film rencontre son budget exact. Ici, c'est un budget relativement modeste, mais je pense que plus d'argent n'aurait pas permis d'atteindre ce que nous envisageons.

— L'inconnu, c'était le tournage en Inde. Tout s'est fait là-bas, en six semaines et trois ou quatre jours. Un tournage de rêve ! Une équipe technique de sept Français, presque pas de figurants et juste quelques scènes de studio à Bombay, où l'équipement est remarquable, pour certains décors. Nous avons été totalement « absorbés » par l'Inde, dans les lieux que j'avais choisis, aux repérages. Ce ne sont pas les mêmes que dans le livre — Tabucchi en avait inventé — mais j'ai gardé le système des adresses.

— Cette recherche d'un homme, et d'un passé, qui est, en fait, celle de l'identité, fait parfois penser à *Monsieur Arkadin*, d'Orson Welles, et à *Monsieur Klein*, de Joseph Losey, compte tenu des différences de contexte.

— Sans vouloir être prétentieux, il s'agit, en effet, d'une même dimension morale, métaphysique. Nous avons parlé un peu d'Orson Welles, sur le plateau. Dès le premier jour, nous avons commencé à baisser la caméra, à utiliser de courtes focales. Il y a, évidemment, dans ce que cherche le personnage, quelque chose qui tend vers le monde d'Orson Welles et, dans une moindre mesure, vers le film de Losey. Mais l'Inde, cette Inde-là, modifie tout. Pour moi, c'est la grande affaire. Par exemple, la voyante, si étrange physiquement, qui intervient à l'arrêt de l'autocar, n'est pas une actrice. C'est, avec un âge mental de sept ans et son don de voyance, un personnage réel, qui a été d'une énorme importance pour la rencontre entre le texte de la scène et la réalité indienne.

— Et vos acteurs français ?

— Quand nous avons proposé le rôle à Jean-Hugues Anglade, sa réaction a été enthousiaste. Peut-être a-t-il senti, derrière cette quête, ce voyage qu'il devait accomplir dans le film, une recherche concernant le métier d'acteur. L'estime qu'il a fait le contraire de ce qu'il avait fait jusqu'à présent, qu'il a su transformer son rapport, jusqu'alors très charnel, au cinéma, avec Patrice Chéreau et Jean-Patrick Béneix. J'avais besoin de retenue, de puritanisme. Il y a formidablement travaillé. D'ailleurs, lui aussi a été saisi par l'Inde.

— Sauf, à la fin, lorsque l'on rencontre, à Goa, dans un palace très occidental, cette femme, cette Française, Christine, qui a eu de l'Inde une autre vision, puisqu'elle est allée à Calcutta. Clémentine Célarié tranche sur l'atmosphère générale du film. Elle est simple, sensuelle, maternelle, rationnelle. En même temps, on sent en elle une douleur, une brisure qui ne sont pas expliquées. Elle est une des grandes comédiennes de la génération d'aujourd'hui.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

REPOUSSÉE AU 16 AOUT

REPRISE DE « L'ÉQUIPÉE SAUVAGE », DE LASLO BENEDEK

L'ange et le primate

COMBIEN sont-ils ? Dix, vingt, trente, quarante ? Une bande d'adolescents américains partis en virée comme chaque samedi. Le moto-club des Rebelles noirs. Ils chevauchent fièrement leurs motos dernier cri. Ils portent des blousons, des blousons et des gants de cuir noir. Ils sont casqués et bottés. Ils foncez sur la route, conduits par leur chef, Johnny. Sommes-nous dans l'Amérique d'aujourd'hui ? On pourrait le croire si cette *Équipée sauvage* en blanc et noir qui ressort cette semaine n'avait été réalisée en 1953.

Autre temps, autres mœurs ? Certainement pas. Audacieux et presque documentaire à son époque — et inspiré d'un fait divers de 1945 : la mise à sac d'une bourgade californienne par une bande de motards — le film raconte une histoire qui pourrait se reproduire de nos jours dans des conditions presque semblables. Anecdote historique : le mythe du blouson noir a démarré là.

En 1953, les États-Unis étaient engagés dans la guerre de Corée et la chasse aux sorcières. Dans les années 60 et 70, la guerre du Vietnam, la contestation étudiante, allaient déclencher d'autres révoltes adolescentes. De *Scorpio Rising* aux *Anges sauvages* et à *Easy Rider*, motos et blousons de cuir ont traversé l'histoire de la civilisation occidentale moderne et d'un certain cinéma américain.

1953. Laslo Benedek tourne *l'Équipée sauvage* pour le producteur indépendant et anticonformiste Stanley Kramer. D'origine hongroise, il a étudié la médecine et la psychanalyse avant de travailler dans les studios de Berlin et a quitté l'Allemagne pour fuir



Lee Marvin.

le nazisme. Kramer et lui ont déjà fait ensemble *Mort d'un commis voyageur* d'après la pièce d'Arthur Miller. L'adaptation n'a pas plu à l'auteur. Mais Benedek, alors âgé de quarante-cinq ans, lui doit une subite célébrité.

Dans *l'Équipée sauvage*, il décrit la montée de la violence au sein d'une petite ville de province, troublée par l'arrivée des Rebelles noirs, puis par celle d'une bande rivale. C'est Wrightsville, les motos pétaradent dans la nuit, les motards insultent les habitants et font les intéressants pour les filles. Johnny semble séduire par Kathie, la fille du patron de café...

Johnny ? Marion Brando. Proche de la trentaine, il paraît vingt-deux ans à peine. Produit par l'Actor's Studio, de Broadway et du théâtre new-yorkais. Sous la direction d'Elia Kazan, il a été à la scène et à l'écran la belle brute d'*Un tramway nommé Désir*. Il y exhibait un dos nu défiant toutes les censure. Moto et blouson de cuir : voilà Brando centenaire et archétype social. Il a l'air d'un voyou à l'intelligence toute relative, il parle peu et mal. Qu'importe ? Plus encore que dans le *Tramway*, Brando est ici, de la tête aux pieds, un acteur « sexuel » dont le moindre geste comporte une formidable charge d'érotisme. Avec cette beauté terriblement ambiguë qui lui valait les désirs des hommes aussi bien que des femmes.

L'une des scènes les plus étonnantes, quand on la revoit aujourd'hui, est l'empoignade à bras-le-corps, la rude bagarre en pleine rue, de Johnny avec Chino, le chef de l'autre bande. Il faut dire aussi que Chino est interprété par Lee Marvin, dont le stupéfiant physique de primate s'oppose à « l'angélisme » équivoque de Brando. Et si Marie Murphy, en Kathie, apporte une petite note de poésie et de tendresse dans une atmosphère terriblement tendue, la fille vraiment digne de ces motards, c'est Britches (Yvonne Doughty), qui appartient à la bande de Chino et se fait, en vain, provocante à l'égard de Johnny.

Pour le reste, le film est un affrontement parfois terrifiant entre adolescents décidés à tout casser et adultes à la mentalité rétrograde. Deux univers irréconciliables malgré une fin (relativement) optimiste. Décidément, les choses n'ont pas changé.

J. S.

Tabucchi : Stendhal relu par Borgès

Né à Pise en 1943, professeur de littérature portugaise, traducteur en italien de Fernando Pessoa, Antonio Tabucchi n'a été connu en France qu'en 1967. Coup sur coup, Christian Bourgois a publié cinq de ses livres : *Femmes de Porto Pin* et autres histoires, *Portes closes*, *Les heures de la nuit*, *le Fil de l'horizon*, *le Jeu de l'envers* et ce *Nocturne indien* qui devait valoir à son auteur le prix Médicis étranger. Il s'agit toujours de courts textes, brefs, énigmatiques, nourris de lectures, de voyages, de conversations. Tabucchi ne raconte jamais une histoire : il se raconte tout. Il se raconte mille, qu'il tisse dans des récits qui s'enroulent entre le songe et le réel, entre les jeux d'une logique de l'énigme et la description d'un monde mensonger et trompeur dont l'écrivain tente de saisir l'envers. C'est Stendhal qui aurait été relu par Borgès.

Tabucchi est l'écrivain de l'« intranquillité ». Chaque de ses constructions, dans la beauté même de son écriture, est une manière de déséquilibrer le lecteur, de provoquer son malaise, d'interroger en vision trop simple et trop naïve des choses. L'ironie raffinée, hypercivile du romancier reflète et provoque tout à la fois le désarroi intellectuel de notre époque. C'est le triomphe du malentendu, le règne des fausses évidences, des équivoques, des trompe-l'œil sublimement mesquins. Tabucchi ne prétend jamais « dire la vérité » sur l'Inde ou sur le terrorisme, sur la morale ou sur l'art : son écriture signale, tague, drôle, décode toutes les formes contemporaines du mensonge.

PIERRE LÉPAGE.

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Le Ciel s'est trompé

de Emilio Ardolino, avec Cybill Shepherd, Ryan O'Neal, Robert Downey Jr., Mary Stuart Masterson. Américain (1 h 50).

La métaphysique hollywoodienne dans toute sa splendeur : quand on meurt, on va au ciel. Si on le demande poliment, on peut se réincarner sur terre. Pour éviter les confusions, un ange doit procéder à une injection éradiquant les souvenirs de la vie antérieure. On n'est jamais à l'abri d'un oubli et un jeune étudiant (Robert Downey Jr.) découvre que la maman (Cybill Shepherd) de sa petite amie (Mary Stuart Masterson) n'est autre que sa veuve dont il avait été séparé vingt ans plus tôt après avoir été égaré. Sur des scénarios similaires, Labisch ou Capra ont fait de grandes choses. Ils avaient bien du mérite. Cybill Shepherd est si opaque qu'à la fin du film (comme au bout de cent cinquante épisodes de *Clair de lune*), on ne sait toujours pas si elle est toujours présente ou si elle est toujours furieuse ou si elle a fait l'ange parce qu'elle est progénisse.

VO : Forum Horizon, handi-copie, 1^{re} (45-03-57-57) ; Pathé Impérial, handi-copie, 1^{re} (45-03-79-38) ; George V, 1^{re} (45-02-41-46) ; Sept Persepolis, 1^{re} (45-02-32-20). VF : Pathé Impérial, 1^{re} (45-03-79-38) ; France 3, 1^{re} (45-03-79-38) ; Pathé Clichy, 1^{re} (45-02-46-01).

Confession criminelle

de Fred Walton, avec Donald Sutherland, Charles Durning, Charles Hallahan, David Warner. Américain (1 h 44).

L'église de Detroit ne sait plus à quel saint se vouer. Un maniaque assassine méthodiquement les prêtres et les religieuses de la ville, et laisse un chapelet noir sur les cadavres en guise de signature. Il l'a avoué à un homme, mais celui-ci ne le dénoncera pas : il est prêtre. Même s'il a une vision très simple de son ministère, il ne peut pas violer le secret de la confession. Confronté à ce dilemme, il joue au chat et à la souris avec l'assassin. Mais qui poursuit qui ? Le film de Fred Walton est parcouru de délicieuses frissons. Le chœur en brosse et la voix cassée, Donald Sutherland, écolastique fringant, même une trague optimiste. Mais le thriller perd de son intensité lorsqu'il s'égare dans des considérations superflues sur les méfaits de la religion catholique, personnalisés par un horrible curé intolérant et conservateur (Charles Durning), ou quand il s'enlise dans une histoire d'amour indigente. RM

VO : Forum Aro-Ciel, handi-copie, 1^{re} (40-39-93-74) ; Les Trois Lézards, 1^{re} (45-03-77-77) ; George V, 1^{re} (45-02-41-46) ; Sept Persepolis, 1^{re} (45-02-32-20). VF : Pathé Impérial, handi-copie, 2^e (47-42-72-52).

Leverboy

de Joan Micklin Silver, avec Patrick Dempsey, Kate Jackson, Carrie Fisher, Barbara Carrera, Kristin Alley, Robert Ginty. Américain (1 h 30).

Un jeune homme affectueux livre des pizzas aux sauteuses et console les cœurs meurtris de Beverly Hills, à condition qu'ils soient féminins. Après avoir filmé l'univers juif new-yorkais (*Heaven Street, Izzy et Sam*), Joan Micklin Silver s'essaye à la farce. « Je n'avais pas



Pour le réalisateur espagnol Fernando Trueba, les histoires d'amour les plus romantiques ne sont pas forcément les plus mièvres. Dans son dernier film, *Manolo*, un adolescent, Jorge Sanz (notre photo), subit les premiers assauts de l'amour au beau milieu de la guerre et les vit avec ferveur et tendresse.

encore eu la chance de filmer un piano qui vole à travers une ville ou une pauvre fille à moto », dit-il. C'est fait.

VO : Forum Orient Express, handi-copie, 1^{re} (45-02-42-28).

Manolo

de Fernando Trueba, avec Jorge Sanz, Manuel Vázquez, Manuel Alexandre, Rafaela Aparicio, Lucio Martínez. Espagnol (1 h 45).

Un adolescent réfugié avec son petit frère dans un sanatorium espagnol en 1940 connaît ses premiers amours, des tourments bien plus délicieux que ceux de la guerre. Il observe, grandit et apprend auprès d'un vieux libéral qui ne rêve que de Paris. Le sans est pour lui un coin de vacances. Mais les adultes, ossifiés par le dogme fasciste et la morale catholique, troublent ce paradis enfantine. Le réalisateur, Fernando Trueba, a écrit avec brio des dialogues vifs qui tranchent avec une intrigue romanesque. Jorge Sanz, adolescent en fleur, les dit sans rougir, l'amour et la grossièreté au bord des lèvres. RM

VO : Épis de Bois, 1^{re} (45-02-47-47) ; La Triomphe, 1^{re} (45-02-45-76) ; L'Entreprise, 1^{re} (45-02-41-83). VF : Paramount Opéra, handi-copie, 1^{re} (47-42-58-31).

Le Messager de la mort

de Jack Lee Thompson, avec Charles Bronson, John Van Duren, Laurence Luckinbill, Daniel Ghezzit, Marilyn Hume, John Ireland. Américain (1 h 35).

Sur l'effigie Charles Bronson grimoire un peu mais à l'air toujours aussi peu comode. Le réalisateur Jack Lee Thompson a déjà travaillé souvent avec l'acteur et les maléfices n'ont jamais eu à s'en féliciter, au contraire des fabricants de munitions de gros calibre. On peut toujours espérer une surprise.

VO : Forum Aro-Ciel, 1^{re} (40-39-93-74) ; George V, 1^{re} (45-02-41-46). VF : La Nouvelle Mandoline, 1^{re} (45-02-72-58) ; Paramount Opéra, handi-copie, 1^{re} (47-42-58-31) ; France 3, 1^{re} (45-03-79-38) ; Pathé Clichy, 1^{re} (45-02-46-01) ; La Gambetta, 1^{re} (45-02-10-08).

La Nuit du sérail

de Jack Smight, avec F. Murray Abraham, Maud Adams, James Michael Gregory, Ron Dorsh. Américain (1 h 50).

Thé du livre de Michel de Grèce, ce film raconte l'his-

toire vraie d'Aimée Duboucq de Rivery. Kidnappée au dix-huitième siècle par des pirates et vendue pour le harem du sultan de l'Empire Ottoman, cette jeune aristocrate française devient l'une des femmes les plus influentes d'Istanbul.

VO : Gaumont Les Indes, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-31) ; George V, 1^{re} (45-02-41-46). VF : Saint-Lazare-Pasquier, 1^{re} (45-02-35-43) ; Les Nations, 1^{re} (45-03-04-57) ; Fauteuil 36, 1^{re} (45-03-01-74) ; Gaumont Aldéa, handi-copie, 1^{re} (45-02-74-01) ; Miramar, 1^{re} (45-02-99-52) ; Gaumont Convention, handi-copie, 1^{re} (45-02-42-27) ; Pathé Clichy, 1^{re} (45-02-46-01).

Un père et ses

de Sébastien Grall, avec Sébastien Grall, Eddy Mitchell, Guy Marchand, Véronique Genest, Luc Thillier, François Berland. Français (1 h 28).

Pendant que sa maman (Véronique Genest) est partie en grand reportage, une petite fille (Nathalie Schellberg) se cherche un père parmi cinq candidats (Eddy Mitchell, Guy Marchand, Luc Thillier, François Berland et Christian Charment). Il y a dans *Un père et ses*, juste de quoi entretenir l'espoir d'une bonne sitcom cinématographique (modèle *Trois hommes et un couffin*), quelques répliques heureuses, quelques moments justes. Mais surtout un scénario en accord, un tempo approximatif, une direction d'acteurs un peu floue. Guy Marchand s'épuise dans un contre-emploi (le professeur de province coincé) pas très

Sans espoir de retour

de Samuel Fuller, avec Keith Carradine, Valérie Vargas, Andréa Ferrad, Américain (1 h 35).

A la première image, un émetteur noir prend un coup

de marteau sur le crâne. C'est peut-être l'ambition de Samuel Fuller : marquer le spectateur jusqu'à ce qu'il demande grâce, l'homme faire un nouveau tour de *Shock Corridor*. Sans retour est tiré d'un roman de Davis Goodis (que Fuller a connu à Hollywood). Michael (Keith Carradine), idole de jeunes clochardises et alcoolique à la suite d'une histoire d'amour qui a mal tourné, vit dans un quartier secoué d'émeutes raciales. Fuller a laissé se creuser, faute de moyens, peut-être aussi par présomption, un fossé béant, entre son projet (revenir aux sources du film noir) et le résultat à l'écran.

Les gens, les lieux, sont à contre-emploi. Keith Carradine chante bien, mais il est trop vieux, trop sage pour jouer le rôle d'un chanteur pour adolescents. Les rues portugaises sont belles la nuit, mais elles ne ressemblent jamais à un ghetto du New-Jersey. Par moment, le film s'emballe, au début d'une bagarre ou d'une fusillade, puis le poids des dialogues approximatifs, d'une distribution incohérente (Bernard Fresson en fils corrompu, Andréa Ferrad en manager-rock), retombe pour étouffer le tout.

VO : Ciné Beaubourg, 1^{re} (42-71-52-38) ; 14-Juillet Odéon, 1^{re} (45-02-59-83) ; George V, 1^{re} (45-02-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 1^{re} (45-02-90-01) ; Escorial, 1^{re} (47-07-22-04) ; Gaumont Parana, 1^{re} (45-35-30-40) ; Gaumont Aldéa, 1^{re} (45-02-74-01).

VF : Paramount Opéra, 1^{re} (47-42-58-31) ; Miramar, 1^{re} (45-02-99-52) ; Gaumont Convention, 1^{re} (45-02-42-27) ; Images, 1^{re} (45-02-47-94).

SÉLECTION

Burning Secret

de Andrew Birkin, avec Faye Dunaway, Klaus Maria Brandauer, David Ebert, Ian Richardson, John Nettleton. Britannique (1 h 45).

Lorsque Klaus Maria Brandauer s'incarne dans un hôtel de montagne, il séduit Faye Dunaway et joue les infidèles. Infidèle aussi, Andrew Birkin qui collectionne les trahisons avec la très belle nouvelle de Stefan Zweig.

VO : Forum Aro-Ciel, handi-copie, 1^{re} (40-39-93-74) ; Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Alpes, 1^{re} (45-03-79-38) ; La Pagode, 1^{re} (47-05-12-15) ; U.G.C. Biarritz, 1^{re} (45-02-20-40) ; La Bastille, 1^{re} (45-04-07-78) ; Gaumont Aldéa, 1^{re} (45-02-74-01) ; Sept Persepolis, 1^{re} (45-02-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 1^{re} (45-02-75-79) ; U.G.C. Maillet, 1^{re} (47-49-08-08) ; La Gambetta, 1^{re} (45-02-10-08).

Chambre avec vue

de James Ivory, avec Maggie Smith, Helene Bonham Carter, Deborah Elliott. Britannique (1 h 55).

Sur les rives de l'Arno et dans les bois d'Angleterre, les approximations cruelles et délicieuses des amours victorienne. Le film de James Ivory, sans une once d'appât, parfaitement sensuel et lumineux.

VO : Cinéochas, handi-copie, 1^{re} (45-03-10-82).

Cookie

de Susan Seidelman, avec Peter Falk, Diane Wiest, Michael V. Gazzo. Américain (1 h 32).

Moins bien réussi que *Recherche Susan désespérément* et moins raté que *Making Mr. Right*, Cookie confirme le talent et la personnalité d'Emily Lloyd (*Too much*) qui manifestement ont fasciné Susan Seidelman. Mais même accompagnée de Peter Falk, mafioso décapité, les fragrances de cette charmante insolente ne suffisent pas pour intéresser et amuser pendant une heure et demie.

VO : Ciné Beaubourg, handi-copie, 1^{re} (42-71-52-38) ; U.G.C. Odéon, 1^{re} (45-02-59-83) ; U.G.C. Rotonde, 1^{re} (45-02-94-94) ; La Pagode, 1^{re} (47-05-12-15) ; U.G.C. Champe-Elysées, handi-copie, 1^{re} (45-02-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 1^{re} (45-02-90-01) ; 90-51 ; Les Nations, 1^{re} (45-03-04-57) ; Miramar, 1^{re} (45-02-99-52) ; U.G.C. Maillet, 1^{re} (47-49-08-08) ; La Gambetta, 1^{re} (45-02-10-08) ; U.G.C. Opéra, 1^{re} (45-02-41-46).

Même Sang

de Egidio Eromico, Sandra Cecca, avec Daniela Nuccetelli, Alessandra Monti. Italien (1 h 40).

Une dérive douloureuse comme le cinéma italien aime. Malgré quelques maladresses et des longueurs, Egidio Eromico et Sandro Cecca ont réalisé un

dolby, 1^{re} (45-74-95-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1^{re} (45-03-01-58) ; U.G.C. Gobelin, 1^{re} (45-03-23-44) ; U.G.C. Convention, 1^{re} (45-74-95-40) ; Pathé Clichy, 1^{re} (45-02-46-01).

Désir meurtrier

de Shōhei Imamura, avec Masumi Harukawa, Akira Nakamura, Shigeru Tsuyuguchi. Japonais, noir et blanc (2 h 25).

Un Imamura hivernal en noir et blanc, magnifique et glacial à l'opposé de son foisonnement habituel. Comme un poisson pris sous la glace, une femme se débat pour survivre. Les personnages, les situations sont d'une cruauté exacerbée, à peine tempérée par la chaleur animale du cinéaste qu'on ne perdait ici que par dédain.

VO : Chry Palace, 1^{re} (45-04-07-78) ; Les Trois Bistrot, 1^{re} (45-01-10-00) ; La Bastille, handi-copie, 1^{re} (45-04-07-78).

Do the Right Thing

de Spike Lee, avec Danny Aiello, Ruby Dee, Ossie Davis, Giovanni Esposito, Richard Edson, Bill Nunn. Américain (1 h 58).

Flambées de racisme généralisées par un jour chaud à New-York. Le mérite de Spike Lee est de faire voir la façon brutale et imprévisible dont les comportements deviennent haineux et irrationnels. C'est sans nuance et sans point de vue d'où l'ambiguïté du film. Mais c'est frappant.

VO : Gaumont Les Halles, 1^{re} (45-02-12-12) ; 14-Juillet Odéon, 1^{re} (45-02-59-83) ; Gaumont Champe-Elysées, 1^{re} (45-02-94-94) ; 14-Juillet Bastille, handi-copie, 1^{re} (45-02-90-01) ; Gaumont Parana, 1^{re} (45-35-30-40).

J'écris dans l'espace

de Pierre Esias, avec Marc Ronay, Roger Trep. Français (40 min).

Grâce à l'OmniMax, Pierre Esias offre une vision panoramique de l'aventure des frères Chappo, les inventeurs du télescope. Ce procédé, inédit pour un film de fiction, diffuse l'image sur 180 degrés. Un très bel hommage aux pionniers de la communication.

La Géode, 1^{re} (45-02-13-13).

La sélection ciné

La sélection ciné a été établie par Colette Godard, Bénédicte Mathieu et Thomas Sotinel.

premier voyage digne de leurs aînés. Le film vaut d'être vu pour sa dernière scène. Boulevard.

Le plus esroc des deux

de Frank Oz, avec Steve Martin, Michael Caine, Glenn Headley. Américain (1 h 50).

Ce remake des *Séducteurs* (avec David Niven et Marlon Brando) est un peu lourd. Ce n'est pas la question de donner les rôles à David Bowie et Mick Jagger, finalement Michael Caine (le petit arnaqueur américain et minable) en ont bûché. C'est tant mieux ; ils sont à mourir de rire pendant la moitié du film. Ce qui excuse tout le reste.

VO : Pathé Hautes-Alpes, 1^{re} (45-02-46-01) ; Pathé Clichy, 1^{re} (45-02-46-01) ; TIX, 1^{re} (45-02-41-48).

Sing

de Richard Baskin, avec Lorraine Bracco, Peter Dinklage, Jessica Span. Américain (1 h 38).

Da moment que la chorégraphie est bonne, les scénarios, même les plus indigestes, suffisent à faire un film pas trop raté. C'est le cas de *Sing*, l'histoire d'une communauté italienne de Brooklyn qui se bat à coup de promesses pour sauver le spectacle de fin d'année de son université. La musique est une thérapie universelle qui sauve les enfants de la délinquance et ramène la paix dans les foyers.

VO : George V, 1^{re} (45-02-41-48).

Zucker Baby

de Percy Adlon, avec Marianne Sägebrecht, Eyal Golan, Maudie Dorn, Toni Berger, Hans Stadler, Wim Spidder, Alenard (1 h 30).

Une femme, très en rondeurs, qui travaille aux pompes funèbres, change de vie du jour au lendemain. Elle est amoureuse d'un conducteur du métro. Pour la joie de retrouver ou de faire connaissance avec Marianne Sägebrecht quelques années avant *Ragdoll Café* et pour goûter à la délicate ironie douce-amère de Percy Adlon.

VO : 14-Juillet Parana, 1^{re} (45-02-59-83).



سنة من العمل

ARTS

SÉLECTION PARIS

Richard Artschwager

Après l'exercice de divers médiums, cet ancien élève d'Amédée Ozenfant, à New York, décide de réaliser quelques meubles « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-mobilier, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant rigueur et ironie.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, rue de la Chapelle, 11. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

De la Rivière à la Côte d'Azur

Modérisme et visionnaire, Charles Nègre archive les sites du midi de la France en 1860 avec une grande variété de points de vue et brosse un superbe panorama d'un patrimoine architectural à jamais disparu. Cet hommage au photographe se compose de quatre-vingt-dix tirages originaux sur papier albuminé.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris. 10^e. Tél. : 47-23-36-32. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 21 août. 20 F (suspension, l'ensemble des expositions).

Dessins de Matisse

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de son œuvre, du fauvisme aux derniers projets pour Venise. Admirable, naturellement.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris. 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 août.

Dessins d'Ingres du Musée de Montauban

Si les dessins, études ou esquisses, révèlent la genèse des œuvres du peintre, leurs traits tout en douceur, caracérisés et gourmands dévoilent l'esprit plutôt libéral de ce monsieur très digne de l'Institut. Une exposition à comparer avec celle des dessins « muscés » de Michel-Ange au Louvre.

Profil des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris. 1^{re}. Tél. : 42-33-62-50. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 septembre. 20 F.

Egypte - Egypte

Art pharaonique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'ultra-moderne IMA. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Douhi et de la cachette de Louxor exhumées l'hiver dernier.

Institut du monde arabe, salle d'exposition, 23, quai Saint-Bernard, Paris. 5^e. Tél. : 40-51-32-32. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 14 janvier. 30 F.

Jean Fourrier

En plus de cent cinquante peintures accompagnées de dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des Omgas, qu'il est bon de

revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris. 10^e. Tél. : 47-23-36-32. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 24 septembre. 10 F.

Wifredo Lam

Venues de Cuba, une trentaine de peintures de celui dont les surréalistes admirèrent la puissance symbolique et le sens de la magie, et dont Picasso avait dit à Pierre Loeb, à propos de son primitivisme : « Il a le droit, lui ! EST nègre ! »

Musée de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris. 7^e. Tél. : 42-22-57-40. Tous les jours sauf mardi et le 15 août de 11 h à 19 h 30. Jusqu'au 23 septembre.

La Traversée de Paris

Premier événement culturel de la Grande Arche de la Défense, cette exposition offre un voyage de quatre siècles dans les rues, reconstruites, de Paris, avec un casque sur les oreilles à la mode Cité-Cité. Il ne faut rater sous aucun prétexte l'étonnante documentation de Romain Goupil. Je ne me souviens pas, qui retrace, images inédites à l'appui, quelques grands moments de la capitale à la façon et en hommage au *Je me souviens* de Georges Perec.

Grande Arche, la Défense, 92200. Tél. : 40-90-05-18. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 19 h 30, vendredi de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 42-78-75-00. Jusqu'au 31 décembre. 40 F.

Magiciens de la Terre

Yodanis de la création occidentale et inconnus venus d'Afrique, d'Océanie, de Chine ou d'Amérique centrale offrent l'exposition la plus discutée de l'année. Une raison de plus pour aller les découvrir de Beaumont jusqu'à La Villette.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 2^e étage, place Georges-Pompidou, Paris. 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 août. 32 F. 50 F (billet couplé Grande Halle et Centre Georges-Pompidou).

Les Pastels du Louvre

Le Louvre accroche très brièvement une soixantaine de pastels, essentiellement des portraits. Parmi eux, les autoportraits de Chardin et la majeure partie des œuvres de Quentin de la Tour.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Juillard (côté jardin des Tuileries), Paris. 1^{re}. Tél. : 42-30-35-35. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 18 h. Jusqu'au 4 septembre. 20 F (billet d'entrée au musée).

Rapace

La Galerie Défense Art 4 clôt le premier cycle de cartes blanches données par l'EPAD, depuis un an, aux galeries Durand-Dessert, Yvon Lambert, Daniel Leleup, Denise René et Daniel Toulon. Elles présentent respectivement Daniel Buren, Gun Gaudillo, Federico Guzman, Charles Simonds et David Tremlett.

Galerie la Défense Art 4, Pavillon de monde, 15, pl. de la Défense, Paris-la Défense, 92000. Tél. : 49-00-15-55. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 19 h. Jusqu'au 4 septembre.



HAUTPINE 1922.

AN MUSÉE DE COLOMBE

Une exposition d'œuvres de l'artiste français, dont est autopsié le portrait de 1922. C'est l'année où le peintre découvre les maîtres de la Renaissance, mais et Goya, qu'il interprète librement. C'est aussi l'époque où il entame ses premières recherches abstraites.

12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 octobre. Châteaux, promenade de Bout du monde. Tél. : 41-87-43-47. Jusqu'au 29 octobre.

Aurillac

Alain Fleischer Jeux de miroirs et de renversement sur l'illusion à travers vingt ans de travail, brassant installations et séries inédites, l'itinéraire labyrinthique d'un manipulateur d'images, à la fois photographe, cinéaste et plasticien. Une rétrospective.

La galerie et les écuries du Jardin des Carmes, rue des Carmes, 18000. Tél. : 71-64-88-80. De 15 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 17 septembre.

Cabris

Regards fous Camoin, Chabaud, Derain, Girard, Lombard, Manquin, Seyssaud, Verdilhan. Ou l'émancipation de quelques palettes aux couleurs fortes, à travers un choix d'œuvres prises entre 1897 et 1910, en plein fauvisme, en somme.

Musée E-Mollit, château de Cabris, 13480. Tél. : 42-22-42-51. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi et le dimanche matin. Jusqu'au 2 octobre.

Evreux

François Raver : un bonhomme homme en Révolution Tout sur la vie de cet homme politique formé au Siècle des Lumières, incarné sous la Terreur pour sa religion catholique qu'il ne voulait jamais renier. Son nom fut associé à l'œuvre

culturelle, scientifique et scolaire de la Révolution française.

Musée municipal, ancien évêché, 6, rue Charles-Corbeau, 27000. Tél. : 52-38-34-35. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le dimanche et le lundi matin. Jusqu'au 30 septembre.

Grenoble

Leon Polk Smith An lieu des collections du vingtième siècle du musée, dont l'accrochage a été repensé, on peut encore découvrir les toiles abstraites et « déconstruites » de ce peintre américain des années 60 dont l'œuvre est mal connue en France.

Musée des beaux-arts, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-09-52. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 25 août.

Lyon

Collection Panza : Dan Flavin Ses sculptures au néon, colorées ou non, ont envahi les étages du musée. L'effet est garanti car l'Américain Dan Flavin sait très bien manipuler la lumière. A quelques kilomètres, le Musée d'art moderne de Saint-Etienne, dévoile aussi un peu de collections Panza.

Musée d'art contemporain, 1, rue du Président-E. Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-46. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Marcelle

Georges Rousse, Prises de lieux Un ensemble de polaroids dans lequel Georges Rousse a saisi, entre ombres et lumière, différents lieux voués à la démolition. Véritable étape entre la conception première et la phase terminale de son travail pic-

Castres

Les Glèves espagnols de David La classique du peintre de l'Empire d'exporta à merveille en Espagne. L'exposition en évoque les contours au travers des œuvres, peintures, dessins ou gravures, d'Apricicio, Lacoma, Ribera, Mediano ou les sculptures d'Alvarez y Cebero.

Musée Goya, hôtel de ville, 81100. Tél. : 63-59-82-83. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 août.

Colmar

Harburg Premières recherches abstraites. (Voir notre photo légendée).

Musée d'Unterlinden, 1, place d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-421-95-23. De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre.

Dieppe

André François Marines, peintures, sculptures et assemblages, soixante-dix œuvres dans lesquelles André François a composé un hymne à la gloire d'un royaume, la mer et de tous ses habitants, les poissons, les algues ou les galets.

Château-musée de Chastels, 76200. Tél. : 35-64-19-78. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Evreux

François Raver : un bonhomme homme en Révolution Tout sur la vie de cet homme politique formé au Siècle des Lumières, incarné sous la Terreur pour sa religion catholique qu'il ne voulait jamais renier. Son nom fut associé à l'œuvre

tural et photographique, ces photographies immédiates sont présentées au public pour la première fois.

Fonds régional d'art contemporain, 1, place François-Chézard, 13002. Tél. : 91-91-27-55. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 10 septembre.

Meymac

Markus Lüpertz C'est une rétrospective, la première en France, de cet artiste allemand, plus classé qu'on ne le croit. Plus de quatre-vingt tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés, sous un titre qui intrigue : « Le dithyrambe et après ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-Amand, place du Bûcher, 18250. Tél. : 55-05-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Nantes

Sotages Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Cassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Quimper

Jean Verklade Ce Hollandais que ses amis de Paris avaient surnommé « le nabi obéissant », en raison de sa grande taille, travailla à Pont-Aven et au Pouldu, fut marqué par Gauguin, devint mystique, se fit moine au couvent de Beuron. L'importante rétrospective de Quimper, qui a d'abord été présentée au Musée Van Gogh d'Amsterdam, nous le fait mieux connaître.

Musée des beaux-arts, 40, place Saint-Cornély, 29000. Tél. : 98-56-46-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Fermé le mardi, jusqu'au 18 septembre.

Rochechouart

Aloïse C'est une des grandes figures de l'art brut. Intéressé, en 1918, dans un hôpital psychiatrique près de Lunan, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbuz, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, aux riches couleurs, et pleine d'images d'amour.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600. De 14 heures à 18 heures en juin et septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures en juillet et août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

Saint-Etienne

Long et Nauman Encore une petite pièce de collection Panza, en accord avec le Musée de Lyon. Cette fois, il s'agit de grandes pièces de Richard Long et de Bruce Nauman, cercles de pierre ou de bois de l'un, installations faites pour vous mettre en état de malaise de l'autre.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-63-59-58. De 10 heures à 18 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 8 septembre.

Marcelle

Georges Rousse, Prises de lieux Un ensemble de polaroids dans lequel Georges Rousse a saisi, entre ombres et lumière, différents lieux voués à la démolition. Véritable étape entre la conception première et la phase terminale de son travail pic-

tural et photographique, ces photographies immédiates sont présentées au public pour la première fois.

Fonds régional d'art contemporain, 1, place François-Chézard, 13002. Tél. : 91-91-27-55. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 10 septembre.

Meymac

Markus Lüpertz C'est une rétrospective, la première en France, de cet artiste allemand, plus classé qu'on ne le croit. Plus de quatre-vingt tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés, sous un titre qui intrigue : « Le dithyrambe et après ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-Amand, place du Bûcher, 18250. Tél. : 55-05-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Nantes

Sotages Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Cassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Quimper

Jean Verklade Ce Hollandais que ses amis de Paris avaient surnommé « le nabi obéissant », en raison de sa grande taille, travailla à Pont-Aven et au Pouldu, fut marqué par Gauguin, devint mystique, se fit moine au couvent de Beuron. L'importante rétrospective de Quimper, qui a d'abord été présentée au Musée Van Gogh d'Amsterdam, nous le fait mieux connaître.

Musée des beaux-arts, 40, place Saint-Cornély, 29000. Tél. : 98-56-46-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Fermé le mardi, jusqu'au 18 septembre.

Rochechouart

Aloïse C'est une des grandes figures de l'art brut. Intéressé, en 1918, dans un hôpital psychiatrique près de Lunan, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbuz, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, aux riches couleurs, et pleine d'images d'amour.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600. De 14 heures à 18 heures en juin et septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures en juillet et août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

Saint-Etienne

Long et Nauman Encore une petite pièce de collection Panza, en accord avec le Musée de Lyon. Cette fois, il s'agit de grandes pièces de Richard Long et de Bruce Nauman, cercles de pierre ou de bois de l'un, installations faites pour vous mettre en état de malaise de l'autre.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-63-59-58. De 10 heures à 18 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 8 septembre.

Marcelle

Georges Rousse, Prises de lieux Un ensemble de polaroids dans lequel Georges Rousse a saisi, entre ombres et lumière, différents lieux voués à la démolition. Véritable étape entre la conception première et la phase terminale de son travail pic-

tural et photographique, ces photographies immédiates sont présentées au public pour la première fois.

Fonds régional d'art contemporain, 1, place François-Chézard, 13002. Tél. : 91-91-27-55. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 10 septembre.

Meymac

Markus Lüpertz C'est une rétrospective, la première en France, de cet artiste allemand, plus classé qu'on ne le croit. Plus de quatre-vingt tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés, sous un titre qui intrigue : « Le dithyrambe et après ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-Amand, place du Bûcher, 18250. Tél. : 55-05-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Nantes

Sotages Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Cassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Quimper

Jean Verklade Ce Hollandais que ses amis de Paris avaient surnommé « le nabi obéissant », en raison de sa grande taille, travailla à Pont-Aven et au Pouldu, fut marqué par Gauguin, devint mystique, se fit moine au couvent de Beuron. L'importante rétrospective de Quimper, qui a d'abord été présentée au Musée Van Gogh d'Amsterdam, nous le fait mieux connaître.

Musée des beaux-arts, 40, place Saint-Cornély, 29000. Tél. : 98-56-46-20. De 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30. Fermé le mardi, jusqu'au 18 septembre.

Rochechouart

Aloïse C'est une des grandes figures de l'art brut. Intéressé, en 1918, dans un hôpital psychiatrique près de Lunan, où elle vécut jusqu'à sa mort, Aloïse Corbuz, dite Aloïse, y réalisa pendant plus de quarante ans une œuvre graphique et littéraire profondément singulière, aux riches couleurs, et pleine d'images d'amour.

Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600. De 14 heures à 18 heures en juin et septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures en juillet et août. Fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

Saint-Etienne

Long et Nauman Encore une petite pièce de collection Panza, en accord avec le Musée de Lyon. Cette fois, il s'agit de grandes pièces de Richard Long et de Bruce Nauman, cercles de pierre ou de bois de l'un, installations faites pour vous mettre en état de malaise de l'autre.

Bonnard, Klee, Matisse, Mondrian, Picasso ou Dubuffet (lire page suivante).

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-52-31-53. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 octobre.

Toulon

Paul Guigou La Provence vue par l'un de ses plus grands peintres. Peintre marginal dans l'impressionnisme naissant du Second Empire, Guigou a peint le même sujet à diverses saisons et à différentes heures de la journée, ce qui devait faire quelques années plus tard un certain Monet.

Musée de Toulon, 112, bd Lefebvre, 83000. Tél. : 94-03-15-54. De 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Valence

Valence-Romaine Bourdelle Trente-huit bronzes et trois toiles du sculpteur évoquent ses principaux thèmes d'inspiration : son entourage, la femme, le cheval, la musique et l'Antiquité.

Formes des arts, avenue Bernard-Noël, 94110. Tél. : 90-36-06-25. De 10 heures à 18 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Valence

Saint Sébastien-Saint Roch Quand les hommes impuissants devant la peste en appellent à ces deux saints protecteurs spécialisés dans la maladie, ils entraînent de splendides ex-voto, peintures ou sculptures. L'exposition présente une trentaine de leurs œuvres, comprises entre le seizième et le dix-neuvième siècle.

Musée, 4, place des Ormes, 26000. Tél. : 76-43-83-00. De 14 heures à 18 heures et de 12 heures à 18 heures les mercredis, samedis et dimanches. Jusqu'au 4 septembre.

Villeneuve-d'Ascq

Daniel Dezeuze En trois cents œuvres, une rétrospective, ou presque, d'un ancien de Support/Surface, préoccupé par ce que regarder et voir veulent dire, et dont le travail sur la peinture, l'espace, le vide, assés théorique qu'il puisse être, fait toujours preuve de sensibilité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-44. De 10 heures à 19 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 août.

Villeneuve-lès-Avignon

Des têtes Il en fallait bien quelques-unes pour fêter le Bicentenaire. Celles-ci sont signées Baselitz, Dietmar, Garone, Immanuel, Paildino, J.-L. Parani, Plensa et Sjoengoud. Une idée du critique d'art Bernard Lamarche-Vadel.

Chartreuse, 30400. Tél. : 90-25-05-46. De 9 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 16 août.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Breccette, Philippe Dagen, Bénédicte Mathieu et Patrick Rogiers.

MUSÉE BOURDELLE
16, rue Antoine Bourdelle, M^e Montparnasse
POUGNY BOGRATCHEW
Peintures Sculptures
tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
DU 2 JUIN AU 1^{er} OCTOBRE

Galerie Paul Vallotton SA
Grand-Chêne 6 Lacaux
19-41-21/512.91.66 et 512.96.66
VUILLARD
(1868-1940)
Huiles, pastels, dessins
jusqu'au 2 septembre 1989
Catalogue sur demande

سكنا من لاجل

SUR LES CHEMINS D'ANTIBES A NICE

Les privilèges de l'âge

La fondation Maeght fête ses vingt-cinq ans cet été. Le Musée de Biot, consacré à la mémoire de Fernand Léger, en a presque trente et double de volume. A Nice, sur la « Promenade des Arts », la construction du Musée d'art moderne avance. L'occasion d'une randonnée au bord de cette Méditerranée dont les peintres ont fait, depuis Renoir, leur repaire.

LA Côte d'Azur, depuis des lustres, est un coin à musées. Aussi, Musées en tout genre, de l'archéologie à l'automobile, en passant par la parfumerie, et de toutes catégories. Musées d'art du vingtième siècle en particulier, et particulièrement dédiés, voire élevés de toutes pièces, à un artiste. Ce qui se fait peu ailleurs. Ce qui s'est fait tôt, entre Antibes et Nice, autour de 1960, et peut-être accroché au premier wagon de la décentralisation culturelle conduite par Malraux. Pourquoi là ? Pour une raison simple, qui tient à l'aptitude toute particulière qu'ont les artistes à dénicher avant tout le monde, pour y travailler en paix, les meilleurs séjours, les plus belles lumières. Renoir fut le premier à « descendre », en 1908, puis il y eut Dufy, Matisse et Bonnard et Picasso, et Chagall, et Magnelli, et bien d'autres. Ils y accomplirent une partie de leur œuvre, y laissèrent des traces indélébiles, firent des donations, eux ou leurs proches, si bien que, le coup de pouce de l'Etat aidant, des musées naquirent. Et la fondation Maeght.

Et la Côte d'Azur d'être pendant longtemps le seul haut lieu des expositions d'été en France ; aujourd'hui, ce n'est plus tout à fait le cas. Les musées de la Côte, empiétrés dans leurs souvenirs, parfois pris entre l'obligation d'entretenir la mémoire des artistes qui les ont motivés ou enrichis (dont les noms sont d'ailleurs de vraies locomotives) et un désir d'ouverture et de renouvellement, peut-être fatigués par un trop-plein de touristes peu avertis, ont pris un coup de vieux. Ce qui ne les empêche pas de s'éveiller l'été, pour offrir encore et toujours de quoi céder à d'autres son petit carré de plage, pour s'en aller rayonner sur les hauteurs, encore belles, malgré tout.

ANTIBES : L'AU-DELA DES VISAGES

Il y a une mémoire et mémoire. Selon l'âge du capitaine (conservateur). Et différentes façons d'entretenir la flamme. Au Musée Picasso d'Antibes, par exemple, Danièle Giraudy prend soin d'arroser le thym, le basilic et le romarin de son jardin de parfums et de sculptures, installé sur la terrasse du fort, un peu encombrée, il faut bien le dire, comme le reste du musée, qui n'en peut mais du zèle déployé pour enrichir les collections et les animer. Souvent bien, mais parfois aussi en exposant des choses en deçà de la qualité attendue sur les lieux du séjour béni des dieux que Picasso y fit, en 1946, y laissant la formidable suite d'œuvres autour d'Antipolis ou la Joie de vivre. L'aimable Folon a eu l'honneur de ces murs, il y a un couple d'années, et, cet été, c'est au tour de Louis Le Brocqy, Irlandais de souche, de s'y déployer, en portraits (dont celui de Picasso en vis-à-vis du sien) égaux à eux-mêmes, c'est-à-dire tous faits de cette même touche en coup de vent, dérive mondaine de la quête d'un au-delà des visages, que l'on peut situer entre Giacometti et Bacon.

CAGNES : DES CROUTES, UN PARC

D'Antibes à Cannes, il n'y a qu'un pas, qui peut mener d'une forteresse Grimaldi à l'autre, celle de Cagnes étant aussi un musée (pluriel) : de l'olivier aux quarante portraits de Suzy Solidor par Dufy, Van Dongen, Picabia, Kisting, Foujita... et où, chaque été depuis vingt et un ans, se tient un festival international de la peinture, généreusement pensé, mais dont tout le monde se fout un peu, bien que, parmi les croûtes très officiellement envoyées des quatre coins du monde, on puisse trouver parfois l'ombre de quelques talents.

Georges Dussault, le conservateur des musées de Cagnes, devrait bien envisager de le réformer, maintenant que le château est à peu près correctement restauré et que, à la villa des Collettes, ce qu'il fallait à été fait pour pouvoir présenter sans risques une dizaine de peintures de Renoir (dont la deuxième version des *Grandes Baigneuses* de 1901-1902), au lieu de trois, parmi les meubles et les objets qui entouraient le maître à la fin de sa vie. Cet enrichissement, dépôt des musées nationaux repris aux musées de Nice, donne une raison de plus de visiter le Domaine Renoir, son parc planté d'oliviers que l'on dit presque millénaires, sa vue imprenable et sa maison hantée



Auguste Renoir en 1915.

par l'image du maître travaillant sans relâche, le pin-ceau attaché à la main. Qui, là, selon Germain Bazin, lyrique, dépassa l'hédonisme impressionniste « pour s'élancer d'un vol d'aigle en plein mythe ».

BIOT : DU NOUVEAU CHEZ LÉGER

Très logiquement, cette citation devrait nous mener droit à l'exposition de la fondation Maeght consacrée à l'œuvre ultime d'une bonne vingtaine de peintres, dont Renoir, mais la raison géographique l'emportant dans un itinéraire, un détour par Biot s'impose. Il y a, en effet, du nouveau chez Léger. OÙ le musée de 1959, premier musée conçu pour un artiste et entièrement consacré à son œuvre (par Nadia Léger et Georges Bauquier, qui fut l'assistant de Léger, devint l'époux de Nadia et resta le conservateur de la collection), s'est singulièrement agrandi au cours de travaux rondement menés depuis 1987. Il a doublé de volume par l'adjonction d'un bâtiment perpendiculaire au premier. Il paraît que cette extension va enfin permettre d'exposer l'ensemble de la collection de Biot donnée, avec ses murs, à l'Etat, il y a vingt ans. Et ainsi de montrer les dessins et des documents jusque-là sacrifiés au profit de l'œuvre décorative et monumentale. Soit. Pourtant, ce que l'on peut voir actuellement en visitant l'étage de la nouvelle aile (légèrement courbe, quand la première est strictement droite) semble plutôt augurer du contraire, où l'on ne rencontre que céramiques vernissées et mosaïques prises entre des présentoirs noirs et d'épais Plexiglas vissés par quatre boulons, une façon sans doute de vouloir signifier les temps modernes, en toute fidélité à l'esprit de l'œuvre du maître. Mais c'est l'horreur ! Pauvre Léger, ainsi figé, grossi, réduit, caricaturé, vulgarisé au pire sens du terme ! Voudrait-on autre à son image qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Une exposition temporaire fête l'événement. Sur un thème de saison, bienvenu chez le peintre des *Belles Cyclistes* et de la *Partie de campagne*. Son titre : « Images des loisirs », en réponse à celui d'une autre exposition consacrée aux « Images du travail », qui avait également eu lieu à Biot, en 1985. Il n'empêche qu'on est surpris, et tout à la fois amusé et agacé, de ce qui y est montré. Un : rien ou presque de ce à quoi on pouvait s'attendre n'y figure, grenouilles et canotiers des Impressionnistes (à un Caillebotte près), footballeurs de Delaunay, tableaux de Villon,

Picabia, Severini ou Balthus (pour l'entre-deux-guerres). Deux : toutes les œuvres exposées sont soit des tableaux majeurs d'artistes mineurs, soit des tableaux mineurs d'artistes majeurs. Trois : le thème étant jugé impossible à limiter – tel nu alanguissant d'Amaury-Duval, ou tel chat de Steinlen, pouvant tout aussi bien être assimilé à une représentation des loisirs qu'une partie de Colin-Maillard de Noël Hallé – les responsables de l'exposition, Jean Lacambre et Jacques Foucart, en ont fait un prétexte à montrer des œuvres qui les ravissaient, en prenant un malin plaisir à valoriser d'aimables profiteurs de l'art moderne ayant tout pour faire d'excellents illustrateurs (Jean-Emile Laboureur, par exemple) et de méchants défenseurs des valeurs traditionnelles.

On salue, cependant, l'opération pour trois ou quatre tableaux étonnants à divers titres, d'une *Odalysse à trois bras*, d'Ingres, à la *Joueuse de ballon sur la plage*, de Picasso (Dinard, 1928) – une envolée de chair rose sur fond de ciel bleu qui, un petit nuage entre les fesses, pétarade comme un motocapote –, en passant par un sombre tableau des *Grands Boulevards* de Chabaud (1908), le *Cinématographe* aux plongées et contre-plongées sur la salle et l'écran, de Devambez (du Jean Le Gac tout craché, lequel aurait dû avoir sa place dans l'exposition), et les gamins en maillot rayé qui font des pâtés sur la plage peints par un Maurice Denis en vacances, oubliant, pour une fois, la peinture religieuse. Il n'empêche, l'exposition fait vieux jeu et, contre toute attente, peut-être parce qu'elle est mal accrochée, que les tableaux, souvent petits, n'y sont pas bien mis en valeur, est triste. Bien plus triste que la réunion, à Saint-Paul-de-Vence, des vieux travailleurs de la peinture.

SAINT-PAUL : LEÇONS CRÉPUSCULAIRES

Nous y voilà, à « L'œuvre ultime », l'exposition que Jean-Louis Prat a conçue pour célébrer les vingt-cinq ans de la fondation Maeght, et sans laquelle le programme de l'été sur la Côte manquerait de panache et d'éclat. Elle réunit des tableaux choisis en principe dans les dix dernières années de la vie de grands artistes ayant le plus souvent accompli une très longue trajectoire. Certaines peintures sont même les toutes dernières œuvres, des œuvres de très grands vieillards parfois – c'est connu, les peintres vivent longtemps. C'est une belle exposition, pleine de richesse, de contenus essentiels. Car les artistes, au soir de leur

vie, n'ont bien souvent plus de temps à perdre en fariboles et anecdotes, tant ils peuvent être insatisfaits d'eux-mêmes, et douter, et estimer qu'ils ont encore du chemin à faire pour mener à bien leur œuvre, tant ils craignent que celle-ci ne vieillisse avec eux. Au point d'être pris d'un irrésistible besoin de recommencer la peinture, de tout remettre en chantier. Pour finalement laisser un travail en cours, inachevé, et plein de promesses d'avenir.

« A partir de cinquante ans, j'ai exécuté un certain nombre de dessins, mais de tout ce que j'ai dessiné avant l'âge de soixante-dix ans, il n'y a rien qui soit véritablement de grande valeur. A soixante-treize ans, j'ai commencé à comprendre quelque chose à la véritable qualité des oiseaux, des animaux et des insectes, à la nature vitale des herbes et des arbres. A quatre-vingts ans, j'ai donc fait quelques progrès ; à quatre-vingt-dix ans, j'ai donc pénétré plus avant dans la signification profonde des choses ; à cent ans, je serai devenu vraiment merveilleux, et à cent dix ans, chaque point, chaque ligne de mes dessins posséderont une vie propre. » Ce que dit là Hokusai, qui mourut à quatre-vingt-neuf ans, donc sans avoir eu, selon lui, le bonheur d'être merveilleux, bien des peintres réunis dans l'exposition auraient pu le déclarer, à quelques nuances près, portant sur la différence de leur conception de la vérité de la peinture, de leur vérité. Un Cézanne, un Matisse, un Bonnard, pour qui la peinture est aussi une ascèse. Celui-ci est mort avec la lumière, d'autres en se battant contre l'ombre, interpellant la mort, se jouant d'elle, triomphalement – Picasso, bien sûr –, entamant avec elle une partie de cache-cache. Chez Miro, chez Klee, chez Braque, on voit le noir emplir l'espace. C'est pourtant la vie qui l'emporte, la vie de la peinture, qui passe dans un langage concentré, dans une facture à l'emporte-pièce. Formes et formalités ne sont plus de rigueur.

On peut estimer faibles certaines œuvres présentées, mais ça ne fait rien. L'exposition n'est pas faite pour nous inciter à distribuer docilement des notes, mais pour nous inviter à revenir sur bon nombre d'idées reçues assimilant l'œuvre tardive des peintres à un déclin, comme si leur trajectoire suivait inmanquablement la courbe des âges de la vie telle qu'on la dessine dans l'imagerie populaire. Et à méditer justement sur ces trajectoires si différentes, si singulières, qui toutes s'achèvent autrement, pour finalement révéler l'homme, ses hautes de toujours, ses rêves, ses désirs, à travers de formidables leçons de liberté. Et cela nous concerne, et comment ! Et quoi qu'on puisse penser du dernier Renoir, du dernier Chagall, ou même du dernier Kandinsky, comment ne pas reconnaître l'or de leur dernier message.

NICE : GRANDS ET PETITS PAQUETS

A Nice même, il ne se passe pas grand-chose. Le Musée Matisse est fermé pour travaux. Le Musée d'art moderne continue sa poussée inquiétante, et il vaut mieux greffer sur le monstre l'espoir d'y voir rassemblée bientôt une bonne collection d'art contemporain depuis les Nouveaux Réalistes, dont plusieurs étaient niçois (Klein, Arman, Rayssé), que des commentaires architecturaux. Pour le moment, en tout cas. A signaler toutefois deux choses sans grand rapport : une exposition Christo aux Ponchettes et à l'Enac, quai des Etats-Unis, où l'on peut voir, sous forme de maquettes, de dessins et de grandes photos, comment petits paquets ont pu devenir grands au fil d'une carrière déjà bien remplie. L'exposition est sans grande surprise – l'embaumeur du Pont-Neuf est connu –, mais elle est bien faite. L'autre chose, c'est le lifting du Musée des beaux-arts, dit musée Jules-Chéret avec, semble-t-il, moins de conviction que naguère, dont on visite désormais avec beaucoup plus de plaisir les salons décorés de l'ancienne villa d'une princesse ukrainienne, et les nombreux cabinets pleins de curiosités de « chers maîtres ». Où il faut aller voir au moins une fois les Mossa, un symboliste attardé niçois, d'une misogynie à couper au couteau, mais tellement drôle parfois qu'on peut rester, devant ses « Salomés », absolument désarmé.

GENEVIÈVE BREERETTE

- * Musée Picasso, château Grimaldi, Antibes. Tél. : 93-34-91-91. Exposition Le Brocqy, jusqu'au 15 septembre.
- * Château-Musée, Haut-de-Cagnes. Tél. : 93-20-85-57. Festival de la peinture, jusqu'au 30 septembre.
- * Musée Renoir « Les Collettes », Cagnes-sur-Mer. Tél. : 93-20-61-07.
- * Musée national Fernand Léger, Biot. Tél. : 93-65-63-61. Exposition « Hommages aux Loisirs », jusqu'au 20 octobre.
- * « L'œuvre ultime », fondation Maeght, Saint-Paul. Tél. : 93-32-81-63. Jusqu'au 4 octobre.
- * Christo, 59 et 77, quai des Etats-Unis, Nice. Tél. : 93-62-37-11 et 93-62-31-24. Jusqu'au 30 septembre.
- * Musée des beaux-arts, 33, avenue des Baumettes, Nice. Tél. : 93-44-50-72.